

Fortes turbulences sur les marchés financiers internationaux

LES CRAINTES d'un resserrement de la politique monétaire aux États-Unis, liées au dynamisme de l'économie américaine, provoquent de fortes turbulences sur les marchés financiers internationaux. Victime de la remontée des rendements obligataires, Wall Street a vivement reculé, jeudi 13 mars. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé la séance sur une baisse de 2,28 %, la plus importante depuis huit mois.

Les marchés européens ne sont pas épargnés. La Bourse de Paris a ouvert en recul de 1,61 % vendredi 14 mars. Les taux d'intérêt à long terme sont, pour leur part, orientés à la hausse, ce qui pourrait freiner la reprise de l'économie française.

Lire page 18

La justice et le fœtus

La cour d'appel de Lyon a qualifié d'homocide involontaire le décès accidentel d'un fœtus humain de cinq mois.

Budweiser contre la loi Evin

Le brasserie américain producteur de la bière Budweiser, sponsor de la Coupe du monde 1998, réclame l'abolition d'une partie de la loi Evin sur la publicité et l'alcool.

Tension au Proche Orient

Israël et la Jordanie tentent de calmer le jeu après l'attentat commis contre un autocar par un soldat jordanien qui a provoqué la mort de sept collégiennes israéliennes.

Les diamants du Zaïre

L'offensive des rebelles dans la région minière ne semble pas inquiéter les diamantaires de la City.

La FEN tente de réagir

Réunie en congrès, après son échec aux élections professionnelles, la FEN a élu un nouveau secrétaire général, Jean-Paul Roux.

Irrégularités dans le Gard

La chambre régionale des comptes du Languedoc-Roussillon critique la gestion de l'ancien président de l'assemblée départementale, Gilbert Baumet.

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 16 DKK; Espagne, 166 PTA; France, 1 F; Grèce, 200 Dr; Irlande, 1,25 Ir£; Italie, 200 L; Japon, 100 ¥; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 10 S; Suisse, 1 Sfr; Thaïlande, 10 Baht; Turquie, 1 Lira; USA, 1 \$; USA (Hawaï), 2,25 \$.

M 0147-315-7,00 F

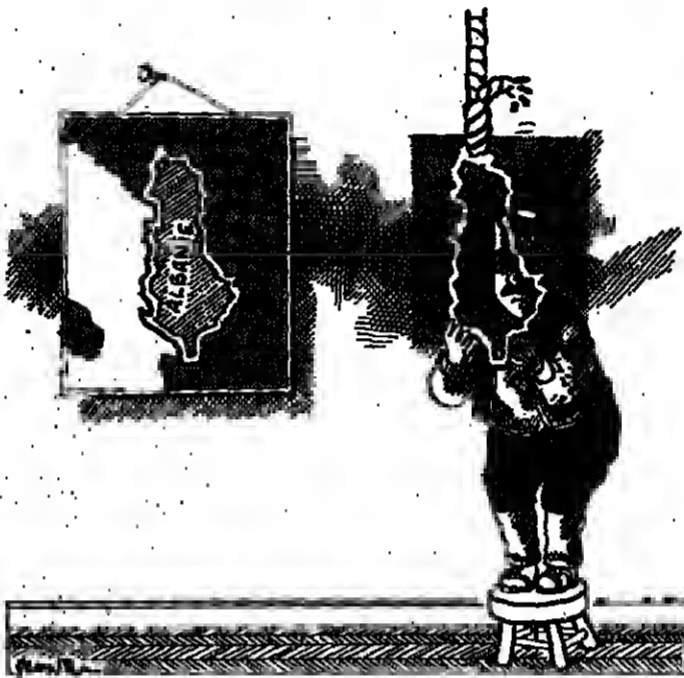


L'Europe écarte une opération militaire pour sauver l'Albanie de son naufrage

Les Occidentaux précipitent le rapatriement de leurs ressortissants

L'ALBANIE continue de s'enfoncer dans le chaos. Face à une situation de plus en plus incontrôlée qui accélère l'effondrement de l'État, les chancelleries occidentales commencent à organiser le départ de leurs ressortissants. L'Italie a mis en place un pont aérien et déclenché un plan d'urgence sanitaire dans la région des Pouilles. Quelque 700 personnes ont été évacuées, jeudi 13 mars, par ses forces aériennes, et cinq hélicoptères italiens ont procédé vendredi à l'évacuation, depuis Tirana, d'un groupe d'environ 120 personnes.

La France, la Grande-Bretagne et la Grèce organisent aussi des rapatriements. Une évacuation massive était prévue, vendredi, avec l'aide des forces américaines stationnées dans l'Adriatique. Deux des enfants du président Sali Berisha sont aussi arrivés à Bari, à bord du dernier ferry à avoir pu quitter le port de Durres. L'ancien ministre de la défense albanais,



Safet Zhulali, a fui son pays pour l'Italie, avec sa famille, sur un cargo. Trois hélicoptères des forces aériennes albanaises sont passés de l'autre côté du golfe avec, à leur bord, des militaires et leurs familles.

A Tirana, les partis politiques ont réclamé une « intervention armée des Européens pour restaurer l'ordre constitutionnel et préserver l'intégrité du pays ». Mais cet appel à l'aide n'a jusqu'ici reçu aucune réponse positive de la communauté internationale. Les Européens écartent l'idée d'une intervention militaire.

Le secrétaire d'Etat grec aux affaires étrangères, Yannis Karamanlis, et l'ex-chancelier Franz Vranitzky, qui dirige une mission de l'OSCE, devaient rencontrer, vendredi, à Viora des insurgés et des responsables du gouvernement albanais.

Lire page 2 et notre éditorial page 15

Hôpitaux : mouvements sociaux contre le plan Juppé

LE GOUVERNEMENT est confronté à une conjonction de mécontentements dans le secteur hospitalier. Les aides soignantes, les infirmières et des médecins se mobilisent contre la rigueur budgétaire pour 1997. La Coordination médicale hospitalière, la CGT et la Fédération CRC (infirmières) appellent à des grèves, vendredi 14 mars. Ces mouvements coïncident, dans certaines villes, avec les grèves des internes et des chefs de cliniques. Ces derniers s'inquiètent des conséquences du plan Juppé sur la sécurité sociale et de leurs futures conditions d'installation dans le secteur libéral. Jeudi, une journée d'action de FO dans les hôpitaux s'est traduite par de nombreuses manifestations, mais les arrêts de travail ont été rares.

Lire page 6

Grand chelem en vue

POUR SON PREMIER match du Tournoi des cinq nations au Parc des Princes, le 13 janvier 1997, l'équipe de France de rugby avait battu les Ecosais (16-13). Ce sont encore quinze gail-lards dont le maillot est frappé d'une fleur de chardon que les coéquipiers d'Abdel Benazzi vont affronter, samedi 15 mars, pour leur cinquantième et dernier match sur la pelouse de la porte d'Auteuil.

Avec pour objectif le cinquième grand chelem de l'histoire du rugby français. Et la consécration du style des deux entraîneurs, Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux.

Lire pages 13 et 24

Le « souffle de la danse »



JEAN-CLAUDE GALLOTTA

DIRECTEUR du Centre chorégraphique de Grenoble depuis 1984, Jean-Claude Gallotta, le chorégraphe phare des années 80, vient d'accepter de prendre, au Japon, la direction du Shizuoka Performing Arts Center. Il a signé un contrat jusqu'en 2000 et devra désormais partager son temps entre Grenoble et le mont Fuji.

Cette nomination témoigne, comme il le dit, du « souffle de la danse », de la vitalité de l'art chorégraphique sous l'impulsion de la génération Gallotta.

Lire page 26

International	2	Aujourd'hui	22
France	4	Jour	23
Annuaire chasses	3	Météorologie	25
Société	10	Culture	26
Carnet	12	Gauche culturelle	29
Régions	13	Communication	30
Horizons	14	Abonnements	31
Entreprises	18	Radio-télévision	31
Finances-marchés	20	Nosque	32

Lire la suite page 16

Nicolas Sarkozy, ancien ministre, est député des Hauts-de-Seine.

Le général-archevêque de San Salvador sème la zizanie

ARCHEVÊQUE de San Salvador depuis 1995, Mgr Fernando Saenz Lacalle vient d'être promu au grade de général par les autorités de son pays. Devant les caméras de télévision, il a prêté serment et reçu ses décorations. Mgr Saenz Lacalle était évêque aux armées, situation provisoire, assure-t-il, mais qui dure depuis deux ans. C'est ce qui lui vaut cette distinction militaire qu'il justifie, en ces termes : « Il importe qu'un évêque aux armées soit général, afin qu'il ait un grade de référence à un niveau d'état-major et n'ait pas à dépendre d'un bureau de seconde ou de troisième catégorie. »

Cette promotion n'est pas en contradiction avec le droit de l'Eglise. D'autres évêques aux armées sont devenus généraux, en Belgique ou au Portugal. Mais elle passe pour une provocation dans un petit pays qui sort de douze ans de guerre civile (75 000 morts) et dans une Eglise qui a payé son engagement auprès des plus démunis. La droite exulte et fait de cette décision « un indice des bonnes relations entre l'Eglise et l'armée ». Mais l'aile gauche et les jésuites de

l'Université centraméricaine (UCA) ne décollent pas contre un homme « qui veut ignorer le passé criminel de l'armée ». Le siège épiscopal de San Salvador est celui de Mgr Oscar Romero, figure légendaire de l'Eglise progressiste. En 1979, à la conférence de l'épiscopat latino-américain à Puebla (Mexique), en présence du pape, il arrive en disant : « Je viens avec quatre cadavres de prêtres sur les bras ». Un an plus tard, le 24 mars 1980, lui-même est assassiné, alors qu'il célèbre la messe, victime des escadrons de la mort du major d'Aubuisson, qui faisait écrire sur les murs : « Soyez patriotes. Tuez un curé ! » Le 16 novembre 1989, six jésuites de l'Université centraméricaine, dont le Père Ignacio Ellacuría, théologien de la libération, sont à leur tour assassinés par un commando d'une trentaine d'hommes en uniforme.

Pour succéder à Mgr Romero, le Vatican avait nommé son plus proche collaborateur, Mgr Arturo Rivera y Damas, infatigable défenseur des droits de l'homme. Médiateur pendant la guerre civile, il joue un rôle décisif dans

les négociations qui précèdent la signature, en janvier 1992, des accords de paix. A sa mort, deux ans plus tard, Rome a voulu, en vain, refaire l'unité d'une Eglise éprouvée en nommant à ce siège symbolique de San Salvador l'évêque aux armées, d'origine espagnole et membre de l'Opus Dei.

L'une des premières décisions du nouvel archevêque, aujourd'hui général, est de limoger la direction d'une revue catholique, *Orientación*, jugée trop libérale. Il rompt des lances avec la théologie de la libération, qualifiée de « lecture marxiste de l'Evangile », éloigne des personnalités gênantes comme Mgr Rosa Chavez, bras droit de son prédécesseur, nommé simple vicaire dans une paroisse éloignée. Une semaine avant la visite du pape en février 1996, il mute le recteur du grand séminaire. Autant d'actes qui suscitent passions et contestations et que les jésuites qualifient de « purges idéologiques ».

Henri Tincq

POINT DE VUE

La justice, la politique et le bon sens

par Nicolas Sarkozy

QUE de contre-vertés aura-t-on prononcées ces dernières années au nom de l'idée, pourtant juste, de l'indépendance de la justice. On a d'abord expliqué qu'en son nom seuls les professeurs de droit avaient la liberté de porter un jugement sur les décisions des tribunaux et des

cours. Premier contresens : c'est la personne du juge qui doit être légitimement protégée, pas son jugement, qui, comme toute décision dans une démocratie, peut être soumis aux commentaires, et donc à la critique.

Deuxième contre-verté : l'indépendance n'interdirait pas seulement aux hommes politiques d'in-

tervenir dans le cours d'une procédure, elle imposerait même le silence à une classe politique désormais tétanisée qui ne pourrait même plus faire prévaloir ses convictions sur ce qui, pourtant, constitue l'une des missions régaliennes de l'Etat : la justice. Quelles que soient les erreurs des uns ou les fautes des autres, les hommes poli-

tiques ont le devoir de s'exprimer sur un thème qui engage l'organisation de nos pouvoirs publics et l'avenir de notre Etat de droit. La réforme de la justice ne peut être le domaine réservé d'un petit nombre d'experts.

Troisième contre-verté : pour être audible, le discours sur la justice doit être « intégriste » au sens du « toujours plus ». Plus de prisons, plus de droit pénal, plus de répression, plus de moyens, plus de séparation des pouvoirs, plus de médiatisation. Sans nier l'utilité de nombre de ces revendications, je veux dire qu'un Etat de droit qui se respecte doit d'abord savoir faire leur juste place à des notions autrement plus exigeantes que sont : la sérénité, le recul par rapport aux fureurs du temps, l'équilibre, le respect de la liberté, le souci de la responsabilité, y compris de celui qui juge.

Parce que la justice et les juges méritent mieux que ce débat tronqué et parce que l'organisation de notre Etat de droit pèse et pèsera davantage encore sur l'économie de notre pays, je souhaite contribuer à nourrir le débat qui a justement été ouvert par le président de la République.

Lire la suite page 16

Nicolas Sarkozy, ancien ministre, est député des Hauts-de-Seine.

Patrick Besson
La science du Baiser



Grasset



Grasset

هكذا من العمل

BALKANS Devant l'anarchie et la multiplication des violences en Albanie, les ambassades occidentales ont commencé, jeudi 13 mars, à organiser le départ de leurs ressortissants.

Quelque sept cents étrangers ont ainsi été évacués par les forces aériennes italiennes. Les partis politiques albanais, quant à eux, ont réclamé une « intervention armée ».

des Européens pour restaurer l'ordre constitutionnel et préserver l'intégrité du pays ». L'ITALIE devient le principal pays d'accueil de tous les réfugiés. Les enfants du président

Sali Berisha, ainsi que des militaires déserteurs - avec plusieurs bateaux de guerre - ont rejoint les côtes de la Péninsule dans la nuit de jeudi à vendredi. AU NORD de l'Albanie,

la ville « ordinaire » de Lezha a plongé, en quelques heures, dans le chaos le plus complet, à l'image de la plupart des autres villes du pays (Lire notre éditorial page 15).

Les pays occidentaux évacuent leurs ressortissants d'Albanie

Sept cents personnes ont pu quitter le pays grâce à l'intervention des forces aériennes italiennes et un plan d'urgence sanitaire a été mis en place dans les Pouilles, alors que les violences incontrôlées accélèrent l'effondrement de l'Etat

TIRANA

de notre envoyé spécial

Après avoir embrasé le sud du pays depuis deux semaines et le Nord ces derniers jours, la folie des armes s'est finalement enfoncée dans la capitale albanaise. Les rues de Tirana sont envahies d'hommes armés de fusils d'assaut kalachnikov après le pillage des dépôts militaires. L'aéroport est fermé, et les ambassades occidentales tentent d'évacuer par tous les moyens les ressortissants étrangers bloqués en Albanie. Les incidents du jeudi 13 mars auraient causé la mort d'au moins douze personnes dans le pays.

Les partis politiques albanais, après une réunion avec le président Sali Berisha, ont lancé un appel de détresse, réclamant « une intervention armée des Européens pour restaurer l'ordre constitutionnel et préserver l'intégrité du pays ». La nomination d'un gouvernement de « réconciliation nationale », mené

par le socialiste Bashkim Fino, n'a eu aucun effet sur la population, d'abord préoccupée par sa sécurité.

Car la folie des armes des Albanais a largement dépassé le cadre de la révolte politique du Sud ou de la volonté des gangs de semer la terreur. Presque chaque citoyen possède désormais au moins une kalachnikov et des réserves de munitions. Nul ne sait exactement pourquoi il prend les armes. Seuls les insurgés du Sud, réunis au sein de comités de coordination, continuent de réclamer la démission de Sali Berisha et de présenter des exigences politiques.

CONFUSION EXTREME

Tirana a basculé de façon très étrange dans le camp de l'insurrection. Le premier dépôt d'armes, à l'Académie militaire, a été ouvert par la police secrète (SHIK). Apparemment, le SHIK a également livré d'autres dépôts aux civils, avant que la panique ne presse ces der-

niers à se lancer à l'assaut de n'importe quelle réserve d'armes. Par ailleurs, jeudi matin, seuls des hommes du SHIK et de la police étaient visibles autour de l'aéroport fermé. Il était difficile d'imaginer que des insurgés aient pu s'approcher du périmètre et ouvrir le feu la veille sur l'avion grec qui a rebroussé chemin. Certains observateurs ont acquis la conviction que le SHIK a précipité la plongée de la région de Tirana dans le chaos.

« Sali Berisha n'avait aucun intérêt à encourager le chaos, car il est en train de perdre les rênes du pouvoir, commente un diplomate. L'hypothèse la plus vraisemblable est que des éléments extrémistes de la police secrète ont pris des libertés avec les ordres reçus. » Leurs motivations resteraient toutefois obscures. « Le SHIK a intérêt à une tempête qui efface toutes les traces de ses exactions, dénonce un intellectuel tiranais. Si le nouveau gouvernement

avait pu commencer à travailler correctement, la police secrète aurait été la première à en souffrir. » Avec l'extrême confusion qui règne à Tirana, il est désormais impossible de distinguer, parmi les milliers qui déambulent dans les rues, d'éventuels provocateurs du SHIK, de véritables rebelles en lutte contre le gouvernement, des bandits et des pillards, et de simples civils armés.

Les derniers remparts du régime ont apparemment été de déses-

ser leurs postes. Soldats et policiers ont disparu et sont rentrés chez eux. Les gardiens de prison ont également abandonné les maisons d'arrêt, entraînant la fuite immédiate d'un millier de détenus, dont six cents à la prison centrale de Tirana. Ramiz Alla, l'ancien président communiste, et Fatos Nano, le chef du Parti socialiste, auraient bénéficié de cette libération inattendue. Les deux prisonniers les plus célèbres d'Albanie n'ont toutefois

pas reparu chez eux et pourraient avoir été transférés dans une résidence surveillée par les hommes du SHIK.

Les tirs d'armes automatiques se sont encore accrus, jeudi soir, notamment autour du bâtiment de la présidence albanaise. Un tank a effectué une patrouille. Des hommes se sont affrontés sur le boulevard principal. On ignore l'enjeu de ces accrochages et personne ne peut confirmer la présence de Sali Berisha à son bureau. Le président albanais a fait évacuer ses enfants de Tirana vers l'Italie, mais on ignore quelle attitude il va adopter pour lui-même. Il conserve de fidèles partisans, l'opposition le considère même comme « la dernière institution » qui pourrait mener le pays à des élections anticipées, mais l'embrasement anarchique est tel qu'aucune prévision ne peut être faite, d'un jour à l'autre.

Rémy Ourdan

Départ massif des étrangers

Devant la recrudescence de la violence et l'anarchie complète qui règne en Albanie, les pays occidentaux ont entamé l'évacuation des étrangers. Des hélicoptères militaires américains sont venus chercher cinquante enfants de coopérants et de fonctionnaires, et devaient organiser, vendredi 14 mars, une évacuation massive. Des dizaines de ressortissants étrangers ont également fui le pays en bateau par le port de Durrës. En revanche, un convoi britannique a dû rebrousser chemin sur la route de Durrës en raison du danger. Les ambassades ont diffusé, jeudi soir, un ordre d'évacuation générale pour la journée de vendredi, laissant entrevoir la possibilité d'une opération d'envergure.

L'Italie met en place un pont aérien et tente de prévenir un afflux incontrôlé de réfugiés

ROME

de notre correspondant

Le président du conseil italien, Romano Prodi, s'est adressé directement aux Albanais, jeudi 13 mars, au cours d'un entretien sur la première chaîne de la RAI, qui, comme presque toutes les chaînes italiennes, est captée en Albanie. « Unissez-vous et ne vous divisez pas. Sauvez votre patrie », a déclaré le chef du gouvernement en affirmant que l'Italie est « prête à apporter son aide pour surmonter ce grave moment ». Rome est particulièrement préoccupée par la dégradation de la situation de l'autre côté de l'Adriatique, craignant que le chaos n'apporte sur ses rives un flot incontrôlé de réfugiés, comme en 1991.

M. Prodi a réuni dans la soirée quelques ministres ainsi que le chef de la police et des hauts responsables militaires, notamment de la marine, pour examiner la situation et envisager les mesures à prendre. A l'issue de ce conseil extraordinaire, Giorgio Napolitano, ministre de l'Intérieur, a insisté sur l'« aspect humanitaire » de la crise et le souci de l'Italie de respecter les lois en vigueur et les conventions internationales concernant les réfugiés. Il a rappelé que Rome et Tirana avaient demandé une réunion extraordinaire du Conseil



de sécurité de l'ONU. Toutes les tentatives de médiation entreprises par la diplomatie italienne afin de mettre un terme à l'engrenage albanais n'ont pour le moment donné aucun résultat et sont restées lettre morte. Impuissante à enrayer la révolte, l'Italie se prépare donc à assister son voisin afin d'empêcher un exode massif et tenter parallèlement de contrôler, dans la mesure du possible, un éventuel débordement de réfugiés dans le golfe d'Otrante, séparant les deux pays.

DRAPPEAU BLANC

Un plan d'urgence sanitaire a été mis en place dans les Pouilles afin de faire face à une situation de crise. Six cents lits supplémentaires ont été prévus ainsi que des moyens médicaux additionnels. Pour le moment cependant, l'afflux reste limité et parfaitement contrôlé. La Guardia di finanza veille au large des côtes et sillonne avec ses vedettes rapides le golfe dans la zone menant aux ports de Bari et de Brindisi. Jeudi, un cargo, le Giorgos, a été arraisonné afin de vérifier s'il ne transportait pas des milliers de réfugiés. Ils n'étaient qu'environ soixante-dix à bord.

Un pont aérien a été mis en place entre les unités de la marine italienne patrouillant dans

le golfe et le port de Durrës. Au moins quatre cents personnes, dont les trois-quarts sont des ressortissants italiens, ont ainsi été évacuées au moyen de quatre hélicoptères faisant la navette entre les deux rives distantes de seulement 70 kilomètres dans la partie la plus étroite. Quatre à cinq cents autres Durrës et étrangers attendent sur la plage de Durrës de pouvoir quitter le pays. L'opération en cours au milieu de la nuit a été interrompue et devait reprendre, vendredi matin, avec le *Sommarco*.

Le dispositif de surveillance mis en place dans le golfe d'Otrante - devenu la seule porte de sortie de l'Albanie puisqu'il s'agit des autres frontières sont fermées - a laissé passer une vedette lance-torpilles et au moins six autres canonnières avec leur équipage, qui ont toutes trouvé refuge dans les ports italiens de Bari et de Brindisi après avoir demandé à bénéficier de la protection des autorités italiennes en hissant le drapeau blanc et avoir consigné leurs armes. Trois hélicoptères des forces aériennes italiennes sont également passés de l'autre côté du golfe avec des militaires et leurs familles à bord.

Michel Bôle-Richard

A Lezha, des émeutiers dynamitent le coffre-fort de la Banque d'Etat

LEZHA (Albanie du Nord)

de notre envoyé spécial

L'entrée de Lezha, le calme règne, jeudi 13 mars. C'est une ville albanaise ordinaire, avec sa poussière, ses charrettes et ses chevaux, ses Mercedes, ses hommes plantés

REPORTAGE

« Désormais, nous n'avons plus peur. Nous sommes armés »

au bord de la route. On dirait qu'ils regardent le temps qui passe. Des femmes discutent aux balcons, des enfants déambulent sur les chemins transversaux. Des tas d'ordures empestent sous le soleil. Au carrefour principal, près du pont qui enjambe la Drinit, il y a un attroupement. Les gens sont à peu près calmes.

Puis trois hommes, armés de kalachnikov, apparaissent. Une grille de fer cède sous la pression de quelques coups de feu : la population de Lezha est en train d'attaquer la banque d'Etat. Des tirs résonnent dans la ville. Une vingtaine d'hommes investissent la banque. Le pillage commence. « Nous désirions récupérer l'argent que nous avons perdu dans les "pyramides", dit un homme, et nous venons de dynamiter le coffre-fort, qui est vide. » Dans les trois, les émeutiers finissent pas trouver 80 leks (4 francs). Ils sourient.

Les habitants de Lezha paraissent soulagés de s'être transformés en émeutiers. La veille, ils se sont saisis des fusils d'assaut de la

caserne. Deux heures avant d'attaquer la banque, ils ont investi le bâtiment de la police secrète (SHIK), le plus beau de la ville. Les agents du SHIK avaient disparu. « Nous étions tellement effrayés par le SHIK, dit un homme. Désormais nous n'avons plus peur. Nous sommes armés. » Des hommes jettent dans la banque en courant : « Attention ! Ça va sauter ! » Trois grenades explosent, et le feu s'empare peu à peu du second étage. « Hauria !... », crient les spectateurs.

Lezha, une ville calme une heure auparavant, hésite entre la fête populaire et le chaos. Ce sera finalement le chaos. Les tirs d'armes automatiques s'intensifient. Soudain, des gangs envahissent la ville. Sur la place centrale, dix garçons font régner la terreur. Ils pillent un magasin, devant les regards réprobateurs des autochtones. « Ces types-là débarquent d'un village », dit un homme. Un gamain s'est recouvert la tête d'une capuche.

« FAR WEST »

Le chef du gang veille à côté de sa Mercedes, les yeux cachés par d'épaisses lunettes noires. Des commerçants tentent de protéger leurs biens, et la tension monte encore. Les voyous s'avancent vers la foule, et lâchent des rafales de kalachnikov au-dessus des têtes. Effrayés, les gens s'éparpillent. A 20 mètres de là, le patron du café Englia sort sur le trottoir, furieux. Il tire une longue rafale de mitrailleuse vers le ciel, puis rentre dans son bistrot. Le message est clair : personne ne touchera à sa gargote. « West is the best ! » (« L'Ouest est le meilleur ! »), chante un jeune

homme en recroquant une mèche égarée. « J'adore Jim Morrison », dit-il, en fredonnant la rengaine du rock. « C'est le Far West ici, la panique, l'anarchie », commente un badaud. Les gens se fauillent entre les immeubles, dans les ruelles étroites. Un tireur s'est installé sur un toit. Devant la préfecture, Paska Curti, un homme d'affaires, réunit des hommes. Il y a Gjon Perjaku, interné vingt-quatre ans dans les camps communistes, des commer-

çants et des notables. Ensemble, ils créent aussitôt un « comité de sauvegarde de Lezha ». « Nous voulons essayer de contrôler les civils armés », disent-ils. Leurs amis prennent une voiture et traversent la ville en lançant, à l'aide d'un mégaphone, des appels au calme couverts par les fusillades.

L'insurrection dans le Nord semble avoir les caractéristiques de celle du sud de l'Albanie, même si la population vote traditionnelle-

ment à droite, et plus particulièrement pour le Parti démocratique du président Berisha. Ici, on n'aime pas les fiefs socialistes du Sud, et pourtant on comprend que les villes de Vlorë, Saranda ou Gjirokastrë se soient insurgées. « La révolte a exactement les mêmes causes, dit Arban. La différence est que les Sudistes ont un objectif politique, qu'ils combattent Sali Berisha, alors qu'ici c'est tout simplement l'anarchie. »

L'insurrection de Lezha contredit ceux qui craignent une guerre entre le nord et le sud de l'Albanie. Les gens n'envoient pas cette éventualité. « Il y a des rumeurs d'insurrection de guerre civile, poursuit Arban, mais ce sera une guerre entre les gangs, entre les gens, entre les gangs et les gens. » Berisha est mort !, clame un adolescent, immédiatement rabroué par ses aînés. « Berisha n'est pas un problème, pense Paska Curti. Le vrai problème, c'est une classe politique albanaise qui a pris le mécontentement populaire à la légère. »

A Lezha, les gens évoquent tous l'exemple offert par le Sud. « Ça, ça doit avoir son fusil, sans raison particulière, » juste pour se défendre. Contre qui ? La police secrète ? « Non, les gens du SHIK sont nos frères, dit un homme. Nous voulons supprimer le SHIK, mais ses agents n'auront pas de problème ici. » Dans le Sud, ils furent les premières cibles des insurgés, qui en ont tué certains. Les hommes du SHIK sont surtout des hommes du Nord, recrutés dans le fief de Sali Berisha. Alors, contre qui ? « Contre les bandits ! », lance quelqu'un.

En vérité, nul ne sait pourquoi il est allé à la caserne, pourquoi il a attrapé un kalachnikov, pourquoi il rafale aujourd'hui les lampadaires et les nuages. A Lezha comme ailleurs, on dirait qu'une folie collective s'est emparée de la population, que le déclenchement des fusils d'assaut permet d'expulser des années de misère et de colère ravaliée.

R. O.

VOLS

DEPART DE PARIS

AJACCIO	850F
SHANNON	970F
NAPLES	980F
LISBONNE	1100F
MALTE	1180F
LOUXOR	1650F
CAYENNE	2450F
DAKAR	2490F
COTONOU	2690F
DJIBOUTI	2900F
KILIMANDJARO	3290F
ANTANANARIVO	4200F

Nouvelles Frontières

distributeur d'énergie

ALLER RETOUR

A CERTAINES DATES
BONS TAUX ASSURÉS
DEPART DE NIXON, MARSEILLE,
TOULOUSE : 2 550F
180 AGENCES EN FRANCE
0 803 33 33 33 (1,49F LA MINUTE)
3615 NF (1,29F LA MINUTE)

سكنا من السفر

Jacques Chirac loue la «
économique mondiale



le déclin en Europe

Les représentants américains refusent

Jacques Chirac loue la « grande puissance économique mondiale » qu'est le Brésil

Le président français renouvelle son appel au partenariat avec l'Europe

Quittant São Paulo, Jacques Chirac est arrivé, jeudi 13 mars, à Montevideo, deuxième étape de son voyage en Amérique latine. Au cours de sa

halte uruguayenne, la chef de l'Etat devait s'adresser aux députés et assister à la naissance de la première Citroën ZX produite sur les

chaînes de l'usine de montage implantée par PSA à Orléans. Vendredi dans la soirée, il devait s'envoler pour la Bolivie.

SÃO PAULO
de nos envoyés spéciaux
En trois jours, Jacques Chirac a visité le Brésil selon une trinité savamment ordonnée : Brasília, la capitale politique ; Rio de Janeiro, la ville cariocara, référence culturelle ; et pour conclure, jeudi 13 mars, São Paulo, symbole du gigantisme et véritable indicateur de la vitalité économique du pays. L'Etat de la côte atlantique réalise, à lui seul, 40 % du produit intérieur brut du pays. Avec 30 millions d'habitants sur 160 millions, il aide à comprendre pourquoi le Brésil est un pôle d'attraction très sensible pour les entreprises et les investisseurs étrangers.

Devant les responsables de la puissante Fédération des industriels de São Paulo (FIESP), Jacques Chirac a rendu, une nouvelle fois, hommage au Brésil, qui « peut défendre fièrement son rang de grande puissance économique mondiale ». Evoquant la mondialisation des économies qui « a radicalement changé la donne » et constitue « une formidable opportunité de progrès et de croissance », le chef de l'Etat a de nouveau insisté sur la nécessité de développer les partenariats entre l'Union européenne et les pays du cône Sud. Devant cette assemblée de chefs d'entreprise, il n'a pas man-



qué de vanter les atouts de la France, sa « main-d'œuvre de qualité, bien formée », ses « prouesses technologiques », d'Airbus au TGV, en passant par Ariane et l'agriculture moderne. Il a souligné que les deux pays étaient confrontés aux mêmes défis industriels, commerciaux et sociaux.

« Comme le Brésil, a-t-il déclaré, la France doit consolider sa cohésion sociale et, pour cela, elle doit s'adapter, se réformer, et tout d'abord remettre en ordre ses finances publiques. » Le président brésilien a, pour sa part, évoqué les relations avec l'Europe et avec la France, estimant que dans un partenariat chaque pays devait exercer son « rôle de leader sans s'imposer, mais en discutant ».

Le consensus franco-brésilien a tout de même été écorné par les propos du président de la FIESP, Carlos Eduardo Moreira. En des termes beaucoup moins diplomatiques que ceux employés la veille par le président Cardoso, le responsable patronal est revenu sur les contentieux, telle l'agriculture, soulignant que l'ouverture économique du Brésil n'avait pas en de contrepartie sur les marchés de l'Union européenne. Il a dénoncé la hausse des tarifs douaniers et, surtout, les obstacles « de nature non tarifaire, qui affectent les exportations de produits industriels tels que les textiles, les chaussures, le fer et l'acier ». Comme

M. Cardoso, mais en termes encore plus durs, Carlos Eduardo Moreira a décrit un Brésil sans complexes, dont les hommes veulent « disputer les marchés sur un pied d'égalité ».

Ce positionnement des responsables du Brésil - poids lourd du marché commun du cône Sud (Mercosur) - rend desuètes les références quasi systématiques de Jacques Chirac au voyage latino-américain du général de Gaulle, en 1964, lorsque le continent sud-américain était taxé de « zone sous-développée » et qu'il se débattait encore dans une misère noire.

BLOCS RÉGIONAUX

Le message des dirigeants brésiliens, en 1997, souligne également le chemin parcouru par les pays latino-américains depuis la conférence de Cancun, au Mexique, en octobre 1981, où, constatant que le dialogue ne parvenait pas à s'engager entre les deux mondes, le président François Mitterrand avait plaidé en faveur d'un échange Nord-Sud afin de favoriser l'émergence d'un nouvel ordre économique mondial, sous l'égide des Nations unies.

Son homologue nord-américain Ronald Reagan plaiderait, lui, pour une libéralisation des échanges. Aujourd'hui, tous les pays du continent, à l'exception de Cuba, vivent sous un régime démocratique et leurs économies se sont ouvertes, organisées en blocs régionaux puissants. Comme le Brésil, ils se disent prêts à discuter de tout avec tout le monde.

Aussi la démarche nord-américaine appelant à un dialogue Nord-Sud entre les deux parties du continent américain, en vue de l'instauration d'une zone de libre échange de la Terre de Feu à l'Alaska, apparaît elle-même hors sujet. Ironie de l'histoire : le maître du libéralisme se heurte aux talents d'élèves brillants.

Alain Abellard
et Pascale Robert-Diard

« Frère » Enrique et l'« ami » Jacques

Attention, petits gestes et délicatesses. Tout au long du séjour de Jacques Chirac au Brésil, le président français et son homologue brésilien Fernando Henrique Cardoso ont déployé des trésors de séduction mutuelle et rivalisé de promesses en faveur de la « renaissance de l'amitié franco-brésilienne ». Le chef de l'Etat brésilien accompagnait Jacques Chirac à chacune de ses étapes. A l'initiative de M. Cardoso, parfaitement francophone, les entretiens ont été conduits de bout en bout en français. A Rio, le prestigieux palais gouvernemental de Itamaraty a été prêté au chef de l'Etat pour organiser la traditionnelle réception de la communauté française. « Quand je parle à Fernando Henrique Cardoso, j'ai l'impression de parler à un frère, au sens propre du terme », a déclaré avec fougue M. Chirac, tandis que le président brésilien donnait, lui, du « mon cher Jacques ». Jeudi « cher Jacques » et « frère » Enrique ont renouvelé leurs serments d'amitié devant les chefs d'entreprise réunis à São Paulo, à charge, pour ces derniers, d'en faire le meilleur usage.

L'Allemagne finance le déclin « en douceur » de ses charbonnages

BONN
de notre correspondant
« Sieg ! » (victoire) : c'est avec ce cri martial, suivi d'une prière traditionnelle, que les mineurs de la Ruhr et de la Sarre ont accueilli l'annonce d'un compromis entre leurs dirigeants syndicaux et le chancelier Kohl, jeudi 13 mars, à Bonn. Pour dénoncer le plan de réduction des subventions aux charbonnages, plus de 10 000 « gueules noires » étaient prêtes à poursuivre, en cas d'échec, leur mouvement de protestation commencé en début de semaine. Le gouvernement et les Länder concernés (Rhénanie du Nord-Westphalie et Sarre) ont préféré la voie du compromis et maintenu un niveau de subventions publiques important : alors qu'elles sont aujourd'hui de 9,25 milliards de marks par an (32 milliards de francs), elles passeront à 5,5 milliards de marks en 2005 (19 milliards de francs).

Ce compromis n'empêchera pas la fermeture de plusieurs mines et la suppression de dizaines de milliers d'emplois, mais il permettra d'éviter les « licenciements secs ». Le déclin

du charbon se sera négocié en douceur. « L'adaptation se fera de manière acceptable sur le plan social. C'était le principal but que nous recherchions », a déclaré Hans Berger, le patron du syndicat IG Bergbau.

COÛTE QUE COÛTE

Sur les 90 000 emplois que compte encore ce secteur, 48 000 seront supprimés d'ici à 2005. A cette date, l'Allemagne continuera à extraire de 25 millions à 30 millions de tonnes de charbon par an, au lieu de 54 millions de tonnes aujourd'hui, et une dizaine de mines subsisteront encore. Pour mieux accompagner les adaptations en cours, les charbonnages de la Ruhr et de la Sarre (Ruhrkohle et Saarbergwerke) devraient fusionner leurs activités.

« Nous ne transformerons pas les charbonnages en musée », ont souligné les dirigeants du syndicat. Le choix par l'Allemagne de maintenir une production nationale de charbon lui revient très cher : chaque tonne extraite dans la Ruhr ou dans la Sarre coûte 280

marks (950 francs), alors que le prix d'une tonne sur le marché mondial est seulement de 80 marks (270 francs). Chaque emploi de mineur représente 100 000 marks de subventions publiques annuelles (340 000 francs) !

Autant dire que l'Allemagne fait le choix politique de maintenir coûte que coûte une existence au moins symbolique de la mine. Un choix différent de celui de la France, qui a privilégié le nucléaire, et où l'extraction du charbon devrait cesser d'ici à 2005. A cette date, l'Allemagne sera encore le deuxième producteur de l'Union européenne après la Grande-Bretagne.

Le charbon couvre, outre-Rhin, 14 % des besoins en énergie primaire et 27 % des besoins d'électricité. Le prestige de ce secteur, après-guerre, était considérable : le chancelier Kohl a rappelé combien il avait contribué au « miracle économique » des années 50 et la colère des « gueules noires » a rencontré beaucoup de sympathie auprès de l'opinion publique.

Lucas Delattre

Les représentants américains refusent au Mexique sa « certification »

Ils exigent l'épuration des services chargés de la lutte contre les narco-trafiquants

WASHINGTON
de notre correspondant
Le général Barry McCaffrey, responsable américain de la lutte contre la drogue, a transmis, jeudi 12 mars, à Washington l'engagement du président Ernesto Zedillo de réorganiser de food eo comble les services mexicains chargés de combattre les narco-trafiquants. Ces assurances venaient quelques heures après que la Chambre des représentants eut adopté, par 251 voix contre 175, une résolution qui remet en cause le certificat de bonne conduite décerné le 28 février par le chef de la Maison Blanche (Le Monde du 1^{er} mars).

Cette dernière décision était censée exprimer la bonne collaboration du Mexique avec les Etats-Unis en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants.

Elle valait aussi reconnaissance des résultats obtenus par les autorités mexicaines. Or, le Congrès a les plus grands doutes à cet égard. Le texte de la résolution remet en cause la « certification » du Mexique, mais il accorde quand même au président Clinton un répit de quatre-vingt-dix jours pour l'application des sanctions économiques et bancaires qui l'accompagnent. A l'issue de ce délai, le chef de l'exécutif devra donner au Congrès des assurances attestant des « progrès » effectués par le Mexique. Toutefois, pour que cette résolution ait force de loi, le Sénat doit la voter en termes idéologiques, ce qui est loin d'être acquis.

Le secrétaire au Trésor, Robert Rubin, a estimé qu'un vote négatif aurait sur l'économie mexi-

caine un effet comparable à celui de la crise du peso, il y a deux ans, lorsque les Etats-Unis avaient dû mettre en place un plan de soutien financier d'urgence. Quant au général McCaffrey, il craint qu'un vote de défiance du Congrès remette en cause toute coopération américano-mexicaine en matière de lutte anti-droge.

INGÉRENCE

Les parlementaires américains exigent qu'un nombre supérieur d'agents de la DEA (Drug Enforcement Administration) soient autorisés par le gouvernement mexicain à travailler au Mexique, qu'ils puissent y porter des armes et que les services mexicains chargés de la lutte contre la drogue soient épurés.

Le vote de la Chambre des re-

présentants était attendu avec appréhension au Mexique, où la télévision nationale a retransmis en direct le débat. Qualifiant la décision des représentants de tentative « inacceptable » de s'ingérer dans les affaires intérieures mexicaines, le gouvernement du président Zedillo a souligné que si une loi américaine venait à bafouer la « dignité et la souveraineté » du Mexique, ce dernier réagirait avec détermination.

Dans les milieux officiels mexicains, on met en avant la vague d'anti-américanisme qui grossit dans le pays, une manière de laisser entendre qu'un vote négatif de l'ensemble du Congrès pourrait remettre en cause la visite de Bill Clinton au Mexique, prévue pour avril.

Laurent Zecchini

Les autorités américaines démentent les thèses de M. Salinger sur l'explosion du Boeing de la TWA

LE JOURNALISTE AMÉRICAIN Pierre Salinger a rendu public, jeudi 13 mars à Paris, un rapport technique réalisé par une équipe privée d'enquêteurs affirmant que le Boeing 747 de la TWA (230 morts, le 17 juillet 1996 au large de New York) a été détruit par un missile de la marine américaine. En guise de « preuve », il a montré des photos provenant, selon lui, d'une vidéo enregistrée par les radars de l'aéroport Kennedy, à New-York, et « montrant un missile se dirigeant vers l'avion de la TWA ». Une enquête est en cours aux Etats-Unis pour vérifier l'authenticité de cette vidéo, dont des photos sont également publiées dans Paris Match du 20 mars.

Qualifiées de « canular cruel » par le FBI, de « fouteuses » par le Pentagone, ces allégations de M. Salinger, qui reprend une thèse diffusée depuis des mois sur Internet, ont été fortement démenties par les autorités américaines. Le gouvernement français a indiqué être en liaison constante sur ce dossier avec les autorités américaines et leur faire « pleinement confiance ».

L'association Victimes du vol 800, partie civile dans l'information judiciaire ouverte à Paris, a demandé à M. Salinger de livrer ses informations à la justice française.

EUROPE

■ **SLOVAQUIE** : le président Michal Kovac a décidé, jeudi 13 mars, de fixer aux 23 et 24 mai prochains les dates de deux référendums, sur l'adhésion de la Slovaquie à l'OTAN et sur l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel. Cette deuxième consultation est le résultat d'une initiative de l'opposition (centre-droit), qui a réuni quelque 500 000 signatures. La loi en exige 350 000 pour la tenue d'un référendum. - (AFP)

■ **HONGRIE** : quelque 1 500 agriculteurs hongrois ont entamé, jeudi 13 mars, leur quatrième jour de manifestation en bloquant des routes à travers le pays avec leurs tracteurs, notamment à Budapest. Ils réclament une baisse de leurs impôts et de leur contribution à la sécurité sociale, dont la hausse a été prévue par le gouvernement. Ils s'inquiètent également de la concurrence des agriculteurs européens, au cas où leur pays adhérerait à l'Union Européenne. - (AFP)

■ **BIÉLORUSSIE** : la police biélorusse a fait une intervention, dans la soirée du jeudi 13 mars, au siège du parti d'opposition, Front populaire, et a arrêté le vice-président de ce parti, Loui Khodko. Le 10 mars, à la suite d'une manifestation de l'opposition, 46 personnes avaient été interpellées. - (AFP)

■ **GÉORGIE** : le défenseur russe des droits de l'homme, Sergueï Kouvaliev, a dénoncé, jeudi 13 mars, la pratique de la torture contre les prisonniers politiques en Géorgie. Il s'agit pour la plupart de partisans de l'ancien président, Zviad Gamsakhourdia, renversé début 1992 par un coup d'Etat militaire qui s'est soldé par l'accession au pouvoir d'Édouard Chevardnadze. Neuf de ces détenus ont été condamnés à mort. La Géorgie, membre invité auprès du Conseil de l'Europe, n'a toutefois plus procédé à aucune exécution depuis juin dernier. - (AFP)

■ **ARMÉNIE** : le ministre russe de la défense, Igor Rodionov, a reconnu, dans une lettre citée par l'agence Interfax jeudi 13 mars, qu'entre 1994 et 1996, 84 chars T-72, 50 véhicules de combat et des pièces détachées avaient été « données gratuitement à l'Arménie sans tenir compte des décisions du gouvernement russe ». Le conflit, qui opposa l'Arménie à l'Azerbaïdjan entre 1988 et 1994 à propos de l'enclave du Haut-Karabakh, a pris fin depuis la signature d'un cessez-le-feu en mai 1994, mais les négociations de paix, parrainées par Moscou, sont au point mort. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **IRAN** : un avion militaire iranien C-130 avec quatre-vingts personnes à bord s'est écrasé, jeudi 13 mars, près de Machhad (nord-est de l'Iran), a annoncé, vendredi, l'agence officielle iranienne IRNA. L'accident, dont l'origine n'a pas été précisée, a eu lieu dans une région montagneuse. Aucune information n'a encore été fournie sur le sort des passagers. - (AFP)

ECONOMIE

■ **ESPAGNE** : Les prix à la consommation ont diminué de 0,1 % en février, ramenant l'inflation à 2,5 % sur un an, a annoncé jeudi 13 mars à Madrid l'Institut national de la statistique (INE). Ce taux n'avait jamais été aussi bas depuis la fin des années 60, laissant entrevoir une baisse du loyer de l'argent par la Banque d'Espagne, dont le taux de base est encore à 6 %. En ligne avec les prévisions du gouvernement pour 1997 (-2,6 %), il permet à l'Espagne de se conformer au niveau d'inflation prévu par les accords de Maastricht pour pouvoir faire partie de l'Union monétaire. - (AFP)

■ **UGANDA** : ce n'est pas avant un an, dans le meilleur des cas, que l'Ouganda pourra bénéficier des mesures d'allègement de la dette multilatérale mise en œuvre par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. L'annonce de ce retard, faite jeudi 13 mars par des responsables de la Banque, réduit l'intérêt du plan d'allègement de la dette multilatérale des pays les plus pauvres de la planète dont l'Ouganda devait être le premier bénéficiaire. Une vingtaine d'autres, en majorité africains, sont concernés. Imputable aux Etats-Unis et au Japon, le retard a été sévèrement jugé par les ONG. Oxfam, l'une des principales organisations caritatives britanniques, a estimé qu'il « reflète le manque de volonté politique [...] pour résoudre le problème de la dette des pays les plus pauvres ».

■ **BANQUE MONDIALE** : les pays actionnaires de la Banque de développement, réunis en conseil d'administration, jeudi 13 mars, ont étudié une nouvelle proposition de restructuration de l'institution, présentée par le président, James Wolfensohn. Destinée à améliorer l'efficacité de la Banque, le plan initial prévoyait un coût de 250 millions de dollars sur deux ans et des frais supplémentaires de 122 millions au-delà. Une nouvelle moquette, exigée par les pays actionnaires, devrait coûter un tiers de moins. Elle prévoit de couper davantage dans les dépenses. Le budget de fonctionnement de l'institution de développement devra en 2001 être au même niveau qu'il l'est cette année. Le conseil se réunira à nouveau le 20 mars pour prendre une décision définitive. - (AFP)

La Fnac vous invite dans ses forums

à rencontrer

Edgar Morin et Sami Naïr

pour leur dernier ouvrage

« Une politique de civilisation »

(Ed. Arléa)

Fnac Mulhouse/Strasbourg le 15 mars,
Lyon-Bellecour le 17,
Bordeaux le 21,
et Lille le 25.



مكتبة الشامل

Les diamantaires ne semblent pas préoccupés par la progression des rebelles zairois

Les mines du Shaba et du Kasai sont sur le point d'échapper au contrôle de Kinshasa

Le diamant est une des principales richesses du Zaïre. Les rebelles menacent de s'en emparer en progressant, dans la partie sud du front, vers les

provinces minières du Shaba et du Kasai. Mais le marché de la pierre précieuse ne s'en émeut guère. Au nord du front, de violents combats

ont eu lieu, jeudi 13 mars, près de Kisangani, l'armée zairoise tentant de desserrer l'étau des rebelles.

LONDRES
de notre correspondant
dans la City

Ils sont quand même curieux, ces diamantaires : à première vue, l'offensive des troupes rebelles de Laurent-Désiré Kabila vers la province minière du Kasai et les menaces pesant sur Mbuji Mayi, la capitale de l'industrie diamantaire zairoise, ne les émeut guère. « Nous suivons la situation de très près », se borne à déclarer un porte-parole de la Central Selling Organisation (CSO), la filiale de commercialisation du conglomérat sud-africain De Beers, qui rachète 95 % de la production zairoise officielle. Par mesure de précaution, ses représentants à Kisangani ont été évacués.

« Celui qui épouse ma mère devient mon père » : Mukamba Kadiata Nzemba, directeur général de la Minière Bakwanga (Miba), compagnie d'Etat - pourtant l'un des compagnons de la première heure

du président Mobutu - s'inspire de ce proverbe luba pour se déclarer prêt à collaborer avec le chef des maquisards. « La révolte va perturber l'activité diamantaire zairoise, dit un expert. Mais comme on l'a vu récemment en Sierra Leone et en Angola, théâtres de guerres civiles similaires, l'extraction s'est poursuivie, mais à une échelle moindre. » Contacté par téléphone à Mbuji Mayi, un diamantaire belge proclame : « Ici on travaille normalement. Tout est calme. »

UN UNIVERS SECRET

A première vue, ce flegme a de quoi surprendre. Le Zaïre n'occupe-t-il pas une position enviable sur le marché du diamant ? En 1996, la production annuelle était estimée à 13 millions de carats. Une moitié vient de la Miba, propriété à 80 % de l'Etat zairois et à 20 % de la compagnie belge Sibeka ; l'autre moitié provient des diggers qui fouillent le lit des rivières. On

comprend l'intérêt des rebelles pour les diamants, plus facilement négociables que les autres richesses minières des territoires qu'ils contrôlent, comme le cuivre ou l'or. Autour des mines de diamants, grouille une armée de revendeurs, en majorité libanais, souvent liés à des réseaux de trafiquants. Cette vente permet de régler les soldes, d'acheter des armes, voire de payer des mercenaires. Dans cet univers secret, fermé, tout est réglé au comptant. Les coffres des bureaux d'achats locaux regorgent de dollars. La chute du Kasai porterait un dur coup au régime en place. De source informée, on indique que le président Mobutu et ses hommes fêlent s'approprient une bonne partie des gemmes écoulées directement à Anvers.

Mais la production n'a fait que baisser, au cours des dernières années, dans le chaos ambiant. « Les statistiques sont gonflées par l'inclusion de pierres de contrebande, en

transit, qui proviennent d'Angola », affirme un expert.

Depuis le début de l'offensive rebelle, la cupidité des hommes politiques et des généraux proches du président semble illimitée. Les diamantaires opérant au Zaïre, certes habitués à la corruption, se plaignent d'être systématiquement rançonnés, pour des montants de plus en plus élevés. Plusieurs centaines d'acheteurs ont récemment été contraints de verser, chacun, des milliers de dollars dans les caisses présidentielles, au titre de contribution à l'effort de guerre.

De l'Angola à la Sierra Leone, en passant par l'Afrique du Sud et la Namibie, le monde diamantaire, la De Beers en tête, a toujours su s'accommoder des soubresauts du Continents noir. Les régimes passent mais le slogan de la De Beers reste : « Un diamant est éternel. »

Marc Roche

L'Algérie refuse toute ingérence de l'Europe

Le Parlement de Strasbourg pourrait bloquer l'aide financière des Quinze à Alger

STRASBOURG
(Union européenne)
de notre correspondant

« Je ne crois pas que l'Union européenne aborde la négociation d'un accord d'association avec mon pays en des termes d'exigence démocratique », a déclaré, jeudi 13 mars à Strasbourg, le ministre algérien des affaires étrangères, Ahmed Attaf. Invité par la délégation parlementaire chargée des relations avec le Maghreb, le représentant d'Alger a rencontré, tour à tour, José María Gil-Robles, président de l'Assemblée des Quinze, et Manuel Marín, commissaire à la coopération.

Au cours de la conférence de presse tenue à l'issue de ses entretiens, M. Attaf a expliqué que la démocratisation du régime était l'objectif du peuple souverain, en accord avec l'ensemble de la classe politique, l'établissement d'un partenariat avec l'Europe devant être conduit, a-t-il insisté, « de manière séparée ». S'il est vrai que l'Union, fidèle à une

position déjà ancienne, préfère plutôt la coopération à l'isolement d'un pays où le respect des droits de l'homme est éloigné des normes en vigueur dans les sociétés occidentales, l'expérience montre que cette politique a ses limites.

Plusieurs pays africains ont vu l'aide financière de l'Union suspendue par les capitales européennes lorsque les droits de l'homme étaient bafoués de manière trop flagrante. Dans le cas des accords d'association avec les pays du Maghreb, l'Assemblée de Strasbourg a le pouvoir de bloquer les crédits inscrits dans cette catégorie de traités. Le Maroc en a fait l'expérience en 1992. Dans la génération d'accords engagés par la conférence de Barcelone (novembre 1995) consacrée à la coopération entre l'Europe et la rive sud de la Méditerranée, qui ont déjà été conclus avec la Tunisie et le Maroc, la sanction parlementaire reste possible.

D'autant plus que les nouveaux arrangements contiennent des clauses sur les droits de l'homme. Conscient que ce domaine peut être une source de difficultés avec les eurodéputés, le ministre algérien s'est déclaré « disposé à parler, à n'importe quel moment, avec les interlocuteurs européens de la question des libertés fondamentales ». Pour s'empresser d'ajouter que les pourparlers qui ont commencé le 4 mars devaient aussi poser la question du traitement réservé aux communautés algériennes qui vivent sur le territoire de l'Union ; l'objectif étant d'arriver à « la libre circulation des Algériens entre les deux rives de la Méditerranée ».

Henri Tincq

Marcel Scotto

La semi-retraite de Mère Teresa, légende vivante de l'Inde

A L'ÂGE de quatre-vingt-six ans, perçue de douleurs cardiaques, rénales et pulmonaires, qui ont failli plusieurs fois l'emporter, Mère Teresa a fini par accepter de prendre une semi-retraite. Fondatrice d'un ordre religieux - les Missionnaires de la Charité - qu'elle a créé en 1950 et qu'elle a dirigé avec poigne pendant près d'un demi-siècle, elle passe le relais à une religieuse de ce pays, l'Inde où, en 1929, elle a découvert toute la misère du monde et où elle demeure une légende vivante.

Un chapitre général de cent vingt-trois religieuses, appartenant à une congrégation qui en compte quatre mille dans une centaine de pays, a élu, jeudi 13 mars à Calcutta,

Nirmala (« pure ») Joshi. Agée de soixante-trois ans, la nouvelle supérieure générale est originaire d'une famille népalaise du Bihar. Et à l'est de l'Inde. Hindoue de la caste des brahmanes, elle s'est convertie au catholicisme à vingt-quatre ans, en 1958, date de sa rencontre avec la « Mère » et de son entrée chez les Missionnaires de la Charité. Sœur Nirmala était la plus jeune et la seule indienne des « candidates » possibles. Responsable de la branche contemplative de l'ordre, sa désignation a probablement été encouragée par le pape.

Il aura fallu deux mois à ce « conclave » pour régler une succession périlleuse, compte tenu du charisme, de l'autorité et de

la notoriété internationale de Mère Teresa, la fondatrice. En 1984 et 1990 déjà, le Vatican avait réussi à la convaincre de rester à la tête de la congrégation.

C'est en 1979, quand elle est devenue Prix Nobel de la Paix pour son action en faveur des déshérités de Calcutta, que le monde a découvert cette petite femme au corps voûté enveloppé dans un sari bleu et blanc. De son vrai nom Agnès Gontha Bojashiu, Mère Teresa est née le 27 août 1910 près de Skopje en Macédoine, d'une famille de notables albanais. Elle entre à dix-huit ans, à Dublin, dans l'ordre des Sœurs de Notre-Dame-de-Lorette qui l'envoie en Inde, mais elle rompra en 1948 pour fonder sa propre congrégation.

C'est à Calcutta, en 1952, que la rencontre d'une femme à l'agonie sur un trottoir, les pieds rogués par les rats, décide de sa vocation : les soins aux mourants. Grâce à une énergie et une insistance peu communes auprès des autorités, Mère Teresa obtient une grande propriété dans le quartier populaire de Kalighat, qui deviendra le célèbre « moulin » de Nirmal Hridaya, encore appelé « Mother House ». En Inde et dans une centaine de pays, elle créa nombre de foyers de mourants, de léproseries, de crèches, d'écoles, de dispensaires, ouvrant même à New York un centre de victimes du sida.

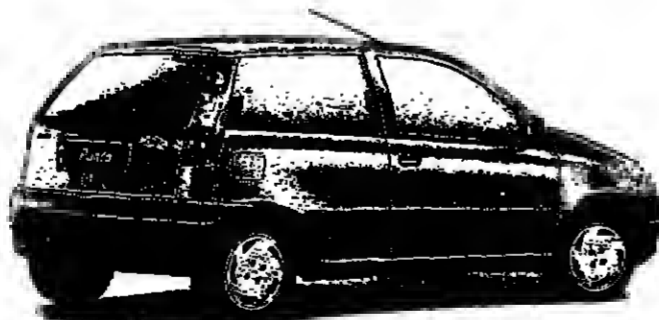
JUSQU'AU 31 MARS JOURNÉES INCONTOURNABLES FIAT. DÉCOUVREZ LES REPRISES SANS SURPRISE.

SI VOTRE VOITURE A - DE 8 ANS :
REPRISE CÔTE ARGUS

Déduction faite des 15% de frais et
charges professionnels.

SI VOTRE VOITURE A + DE 8 ANS :
PRIME QUALITÉ FIAT

7 000F pour l'achat d'une Punto.
8 000F pour l'achat d'une Bravo ou Brava.
10 000F pour l'achat d'une Marea.



FIAT PUNTO 55 S 3p : 51 200F PRIX NET



FIAT BRAVO 1.4 12v S : 75 500F



FIAT BRAVA 1.4 12v S : 79 700F

Reprise à la Côte Argus en vigueur un jour de l'achat, en fonction du kilométrage, déduction faite des frais éventuels de remise à l'usager marchand, pour l'achat d'une Fiat de cylindrée au moins équivalente. Punto : tarif hors options au 01.10.96, 1.1.97 de la version présentée (tarif de référence au 28.09.96 déduit de la moyenne des conditions habituellement consenties par Fiat et son réseau). Bravo et Brava : tarif hors options au 01.10.96, 1.1.97. Brava : version présentée : 1.8 16v GT : 96 400 F. Bravo : version présentée : 1.6 16v ELX : 99 200 F. Ces prix s'entendent Prime Qualité Fiat non réduite. (Taxes réservées aux particuliers. Ouverture dimanche 16 mars selon autorisations préfectorales.)

FIAT

PORTES OUVERTES SAMEDI 15 ET DIMANCHE 16 MARS

مكتبة النهر

SÉCURITÉ SOCIALE La réforme de l'assurance maladie, décidée par Alain Juppé en novembre 1995, commence à avoir des répercussions dans les hôpitaux. Les restrictions bud-

gétaires imposées à ceux-ci entraînent des réductions d'effectifs contre lesquelles proteste le personnel. **DES JOURNÉES D'ACTION** ont lieu à l'appel des syndicats, jeudi 13 mars à la de-

mande de FO, vendredi à celle de la CGT, de la fédération CRC (santé-sociaux) et d'une coordination de médecins. Ils s'inquiètent aussi des restrictions voulues par le gouver-

nement et qui devraient se traduire par des fermetures de lits voire d'établissements. **LES INTERNES** s'associent à ce mouvement. Ils ont aussi entrepris une grève dure pour contester

les conditions posées à leur installation comme médecins libéraux par les nouvelles conventions qui viennent de signer les caisses de Sécurité sociale et des syndicats médicaux.

La grogne s'étend dans les hôpitaux victimes de restrictions budgétaires

Les internes ont commencé une grève dure. Ils contestent la réforme de l'assurance-maladie qui complique leur installation comme médecins spécialistes. Le personnel hospitalier s'inquiète des projets gouvernementaux de restructuration du secteur

LES INTERNES vont-ils mettre le feu à l'hôpital, entraînant les personnels non médicaux dans leur sillage et, au-delà, contribuer à une remobilisation des médecins libéraux, dont l'hospitalité au plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale a tourné à la résignation? La question se pose crûment au gouvernement, qui doit désormais éteindre deux foyers de tensions dans les établissements de soins: les personnels non médicaux (aides-soignants, infirmières etc.) et certains praticiens, qui dénoncent les restrictions budgétaires imposées en 1997; les internes et les chefs de cliniques, qui s'inquiètent surtout de leurs futures conditions d'installation en secteur libéral.

Après la grève dans la fonction publique, le 6 mars, qui n'a guère mobilisé le monde hospitalier, puis la journée du 13 mars à l'appel de FO, où les manifestations ont été nombreuses mais les arrêts de travail très rares, le vendredi 14 mars devait marquer un premier temps fort. La Coordination nationale hospitalière (médecins), la Fédération nationale de la Santé (aides-soignants), la Fédération nationale de la Santé (infirmières) et la Fédération nationale de la Santé (autres personnels) ont appelé à des grèves qui coïncident avec celle des internes et, dans certaines villes, des chefs de cliniques-assistants.

« PRÉFETS SANITAIRES »

Cette conjonction de mécontentements n'a pas, pour l'instant, débouché sur une explosion sociale. Certes, les directeurs généraux des vingt-six centres hospitalo-universitaires, où se concentre 30 % de l'activité, ont exprimé leur « vive inquiétude », mais le gouvernement ne s'attendait visiblement pas à un embrasement. « Nous sommes

bien sûr très attentifs, et nous ne laisserons pas la situation dériver. Mais nous n'avons pas constaté que les internes entraînent les personnels non médicaux », note-t-on au ministère des affaires sociales, où l'on estime que la grève lancée par FO a été suivie, jeudi, par « moins de 2 % » des agents hospitaliers. Lundi dernier, lors de l'inauguration d'un pavillon mères-enfants à l'Assistance publique de Marseille, le secrétaire d'Etat à la Santé, Hervé Gaymard, affirmait déjà qu'« il n'y a pas de grève générale dans les hôpitaux ».

Les revendications sont, il est vrai, différentes. Les infirmières, les aides-soignants et certains médecins s'opposent à la rigueur budgétaire sans précédent qui s'est abattue cette année sur les hôpitaux. Tous crédits confondus (salaires, dépenses médicales, boîtier, etc.), les budgets n'augmenteront pas de plus de 1,25 % en moyenne. Mais cette moyenne cache d'importantes disparités, puisque de nombreux hôpitaux verront leur budget stagner, voire baisser, comme en Ile-de-France. Le mi-



nistre des affaires sociales, Jacques Barrot, devait recevoir une nouvelle fois les directeurs des agences régionales de l'hospitalisation, vendredi, pour rappeler à ces

« préfets sanitaires » chargés de restructurer les hôpitaux qu'ils doivent se montrer très vigilants sur le maintien des emplois.

Internes et chefs de cliniques nourrissent, eux, des craintes sur leur avenir, après la signature de nouvelles conventions médicales entre les caisses d'assurance-maladie et deux syndicats de médecins. Ces textes prévoient, notamment, que les praticiens libéraux devront reverser une partie de leurs honoraires en cas de dépassement de l'objectif de dépenses fixé par le gouvernement (+ 1,1 % pour les spécialistes en 1997). Un moratoire de trois ans – paré à cinq ans, après une séance de négociations entre les caisses de Sécurité sociale et le syndicat des internes – a été institué pour

les nouveaux installés: ils pourront ainsi dépasser les objectifs sans encourir de sanctions. « Insuffisant », ont tranché les assemblées générales. La base continue à réclamer un moratoire de sept ans. Les syndicats des personnels non médicaux n'ont pas encore fait connaître la suite qu'ils entendent donner à leurs différents mouvements. FO, qui a organisé une semaine d'actions du 10 au 14 mars, n'a guère mobilisé, et son secrétaire général, Marc Blondel, ne cache pas « qu'il n'y a plus, en France, une seule organisation de salariés capable de mobiliser seule ». Forte de la première place obtenue lors des dernières élections professionnelles, le 24 octobre, la CGT appuie les mouvements, mais elle n'est pas capable, comme dans d'autres secteurs, d'entraîner le mouvement. Quant à la CFDT, elle demeure en retrait, embarrassée par le soutien appuyé que sa secrétaire générale, Nicole Notat, a apporté au plan Juppé.

POUVOIR D'ACHAT

Le développement de la contestation dans le secteur hospitalier pourrait donc venir des chefs de cliniques, dont l'intersyndicat a confirmé son mot d'ordre de grève à partir du 19 mars, et surtout des internes, qui ont la possibilité de perturber gravement le fonctionnement des établissements. Ceux-ci se prononceraient dimanche 16 mars, lors d'une assemblée générale réunie à Paris, sur la poursuite de leur « grève illimitée des urgences et des soins » votée mercredi. « Jusqu'à présent, notre mot d'ordre n'a porté que sur le moratoire de sept ans, rappelle Sébastien Vincendeau, du CHU de

Rennes. Mais nous n'avons pas touché à la convention médicale ». Jusqu'à quand? Dans les assemblées générales, certains internes affirment qu'il ne faut pas limiter l'action à cette revendication somme toute catégorielle, mais étendre le mot d'ordre à l'ensemble de la réforme de la médecine de ville, qui va durcir leurs futures conditions d'exercice. Au-delà de leur installation, qui s'annonce difficile pour nombre d'entre eux, ils s'interrogent sur l'avenir de la pratique médicale dans un contexte de restrictions budgétaires et s'inquiètent notamment de l'encadrement de plus en plus strict des dépenses, qui va inévitablement peser sur leurs revenus.

Jacques Barrot a demandé à la direction de la Sécurité sociale de son ministère d'évaluer en combien de temps les médecins spécialistes parviennent à un revenu d'activité acceptable. Les premiers résultats montrent, selon le ministère, que leurs revenus moyens sont déjà supérieurs à ceux des généralistes dès la sixième année d'installation. Les internes citent, pour leur part, une étude du Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la santé indiquant qu'il faut en moyenne dix ans à un spécialiste pour arriver à un niveau d'activité et de pouvoir d'achat acceptables. Les 10 000 internes de spécialité et les 3 500 chefs de clinique-assistants, qui estiment avoir « donné entre dix et quinze ans de leur vie à l'hôpital public », ne veulent pas payer deux fois.

Jean-Michel Bezat

Inquiétude des directeurs généraux de CHU

La conférence des directeurs généraux de centres hospitaliers régionaux et universitaires (CHRU) a exprimé, jeudi 13 mars, sa « vive inquiétude » devant la grève des internes. Dans un communiqué, son porte-parole, Guy Vallet (Rouen), souligne que « dans l'histoire des hôpitaux, c'est la première fois que nous sommes confrontés à un mouvement d'une telle ampleur ». Les directeurs se déclarent « surpris par la durée de cette grève des soins ».

« Ils souhaitent que ce mouvement prenne fin dans les meilleurs délais » et rappellent qu'ils « ne peuvent réquisitionner les internes », ces praticiens en formation n'étant pas considérés comme faisant partie du personnel médical. Ils ajoutent: « La plupart des directeurs ont fait appel à la solidarité des internes pour qu'ils assurent au moins la prise en charge des malades dans les services sensibles » (urgences, blocs opératoires, réanimation et chirurgie cardiaque).

Le secteur psychiatrique est à l'origine du mouvement

LA PROTESTATION contre la réforme hospitalière s'est cristallisée à la fin du mois de janvier dans les établissements psychiatriques, appelés « centres hospitaliers spécialisés » (CHS). Le premier directeur d'hôpital séquestré a été celui du CHS de Maison-Blanche, à Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), où deux mille personnes sont employées. L'intersyndicale CGT, CFDT, FO et CFTC a alors dénoncé « la fermeture » de l'hôpital prévue, selon elle, pour l'an 2000 et la baisse de 2 % du budget global. Vendredi 14 mars, les personnels entament leur quarante-septième jour de grève. Le maire de la commune, Jacques Mahéas, sénateur socialiste, s'est inquiété de leur sort dans une question écrite au ministre du travail et des affaires sociales: « L'hôpital va être divisé en plusieurs unités de soins disséminées dans les centres hospitaliers généraux de Paris, où l'accueil des malades sera inadéquat à leur pathologie. »

INFORMIERS EN COLÈRE

Le schéma régional d'organisation sanitaire psychiatrique de l'Ile-de-France pour les années 1996-2000 n'a pas encore été définitivement arrêté. Un premier bilan de la situation a été approuvé en novembre 1996 et le programme d'action est « en cours de concertation », assure l'agence régionale de l'hospitalisation. Pour assurer « un continuum de la prise en charge », de nombreux transferts de lits hospitaliers périphériques vers la capitale sont prévus, ainsi que plusieurs regroupements parmi les trente-huit secteurs, ces entités géographiques qui caractérisent le système de soins en santé mentale.

La grève du CHS de Maison-Blanche, où trois cents lits pourraient être « délocalisés » vers Paris, a été progressivement suivie dans plusieurs hôpitaux de la région parisienne. A Epinay-sur-

Orge (Essonne), les personnels du CHS de Pery-Val-de-Seine ont eux aussi séquestré leur directeur. « Nous avons bûti les grandes lignes d'un protocole d'accord avec l'intersyndicale », précise l'agence régionale de l'hospitalisation.

Les CHS de province ont suivi: Montfavet (Vaucluse), Clermont-de-l'Osne (Oise), Chartres (Eure-et-Loir), Poitiers (Vienne), etc. Vendredi 14 mars, des représentants du CHS de Saint-Maurice (Val-de-Marne) devaient se joindre à la manifestation parisienne, à l'appel de leurs fédérations santé CGT et CRC et de l'intersyndicale des psychiatriques.

Les infirmiers des CHS ont une double raison d'être en colère. Ils assurent se battre « sur tous les tableaux ». Depuis bientôt cinq ans et la disparition du diplôme d'Etat d'infirmier de secteur psychiatrique, ils revendiquent l'équivalence de leur titre avec celui délivré aux infirmiers en soins généraux. Après plusieurs défilés successifs, en octobre 1994, Simone Veil, alors ministre de la Santé et des affaires sociales, le leur avait accordé. Le 30 décembre 1996, le Conseil d'Etat a annulé l'arrêté, pour non-conformité avec une directive européenne de 1977 sur la formation des infirmiers.

Jeudi 13 mars, ils étaient quelques milliers à défilé aux cris de « pas de sous-malades, pas de sous-infirmiers », à Paris, sous les fenêtres du ministère de la Santé. Beaucoût venait d'Aquitaine, de Provence-Alpes-Côte d'Azur, de Normandie, de Picardie et des Deux-Sèvres. En fin de manifestation, les policiers ont lancé quelques assauts pour dégager les abords de l'Assemblée nationale et les locaux occupés des représentants de la Commission et du Parlement européens. Des projectiles ont volé et deux personnes ont été légèrement blessées.

Laurence Folléa

Les futurs spécialistes ne veulent pas être « une génération sacrifiée »

TOULOUSE
de notre correspondant
« On a commencé nos études en même temps que le trou de la Sécurité. Pendant tout notre cursus, on a été

REPORTAGE
A Toulouse, les internes sortent en grève pour obtenir un moratoire de sept ans

mobilisés à la nécessaire maîtrise des dépenses de santé. » Les internes des hôpitaux de Toulouse sont majoritairement d'accord sur la réforme, mais pas sur ses moyens. Ils n'acceptent pas que des considérations « budgétaires comptables » puissent remettre en cause la prochaine ouverture de leur cabinet de médecin spécialiste, sans même qu'on leur demande leur avis. Ils – elles – sont des futurs pneumologues, cardiologues, pédiatres, psychiatres, etc. Après six années d'études de médecine générale, ils sont près de 350 à passer d'un service hospitalier à l'autre pendant trois ou quatre ans pour acquiescer la spécialité qu'ils mentionneront demain sur leur

plaque. La médecine libérale, c'est leur avenir.

Un avenir qu'ils redoutent sombre, alors même qu'ils sont les résapés d'un parcours scolaire et universitaire difficile et sélectif. « On ne veut pas être une génération sacrifiée, des promotions de chômeurs », plaide Laurent Lesgourges, président de l'Internat des hôpitaux de Toulouse. Ce jeune interne en psychiatrie assure que la grève se poursuivra dans tous les services du CHU de Toulouse tant qu'un mor-

atoire de sept ans sur les pénalités prévues en cas de dérive des dépenses médicales ne sera pas accordé aux futurs spécialistes.

« C'est une loi anti-jeunes, qui remet en question le droit à l'installation », dénonce Laurent Lesgourges, regrettant que les conventions qui ont été signées entre les caisses d'assurance-maladie et les médecins libéraux ne requièrent pas la signature du syndicat des internes. Contournés légalement, les internes se savent

néanmoins médicalement incontournables. « Dans la pratique, c'est nous et les chefs de clinique qui faisons tourner les services à l'hôpital », assure un autre interne, en blouse blanche, un autre Laurent.

Forts du soutien des cent soixante chefs de clinique qui se sont joints au mouvement dès le 11 mars, les internes de Toulouse alternent les manifestations en ville et les assemblées générales. La participation est telle que les urgences ne sont assurées que sur réquisition du préfet. Mais si la grève est fortement suivie, la difficulté, c'est de conserver l'unité des discours et des revendications. Difficile aussi de se faire comprendre du public et des patients, qui voient les futurs spécialistes comme des « privilégiés » de la médecine.

« LIBRE CHOIX »

« C'est vrai que par rapport aux ouvriers de Renault, notre revendication de sept ans pour paraître anecdotique », se risque à avouer Julien. « Mais on ne se bat pas pour le 4x4 », assure sa voisine, qui revendique farouchement l'anonymat. Elle a pourtant passé la matinée sur la place du Capitole à tenter d'expliquer sa grève aux passants, plaçant contre « la médecine à deux vitesses » et pour « le libre choix de votre médecin ». Mais elle répugne à parler d'elle-même, des emprunts qu'elle devra sans doute contracter pour s'installer et racheter une clientèle, et s'inquiète des prix de ce fonds de commerce un peu particulier qui ne manquera pas d'augmenter.

Il sont unanimes: « Il nous faut sept ans pour arriver à notre vitesse de croisière, c'est la durée moyenne des emprunts. » Pour ces jeunes futurs libéraux, la maîtrise des dépenses de santé ne doit pas passer par un plafonnement de leurs revenus. « Les abus, la CNAM sait où ils sont », assure Julien, qui ne veut être contraint ni à multiplier les actes pour augmenter son revenu ni à limiter son activité en cas de succès.

Les médecins libéraux dans la rue le 16 mars

Les praticiens libéraux sont appelés à manifester, dimanche 16 mars, à Paris, par une coordination créée au cours de l'année 1996 et par deux syndicats minoritaires, la Fédération des médecins de France et le Syndicat des médecins libéraux. Hostiles à l'encadrement des dépenses médicales et des pénalités à l'encontre des praticiens dépassant les objectifs de dépenses fixés par le gouvernement, ils estiment que le « plan Juppé » est le premier pas vers le « rationnement des soins ».

La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), premier syndicat de la profession, a choisi une autre stratégie. Tout en soutenant la manifestation (sans y appeler), elle juge plus efficace de faire pression sur les hommes politiques dans la perspective des élections législatives de 1998. La CSMF agit le spectre du Front national, qui pourrait, selon elle, séduire des médecins qui ont perdu leurs traditionnels soutiens au sein du RPR et de l'UDF.

Les internes soignent la popularité de leur grève

« ÊTRE EFFICACE et populaire »: l'intersyndicat national des internes des vingt-six centres hospitaliers universitaires (CHU) a visiblement retenu les leçons du conflit des routiers de novembre 1996. En décrétant une grève illimitée des urgences, les jeunes médecins veulent faire pression sur le gouvernement mais, par les différentes actions symboliques qu'ils mènent dans plusieurs villes universitaires, ils comptent aussi gagner la sympathie de la population. « En tout passant, il y a un malade qui souffre », rappelle l'un d'eux. Par portable ou fax, les moyens de communication sont établis entre les CHU. Ainsi à Besançon, les internes du CHU, en grève depuis le 11 mars, ont plâtré, dans la nuit du 12 au 13 mars, une quarantaine d'horodateurs du centre-ville. Cette opération était destinée à « sensibiliser les Bisontins à notre mouvement, en leur offrant des places de parking gratuites », a indiqué le président du syndicat des internes de Franche-Comté.

En Seine-Maritime, une centaine d'internes du

CHU de Rouen et des autres hôpitaux du département ont installé un barrage filant, le 13 au matin, sur le Pont de Normandie, en laissant passer gratuitement les véhicules. Les internes ont bloqué dans la foule, toute la journée, les caisses du CHU, permettant des consultations gratuites aux patients. Rejoins par des externes, ils ont défilé dans les rues de Rouen avec un âne, proposant aux passants de vérifier leur tension artérielle.

A Nice, environ cent cinquante des quelque deux cents internes du CHU ont manifesté leur colère, jeudi, par des chansons paillardes assénées par haut-parleur à l'adresse du premier ministre, devant la caisse d'assurance-maladie dont les portes ont été précipitamment fermées au public. Vêtus de leur blouse blanche, les médecins nicois ont assuré un joli chahut. Répétition avant le rassemblement national prévu dimanche à Paris.

Alain Beuve-Méry

Stéphane Thépot

مکانم

Le PS entreprend de rendre
des propositions pour l'emploi

Le PS entreprend de rendre des propositions pour l'emploi. Le parti socialiste a annoncé qu'il allait présenter une série de propositions pour améliorer l'emploi. Ces propositions visent à renforcer la formation professionnelle, à soutenir les petites entreprises et à améliorer les conditions de travail. Le PS veut ainsi montrer qu'il est capable de proposer des solutions concrètes aux problèmes de l'emploi.

Le communiste veut tout ce qui se lève

Le communiste veut tout ce qui se lève. Le parti communiste a annoncé qu'il allait soutenir toutes les initiatives qui visent à améliorer l'emploi. Le parti veut ainsi montrer qu'il est capable de soutenir les efforts de tous pour créer des emplois. Le parti communiste veut tout ce qui se lève.

Le PS entreprend de rendre « crédibles » ses propositions pour l'emploi des jeunes

Lionel Jospin perd du terrain dans les sondages d'opinion

Le Parti socialiste entend préciser son projet économique, adopté en décembre 1996. Jeudi 13 mars, une cinquantaine de personnes se sont réunies, dans le

cadre de la commission économique, pour clarifier les propositions, avant la conférence de presse sur l'économie que Lionel Jospin a prévu de donner le 18 mars.

Le Parti socialiste ne pourra pas se contenter de la campagne de propagande qu'il a lancée autour de son projet économique, adopté par sa convention du 15 décembre 1996 - un « quatre pages » tiré à huit millions d'exemplaires -, pour être crédible aux yeux des Français, voire de ses propres sympathisants. Un sondage Ipsos-Le Point, réalisé le 28 février et le 1^{er} mars auprès de 941 personnes, ne révélait-il pas que, pour 62 % des Français, le PS n'a pas de politique économique différente de celle du gouvernement ? Parmi les sympathisants socialistes, ils sont 48 % à être de cet avis, alors que 46 % seulement ont une opinion contraire.

Lionel Jospin a donc une rude pèche à remonter alors que, depuis le début de 1997, année de la préparation de l'alternance, il a le souci de gagner cette bataille de la crédibilité. Le premier secrétaire du PS veut convaincre son électeur, donner un bon « argumentaire » à ses candidats et préparer, pour la fin de cette année ou le début de 1998, son programme - confié à Pierre Moscovici - en répondant aux critiques et en précisant ses propositions, sans pour autant revenir sur les orientations votées. Ce besoin de cohérence correspond à la nécessité pour M. Jospin de rebondir après une période marquée par l'échec de Vitrolles et le mouvement anti-Debré, où il a donné le sentiment de perdre la main. Dans le dernier sondage Ipsos-Le Point, réalisé les 7 et 8 mars auprès de 950 personnes, M. Jospin perd 6 points de « bonnes opinions » en un mois.

Jeudi 13 mars, la commission économique du PS a consacré ce défrichage, le premier secrétaire s'est gardé d'arbitrer, et le chiffre des propositions a été renvoyé à avril. Des éclairages ont été apportés par quatre rapports de Pierre-Alain Muet (situation économique), de Dominique Taddei (réduction du temps de travail), de Dominique Strauss-Kahn

(emploi des jeunes) et d'Alain Richard (fiscalité).

Le rythme et les modalités du passage à la semaine de trente-cinq heures ont donné lieu à une longue discussion. L'idée serait de coupler cet objectif avec la conférence salariale prévue après un succès électoral, afin de lier distribution de pouvoir d'achat et création d'emplois. L'objectif serait d'arriver à trente-cinq heures sur deux ans et demi, au 1^{er} janvier 2001. Deux méthodes sont alors possibles : la première prévoit une forte incitation pour les entreprises par la liaison du changement d'assiette des cotisations-maladie des employeurs et de la réduction du temps de travail ; la seconde viserait à porter la durée hebdomadaire légale à trente-sept heures dès le 1^{er} janvier 1999.

« A DÉPENSES CONSTANTES »

Dominique Strauss-Kahn a « recalibré » la proposition du Parti socialiste sur la création de 700 000 emplois en deux ans pour des jeunes chômeurs. Dans le public, les 350 000 emplois offerts, se substituant aux CES (contrats emploi-solidarité), seraient des postes de contractuels, et non de fonctionnaires. Il s'agirait de contrats de longue durée (cinq ans), pris en charge à 100 % par l'Etat quand il sera employeur et à 80 % quand il s'agira d'une collectivité. Reste à préciser la nature du contrat - deux ans renouvelables ? - pour les jeunes qui seront employés par des associations de droit privé.

L'ensemble du plan jeunes devant être financé « à dépenses publiques constantes », redéploiements et économies budgétaires seront à l'ordre du jour. L'idée ne serait plus de supprimer mais plutôt de sélectionner les exonérations sociales existantes. Martine Aubry a plaidé notamment pour le maintien des exonérations pour les bas salaires. Le coût global est évalué à 50 milliards de francs, dont 35 milliards de francs pour le

public, soit 100 000 francs annuels, toutes charges comprises, par jeune « contractuel ».

Dans le privé, l'Etat financerait une allocation dont chaque jeune serait porteur, cette aide à la formation (autour de 50 000 francs par an) pouvant être modulée selon le niveau de formation. Les socialistes étudient aussi l'extension de l'allocation de remplacement pour l'emploi (prétraite contre embauche), en supprimant la condition d'âge et en l'ouvrant à tout salarié ayant quarante années de cotisations.

Le débat autour du rapport d'Alain Richard a porté principalement sur le rythme du basculement des cotisations maladie salariés sur une CSG élargie. Une première étape pourrait être franchie au bout de six mois, soit au 1^{er} janvier 1999. L'idée qui semble recueillir un large assentiment serait d'arriver en deux ans à un basculement complet sur la CSG élargie, à taux réduit et déductible du revenu imposable.

Michel Noblecourt

Le Sénat adopte le projet de loi de M. Debré sur l'immigration

Après l'adoption définitive du texte par le Parlement, prévue le 26 mars, l'opposition a l'intention de saisir le Conseil constitutionnel. La droite s'affirme confiante dans le verdict des neuf « sages »

LES SÉNATEURS ont adopté en deuxième lecture, jeudi 13 mars, par 219 voix (RPR-UDF) contre 96 (PS-PCF), le projet de loi sur l'immigration. Le texte défendu par Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, n'a guère été modifié, les sénateurs de droite s'étant montrés soucieux de ne pas retarder son adoption définitive. Ainsi ont-ils pris soin de voter « conforme » l'amendement Mazeaud sur les certificats d'hébergement, afin de ne pas relancer le débat sur ce sujet brûlant.

Seuls les trois amendements de la commission des lois, présentés par son rapporteur, Paul Masson (RPR), ont été votés par la majorité. Outre une modification rédactionnelle, les sénateurs ont tenu à indiquer expressément dans la loi le nom des fichiers d'empreintes digitales auxquels pourront avoir accès les agents du ministère de l'Intérieur et de la gendarmerie. Ils ont légèrement modifié l'article réformant la procédure en matière de rétention administrative, le procureur pouvant demander « immédiatement » que son appel

d'un refus de prolongation d'une rétention ait un effet suspensif, plutôt que dans un délai de quatre heures, comme le prévoyait le texte voté par les députés. Les conclusions de la commission mixte paritaire (Sénat-Assemblée), qui ne devrait pas avoir de difficulté à trouver un terrain d'entente sur ces modifications mineures, seront soumises au vote des deux Assemblées le 26 mars. La promulgation du texte n'interviendra toutefois pas immédiatement après cette date, l'opposition ayant annoncé son intention de saisir le Conseil constitutionnel. Celui-ci doit se prononcer dans un délai d'un mois à compter de la saisine, sauf si le gouvernement décrète l'urgence, le délai d'examen étant alors ramené à huit jours.

« UN ÉQUILIBRE »

Faute de disposer d'une marge de manœuvre sur le texte, les parlementaires attendent désormais de pied ferme le verdict qui sera rendu par les gardiens de la Constitution. A de nombreuses re-

prises, l'opposition, notamment par la voix de Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort), a affirmé que nombre de propositions du projet Debré sont contraires à la loi fondamentale. « Manifestement, ce texte est contraire à la Constitution », estime ainsi Hélène Luc, présidente du groupe communiste, républicain et citoyen du Sénat, en affirmant que « la constitution de fichiers nationaux des hébergés et des hébergeants (...) est fondamentalement contraire au respect de la vie privée et de la liberté individuelle ».

Du côté de la majorité, on affiche une confiance sereine. « Je pense que le texte que nous avons voté est parfaitement conforme à la Constitution », a déclaré Jean-Jacques Huest (Un. centr., Seine-et-Marne). En conclusion de l'examen du texte au Sénat, M. Debré a affirmé que « le gouvernement a recherché et trouvé un équilibre entre les libertés individuelles et l'autorité de l'Etat ».

Jean-Baptiste de Montvalon

Le Parti communiste veut « être de tout ce qui se lève »

LE COMITÉ NATIONAL du Parti communiste, réuni pour la deuxième fois depuis son élection par le vingt-neuvième congrès, les 13 et 14 mars, place du Colonel-Fabien à Paris, veut profiter du « climat nouveau » que connaît la France. Salariés du Crédit foncier, ouvriers de Mary Flo, routiers favorables à la retraite à cinquante-cinq ans, sans-papiers, ouvriers de Renault, en passant par ce village du Nord « qui empêche qu'on expulse une famille de son pavillon » ou ces habitants qui « se mobilisent pour défendre leur poste », les communistes français veulent être « de tout ce qui se lève ».

« Certes, il n'y a pas, dans l'état actuel des choses, de mouvement général en capacité de faire reculer le pouvoir sur l'ensemble de sa politique », a expliqué Marie-Georges Buffet, membre du secrétariat national du parti et rapporteur de ce comité. Mais il y a bien comme une recrudescence de luttes qui frappent par leur diversité, leur combativité et qui s'épaient. »

« RELAIS-CITOYEN »

Décidé à faire de son parti le moteur de la gauche et, le cas échéant, son « relais-citoyen » au pouvoir, Robert Hue sera, sans retard et sans complexes, de tous les combats de la rue. Quitte, comme l'a expliqué jeudi le refondateur Roger Martelli devant ses camarades, à évacuer toute analyse et toute réflexion critique, notamment lorsque le secrétaire national a engagé son parti contre le projet de loi Debré. « Je souhaite que nous disions clairement que, sur l'immigration, notre attitude passée n'a pas été sans défaut », a indiqué l'historien, en souhaitant que son parti s'inscrive sur les effets qu'ont pu produire, dans les rangs communistes, les interprétations sur la grande manifestation du 22 fé-

vrier. « N'y a-t-il pas eu, plus ou moins lavée dans certains endroits, l'impression que cette bataille n'était pas vraiment la nôtre, et que, pour une part, elle était peut-être "vraie" combattue ? », s'est inquiété M. Martelli.

M^{me} Buffet avait rappelé, auparavant, « l'appréciation portée par beaucoup, lors de ce mouvement, sur l'attitude du Parti socialiste ». « On voit les efforts de Lionel Jospin pour tenter de dissiper le malaise qui en a résulté », a-t-elle de nouveau constaté. Une remarque sans doute autorisée par la rue de Solferino, avec laquelle la place du Colonel-Fabien n'a pas craint, jeudi, de donner l'impression d'un partage des rôles. La direction a pris soin en effet de livrer le calendrier serré et détaillé des rencontres entre le secrétaire national du PCF et le premier secrétaire du PS. Le rapporteur a ainsi signalé - comme M. Hue l'avait fait devant les journalistes, lors du lancement des Assises pour le changement, le 1^{er} mars - que la première de ces entrevues avait eu lieu. Cette rencontre en tête-à-tête est intervenue le 6 mars, au domicile de M. Jospin.

M^{me} Buffet a enfin indiqué que le PS n'a pas accepté, comme il le lui avait été proposé, de « coorganiser » les assises, ouvertes à « toutes les forces de progrès, avec la participation la plus large possible des acteurs sociaux », afin de réitérer un contenu d'une politique « alternative ». Les socialistes ont choisi de laisser leurs fédérations organiser elles-mêmes leur participation à ces rendez-vous. Une rencontre bilatérale est néanmoins prévue avec le PS, ainsi qu'avec les Verts et le Mouvement des citoyens (MDC). Deux délégations, conduites par M. Jospin et M. Hue, se rencontreront en avril.

Ariane Chemin

Aficio est arrivé

RICOH est heureux de vous faire part de la naissance d'Aficio

Aficio est là ! C'est le nouveau concept de RICOH en matière d'équipement de bureau qui vous permet dès à présent, d'aborder avec succès, l'ère numérique, Aficio, une gamme complète de produits qui vous offre au prix de l'analogique, une grande richesse fonctionnelle et de multiples possibilités grâce à sa conception modulaire. Choisissez les fonctionnalités que vous souhaitez - copies numériques couleurs ou noir & blanc, télécopies, numérisation ou impression de documents - et sélectionnez simplement la configuration qui correspond le mieux à vos besoins. La conception novatrice de la gamme Aficio apporte à l'univers du bureau, un plus incontestable en flexibilité et productivité. Aficio, c'est l'environnement numérique du bureau qui répond désormais aux besoins de chacun.

Aficio™ de RICOH



Ricoh France S.A. Tél. 01 40 94 37 08, Fax: 01 40 94 39 05
Gestetner S.A. Tél. 01 49 80 71 95, Fax: 01 49 80 71 94
Nashuatec France S.A. Tél. 01 48 98 21 69, Fax: 01 43 77 02 59
Rex Rotary S.A. Tél. 01 39 90 34 72, Fax: 01 39 90 14 40

RICOH / nashuatec / Rex-Rotary / Gestetner

مكتبة الشمل

M^{me} Lepage perd face au ministre de l'industrie son combat sur la transparence du nucléaire

Un nouveau décret autorisant le redémarrage de Superphénix est en préparation

Le premier ministre a arrêté le principe du redémarrage de Superphénix sans enquête d'utilité publique. Un décret est en préparation au mi-

nistère de l'industrie; il sera soumis pour un simple avis au Conseil d'Etat afin de vérifier qu'il ne va pas contre la décision du Conseil re-

fusant la transformation de la centrale en simple outil de recherche. C'est une défaite pour les écologistes.

LE GOUVERNEMENT a décidé de faire redémarrer Superphénix. Le ministre de l'industrie a annoncé, jeudi 13 mars, que les dispositions nécessaires à la remise en marche de ce réacteur de 1 200 mégawatts, installé à Creys-Malville (Isère), allaient être prises après consultation du Conseil d'Etat. Comme Lepage, ministre de l'environnement, vient ainsi de perdre le bras de fer qui l'opposait au ministre de l'industrie depuis quelques semaines. Elle plaide pour l'ouverture d'une nouvelle enquête publique avant toute décision afin d'appliquer au nucléaire les règles de transparence et avait déclaré, dans un entretien au Monde, en faire une question de principe (Le Monde du 5 mars). En face, le ministre de l'industrie, défendant la position du gouvernement, estimait que « ne pas re-

démarrer Superphénix serait inacceptable ».

Le 28 février, le Conseil d'Etat avait, en effet, annulé « pour procédure irrégulière » le décret du 11 juillet 1994 permettant le redémarrage de la centrale en la transformant en installation de recherche. La requête avait été déposée par le Fonds mondial pour la nature (WWF), par d'autres associations environnementales et par plusieurs communes suisses, qui contestaient le « changement de destination » du surrégénérateur. Depuis 1994, Superphénix avait été orienté vers la recherche pour préparer sa reconversion en incinérateur de déchets nucléaires au lieu d'être, pour l'essentiel, consacré à la production d'électricité pour EDF, comme prévu lors de sa construction entre 1976 et 1984.

Le jugement allait dans le sens des écologistes en considérant que « la création du réacteur à neutrons rapides ne pouvait être autorisée dans sa nouvelle configuration, sur la base de l'enquête publique à laquelle il avait été procédé, mais impliquait la réalisation d'une nouvelle enquête portant sur le projet tel qu'il a été autorisé par le décret ottoque ». Cet avis déclenchait les hostilités entre Franck Borotra et Corinne Lepage.

« C'EST L'UN ET L'AUTRE »

Matignon a tranché en faveur de l'industrie: le gouvernement devrait présenter un décret ordonnant au Conseil d'Etat précisant les fonctions qu'il entend assigner au surrégénérateur tout en évitant une nouvelle enquête publique. Il semble qu'on s'oriente vers un statut de prototype industriel produisant de la chaleur, de l'électricité et pratiquant par ailleurs des expériences. « Ce n'est pas soit la recherche, soit la production d'électricité, c'est l'un et l'autre. Le réacteur est couplé au réseau pour pouvoir faire des expé-

rimementations », analyse un membre du cabinet de M. Borotra. Selon les services du premier ministre, ce rééquilibrage devrait permettre d'obtenir un avis favorable du Conseil d'Etat, l'enquête publique de 1993 couvrant déjà ce champ.

La satisfaction est clairement affichée au ministère de l'industrie, où l'on ne peut s'empêcher une certaine perfidie: « Nous n'avons rien contre la dialectique environnement-industrie, à condition qu'elle ne repose pas sur de fausses informations. » Dans l'entourage

officiellement « que le premier ministre ait décidé de consulter le Conseil d'Etat au sujet de Superphénix », la pilule semble difficile à avaler, comme le montre le silence persistant de l'entourage du ministre habituellement prolixe. M^{me} Lepage tente de résister à ce passage en force et gagne du temps en déclarant attendre l'avis de la juridiction administrative. L'avis n'étant pas attendu avant quelques semaines, la ministre s'accorde un sursis. Elle avait pourtant clairement menacé de démissionner sur cette question

Coûts financier et social

Superphénix, à l'arrêt, coûte quelque 650 millions de francs par an. La Cour des comptes affirmait dans un rapport, en octobre 1996, que quelque 60 milliards de francs (prix 94) auront été dépensés si le réacteur était arrêté en l'an 2000. Vingt-deux ans, le gouvernement avait lui-même reconnu qu'une non-reprise des activités de la centrale pourrait entraîner le versement de 18 milliards de francs de dédommagements à des partenaires étrangers d'EDF. S'y ajouteraient 12 milliards de francs supplémentaires (dont 5 milliards pour le démantèlement) pour la France. La centrale de Creys-Malville emploie 650 agents et plusieurs centaines de personnes d'entreprises extérieures. En incluant les commerces et les services, ce sont 2500 à 2600 personnes qui, directement ou indirectement, travaillent pour Superphénix, qui rapporte à la région 13 millions de francs de taxe foncière et environ 70 millions de francs de taxe professionnelle quand le réacteur produit du courant.

de M. Borotra, on assure, contrairement aux propos du ministre de l'environnement dans Le Monde, ne jamais avoir été hostile à l'ouverture d'une enquête d'utilité publique si le Conseil d'Etat le demandait. Le gouvernement, pourtant, a fait le nécessaire pour éviter une nouvelle enquête tout en respectant la loi. « Nous voulons rester scrupuleusement dans la légalité », assure le ministre de l'industrie, tout en étant conscient que la tension politique ne se relâchera pas autour du surrégénérateur.

Au ministère de l'environnement, si Corinne Lepage se réjouit

de principe si elle n'était pas tranchée en sa faveur.

Le gouvernement est passé outre. Le premier ministre a fait comprendre que le nucléaire demeurait de la seule compétence du ministre de l'industrie. Le refus d'Alain Juppé de suivre l'avis de M^{me} Lepage dans le dossier de la sécurité nucléaire le confirme. En échange, il lui a donné satisfaction sur la circulation alternée à Paris en cas de forte pollution (Le Monde du 13 mars), malgré les réticences de la majorité.

Dominique Gallois et Sylvia Zappi

Jeunes : le gouvernement formalise les projets présidentiels

ALAIN JUPPÉ a réuni l'ensemble des ministres, jeudi 13 mars, pour un séminaire d'une heure et quart, destiné à faire le point sur l'état d'avancement des projets évoqués par le président de la République, lors de son intervention télévisée du 10 mars (Le Monde du 12 mars). M. Juppé a promis que, dans l'enseignement secondaire, chaque classe serait équipée d'une prise de téléphone, permettant le branchement de terminaux et d'ordinateurs personnels, « en 1997-1998 ». Le premier ministre a indiqué que la France allait saisir ses partenaires européens pour intégrer les CD-ROM dans la nomenclature des produits bénéficiant d'une TVA de 5,5 %. Un débat sur les programmes scolaires sera organisé, en juin, à l'Assemblée nationale. M. Juppé espère parvenir, avant les élections de 1998, à modifier le code électoral pour permettre l'inscription automatique des jeunes sur les listes.

Il a précisé que le Conseil économique et social allait lancer, le 18 mars, une campagne sur la formation et l'alternance, afin que 400 000 jeunes soient formés en 1997.

M. Chirac et M. Juppé confirment leur remontée dans les sondages

LE CHEF DE L'ÉTAT ET LE PREMIER MINISTRE confirment le redressement de leur image dans l'opinion publique, selon deux sondages réalisés les 7 et 8 mars, le premier par Ipsos pour Le Point (daté 15 mars), auprès de 980 personnes, et le second par Louis-Harris pour Valeurs actuelles (daté 15 mars), auprès de 1 003 personnes. M. Chirac progresse de 6 points (à 39 % de bonnes opinions), selon Ipsos, et de 5 points (à 40 % de bonnes opinions), selon Louis-Harris. De son côté, M. Juppé progresse de 4 points, à 31 % de jugements favorables selon Ipsos et 33 % selon Louis-Harris. Même si leur cote de confiance reste nettement négative, les deux hommes tirent profit du débat sur le projet de loi Debré.

DÉPÊCHES

■ **PRODUITS DÉFECTUEUX** : les députés, désavouant la commission des lois (Le Monde des 12 et 14 mars), ont voté, jeudi 13 mars, une proposition de loi de Nicole Catala (RPR, Paris) intégrant en droit français une directive européenne sur les produits défectueux. Le RPR, l'UDF et le Parti socialiste ont voté pour, le Parti communiste s'est prononcé contre. Un amendement précise que les « éléments du corps humain et les produits qui en sont issus » sont exclus du champ d'application de la loi.

■ **CHÔMAGE** : la proposition de loi de Michel Berson (PS, Essonne), visant à réintégrer dans les statistiques du chômage l'ensemble des demandeurs d'emploi, a été repoussée, jeudi 13 mars, par les députés RPR et UDF, les socialistes et les communistes votant pour. M. Berson estime que le nombre de personnes « privées d'emploi » s'élève à 4,5 millions, contre 3,1 millions selon les chiffres officiels.

■ **LA RÉUNION** : Jean-Jacques de Peretti, ministre de l'outre-mer, a désigné, jeudi 13 mars, Pierre Lagourgue, sénateur centriste de la Réunion, comme conciliateur entre le gouvernement et les fonctionnaires qui protestent, depuis la fin du mois de février, contre la réforme de leur régime de rémunération. Les syndicats de fonctionnaires et d'étudiants refusent de négocier avec le préfet, Robert Pompidou.

■ **ÉCONOMIE** : la balance des transactions courantes de la France a dégagé un excédent record de 100,68 milliards de francs sur l'ensemble de l'année 1996, en données corrigées des variations saisonnières, contre un excédent de 69,97 milliards de francs en 1995, selon les chiffres provisoires publiés, vendredi 14 mars, par le ministère de l'économie.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux

LA VILLE DE TREMBLAY-EN-FRANCE
(Seine-Saint-Denis - Banlieue Nord)
32 000 habitants. Située sur le pôle de développement stratégique de Ruissey 20 min. Châtelet RER B.

recrute

- UN CADRE A - CHARGÉ(E) D'ETUDES SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Sous la responsabilité du chef de service :

Vous aurez pour missions principales :

- le pilotage de l'observatoire du tissu économique local,
- la conduite des études et la participation aux actions de développement avec les acteurs économiques dans le cadre d'un aménagement régional,
- le suivi des dossiers tant dans le domaine des PME, PMI, que dans celui du commerce des grandes entreprises et de secteur économique.

Outre, de réelles capacités d'initiative et relationnelles, vous disposerez d'une formation en développement local (niveau BAC+4) et d'une connaissance du monde économique et de la vie des entreprises.

Merci d'adresser votre candidature motivée et curriculum vitae à :

Monsieur le Député-Maire
Hôtel de Ville - Direction des Ressources Humaines
18 boulevard de l'Hôtel de Ville
93290 TREMBLAY-EN-FRANCE



83 000 habitants, 3 200 entreprises, 3^e ville de Seine-Saint-Denis, 15 mn de Paris (RER B), ville classée "4 Fleurs", 137 hectares d'espaces verts, recrute un :

CHARGÉ DE COMMUNICATION

Sous la direction de la responsable du service communication, vous collaborerez aux missions de relations publiques du service. Vous participerez à la réalisation de supports de communication externe et plus particulièrement à la rédaction du journal municipal "Oxygène" dont vous assurerez le secrétariat de rédaction. Bonne connaissance et pratique du multi-média souhaitées. Le poste demande de la disponibilité : déplacements, manifestations publiques et reportages sur le terrain. De formation Bac + 4, école de journalisme CELEA, vous justifiez d'une expérience dans ce domaine. Créativité, extrême rigueur, dynamisme et qualités professionnelles feront de vous un candidat fiable pour ce poste. Ce poste est à pourvoir au 1^{er} mai 1997.

Si vous êtes intéressé, nous vous remercions d'adresser votre lettre de motivation et C.V. à : Monsieur le Député-Maire - DRH - B.P. 56 - 93602 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX

Directeur de la communication (H/F)

La Ville d'Épernay, capitale du Champagne, recherche son

Missions :

Sous l'autorité du Directeur de Cabinet, vous dirigerez une équipe de 3 personnes pour assurer l'information des élus et la mise en valeur des projets de l'équipe municipale auprès de la population. Vous mettrez à profit votre esprit d'initiative pour impulser des idées nouvelles en matière de communication et de relations publiques.

Profil :

• formation supérieure (Bac +3 min), expérience souhaitée, disponibilité, sens politique, goût du travail en équipe, rigueur, organisation, bonnes capacités relationnelles et rédactionnelles. Les candidatures (lettre manuscrite + CV) sont à adresser à : Monsieur le Directeur du Cabinet, Mairie d'Épernay, 2, rue de Reims, 51200 EPERNAY

LAVILLE DE BOULOGNE-BILLANCOURT
Hauts-de-Seine - 102 000 habitants - 2500 agents qui mènent, en régie directe, dans le cadre d'une ZAC, les opérations d'aménagement de son centre recrute

Par voie statutaire, c'est-à-dire par mutation, détachement ou sur liste d'aptitude

UN CHARGÉ D'OPÉRATION

MISSIONS PRINCIPALES :

- Adjoint au Chef de service chargé de l'aménagement de la ZAC, il aura mission de le seconder dans les domaines juridique, technique, administratif, commercial, financier et urbanistique.
- Il devra également assurer les relations avec les promoteurs, les architectes, les bureaux d'études et des divers partenaires institutionnels.
- Il pilotera les réunions de travail et en assurera le suivi.

PROFIL :

- De formation supérieure (Bac +4 ou 5) - Ecole d'Ingénieurs ou DESS d'Urbanisme et de Gestion des Collectivités.
- Expérience de 5 années dans une structure d'aménagement (Société d'Economie Mixte ou Etablissement Public d'Aménagement).
- Pratique des outils informatiques.
- Un diplôme en communication serait apprécié.

Adresser les candidatures à :

Monsieur le Sénateur-Maire
26, avenue André Morizet
92104 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex
Pour tout renseignement contacter :
Madame Geneviève BONYAI
au 01 47 12 75 70

Le Monde

LES OFFRES D'EMPLOI

Cadres

Directeur Général

chargé de l'organisation et des Ressources humaines

Ville de La

RESPONSABLE DU SERVICE DU PERSONNEL

son Directeur

313 000 Cadres de l'Éducation nationale

Le Monde des INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux

L'avenir se gagne, la réussite se partage.



Ville de Lille,
3250 agents,
budget 1.5 milliard
de Frs, recrute
selon conditions
statutaires (Ville Centre de
Communauté Urbaine)

Directeur Général chargé de l'organisation et des Ressources humaines

Votre mission :

Au sein de l'équipe de la Direction générale, vous assurerez la responsabilité des fonctions Ressources Humaines et Contrôle de gestion.

Votre expertise dans les domaines considérés vous permettra notamment de :

- proposer et mettre en œuvre une politique ambitieuse orientée vers la valorisation et le développement des ressources humaines de l'institution,
- développer le contrôle de gestion interne, l'optimisation et l'organisation des services municipaux,
- animer la démarche de pilotage des organismes satellites de la collectivité.

Votre profil :

De formation supérieure en sciences humaines et/ou gestion, vous avez une expérience professionnelle minimale correspondante de 5 années, et une capacité reconnue au management qui sont des atouts indispensables pour ce poste à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite accompagnée d'un CV détaillé et d'une photographie, avant le 29 mars 1997 à : Monsieur le Sénateur Maire, à l'attention personnelle de M. Régis CAILLAU secrétaire Général, Hôtel de Ville, BP687, 59033 LILLE Cedex.

Ville de Lille



VILLE D'ISSEL

Seine-Maritime
13 000 habitants
recrute

Les candidatures
sont à adresser
à monsieur le Maire,
en mairie,
place de 8-Mai-1945,
76350 Issel.

RESPONSABLE DU SERVICE DU PERSONNEL (H/F)

Missions

- Gestion statutaire des dossiers des agents.
- Suivi de la paie et du budget du personnel.
- Suivi du CIP.
- Actualisation et suivi du plan de formation.
- Relation avec les directions et les services municipaux dans la gestion du personnel.
- Accueil, information et conseil au personnel.
- Pilotage et aide à la décision (tableaux de bord).

Profil

- Bonne connaissance du statut et des procédures de paie.
- Aptitudes relationnelles à l'élaboration et la mise en place de projets, à animer et à diriger une équipe.
- Recrutement selon conditions statutaires, cadre A.



La Région Alsace recherche selon les conditions statutaires

Trois Cadres A (H/F)

Directeur adjoint de l'éducation et de la formation

Bac + 5

Au côté du directeur, vous assurez la mise en œuvre de la politique régionale :

- élaboration des schémas et plans de formation continue en liaison avec les services de l'Etat et les organismes professionnels ;
- évaluation et ajustement des dispositifs existants ;
- conception et conduite de nouveaux dispositifs ;
- relations avec les structures d'études internes, en veillant à la synergie entre études et productions des services.

Vous bénéficiez d'une expérience significative du développement des formations initiales et continues et des problèmes de l'emploi. Vos qualités d'organisateur, de négociateur et de concepteur permettent de susciter des initiatives régionales. Vos qualités relationnelles favorisent le management d'une équipe et la liaison entre les services.

Chargé d'études pour le développement local

Bac + 3 minimum, aménagement,
développement rural ou ingénieur

Au sein de la direction de l'aménagement du territoire, vous assurez l'animation de la politique régionale en faveur du développement local (programmes de bassins de vie, d'activités et d'emploi, instruction et suivi des demandes de financement...) et le suivi des études d'aménagement, relatives aux schémas de secteur et

schémas directeurs, aux grands projets d'infrastructures, au cadre de vie (études paysagères), etc.

Une solide expérience du développement local serait appréciée, ainsi qu'une bonne connaissance du fonctionnement des collectivités, des aptitudes à la négociation et des qualités relationnelles.

Chargé d'études en aménagement régional

Formation supérieure d'ingénieur
ou en géographie, sciences politiques, économie ou droit

Au sein de la direction de l'aménagement du territoire, vous animez des travaux du schéma régional d'aménagement : analyses et synthèses sur des thèmes abordés par le schéma (inventaire des secteurs en difficulté, examen des dispositifs d'aides localisées, réseaux de communication...). Vous établirez des diagnostics sur des projets intéressant l'aménagement du territoire : réflexion sur la création de plates-formes logistiques, études sur le devenir à long terme de l'agglomération mulhousienne, étude globale d'aménagement de l'espace Rhin supérieur.

Votre goût pour les questions d'aménagement et d'urbanisme s'accompagne d'importantes capacités de lecture, de rédaction et de synthèse.

Alsace
Conseil Régional
Partenaire de votre talent

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite + CV en précisant le poste choisi, à Monsieur le Président du Conseil Régional d'Alsace, REGION ALSACE, Service des ressources humaines, 35 avenue de la Paix, BP 1006/F, 67070 STRASBOURG CEDEX.

LE COMITÉ LOCAL DE MONTREUIL
pour l'animation et le développement
des associations de la ville de Montreuil

Un chef d'unité territoriale

Missions

- organisation, animation et évaluation de l'activité de son service,
- gestion du budget de l'unité territoriale,
- représentation administrative, technique et hiérarchique dans et devant différentes instances locales.

Profil souhaité :

- connaissances techniques éprouvées dans les domaines du management d'équipe, de l'organisation et de la gestion administrative et financière, de la conception et du suivi d'actions.

Modalités de recrutement :

- recrutement par voie statutaire exclusivement (mutation - détachement). Peuvent postuler les fonctionnaires de catégorie A relevant du cadre d'emplois des attachés.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae et du dernier arrêté relatif à la situation administrative, doivent être adressées avant le 7 avril 1997, au plus tard à :

Monsieur le Président
du Comité Local de Montreuil
pour l'animation et le développement
des associations de la ville de Montreuil
13, rue de la République, 93105 MONTREUIL Cedex
Tél. 48 20 10 00 / 48 20 10 01



La Ville de Montreuil-sous-Bois
(Seine-Saint-Denis) 100 000 habitants

recherche

son Directeur des Affaires Culturelles et Internationales (H/F)

Force de proposition pour impulser une nouvelle politique culturelle, vous serez chargé(e) de sa mise en œuvre et de son évolution auprès de la direction générale et des élus.

Ouvert à toutes les disciplines culturelles vous assurerez dans le cadre d'un projet culturel global la coordination de 12 secteurs d'activités qui s'expriment au sein de multiples équipements d'importance (tels que cinq bibliothèques, une école nationale de musique et de danse, une maison populaire, un cinéma, un théâtre, un musée, etc.) et qui sont relayées par un tissu associatif très développé.

Homme - ou femme - de dialogue et de conviction vous saurez valoriser la forte présence d'artistes dans notre commune et dynamiser la relation avec les différents acteurs de la vie culturelle locale.

Agé(e) de 30-35 ans vous alliez une connaissance significative du terrain à des compétences de gestionnaire (budget annuel de fonctionnement 13 millions) et à des capacités d'encadrement qui seront déterminantes pour occuper la fonction proposée.

Recrutement par voie statutaire de candidat(e) de catégorie A (attaché ou directeur).

Adresser candidature, CV, avant le 31 mars 1997
à Monsieur le Député-Maire, HÔTEL DE VILLE, 93105 MONTREUIL Cedex

LE COMITÉ LOCAL DE VAUCHEISE
pour l'animation et le développement
des associations de la ville de Vaucelles

un inspecteur aide sociale à l'enfance

Missions

- assurer le suivi des éléments des dossiers confiés à l'aide sociale à l'enfance :
 - prises de décision,
 - avis technique, administratif et juridique,
 - représentation départementale externe,
 - travail avec les équipes territoriales,
- encadrer l'équipe administrative du service de l'aide sociale à l'enfance,
- participer à l'élaboration et au suivi des dossiers départementaux tels que :
 - l'adoption,
 - les travailleurs familiaux,
 - l'AEMO (action éducative en milieu ouvert),
 - les allocations mensuelles.

Ce profil de poste est susceptible d'évolution.

Modalités de recrutement :

- recrutement par voie statutaire exclusivement (mutation - détachement). Peuvent postuler les fonctionnaires de catégorie A : attaché - inspecteur DASS.

Compétences requises :

- connaissances juridiques des dispositifs d'ASE,
- connaissances comptables et informatiques,
- approche de la problématique sociale des enfants confiés à l'ASE.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae et du dernier arrêté relatif à la situation administrative, doivent être adressées avant le 7 avril 1997, au plus tard à :

Monsieur le Président
du Comité Local de Vaucelles
pour l'animation et le développement
des associations de la ville de Vaucelles
13, rue de la République, 93105 MONTREUIL Cedex
Tél. 48 20 10 00 / 48 20 10 01

313 000 Cadres de l'administration sont des lecteurs du Monde*

Pour tous renseignements concernant cette rubrique, contactez Sacha LAUZANNE au 01.44.43.77.34

* source IPSOS Cadres actifs 1996 LNM

مكتبة الشرق

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 15 MARS 1997

ÉDUCATION Le congrès de la FEN, qui se tient à Rennes depuis le 10 mars, s'est achevé vendredi. Affaiblie depuis la scission de 1992, doublée par la FSU lors des élections

professionnelles enseignantes de décembre 1996, la FEN s'est interrogée sur sa stratégie et les moyens de regagner du terrain. ● ATTEINT par la limite d'âge, Guy Le Néouanic

a passé le relais à Jean-Paul Roux, élu secrétaire général à l'unanimité. Cet ancien intendant de lycée, qui veut renforcer les liens entre sa fédération et l'UNSA, est un

habitué des négociations avec le gouvernement. ● UN COMPROMIS a été trouvé, jeudi 13 mars, entre le ministre de l'éducation nationale, M. Bayrou, les syndicats d'étudiants

et les responsables des facultés de droit sur la nouvelle organisation des premiers cycles. Ainsi est réglé un dossier qui menaçait de bloquer la réforme universitaire.

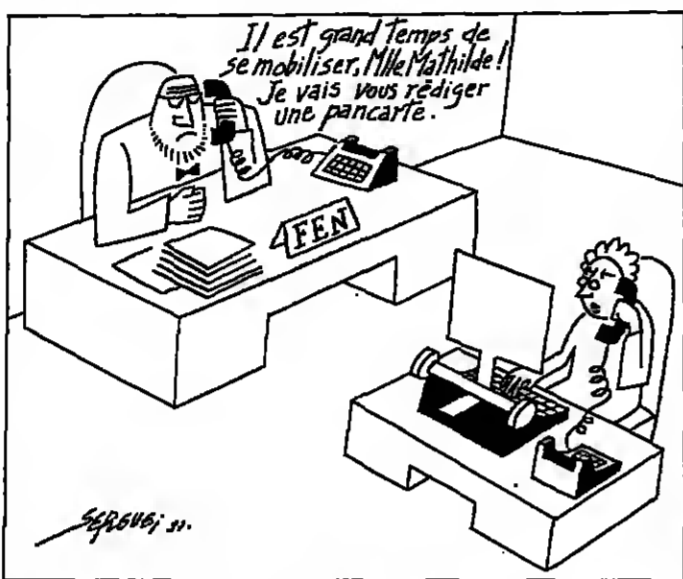
La FEN tente de repartir à l'offensive auprès des enseignants

Mal remise de la scission de 1992, sonnée lors des élections professionnelles de décembre 1996 qui ont accentué la domination de la FSU, l'ancienne « forteresse », dont le congrès s'achève, esquisse une autocritique et mise sur une nouvelle direction pour regagner du terrain

RENNES
de notre envoyé spécial
Ils sont allés manifester à pied et sont revenus en car, sans songer un instant au ridicule de la situation. Parmi les sept cents congressistes de la Fédération de l'éducation nationale, réunis devant la préfecture, l'un d'eux s'est inquiété, mû par l'âge, en voyant les membres de l'exécutif fédéral rentrer sur le lieu du congrès en limousine: « Ça fait un peu apparatchik, non ? » Réunis à Rennes du 10 au 14 mars pour leur 36^e congrès, les militants de la FEN, encore sonnés par leur mauvais résultat lors des élections professionnelles de décembre 1996, ont pourtant analysé l'une des causes de leur défaite: un « déficit des pratiques militantes et une mauvaise communication ».

Voilà pourquoi, ils ont quitté leur salle de congrès, jeudi 13 mars, drapés en main, pour aller protester contre le président de la République qui n'a, lors de l'émission télévisée du 10 mars en direction des jeunes, « dessiné aucune politique, proposé aucun moyen ». Une manifestation un peu étrange, de militants qui ont oublié depuis longtemps la saveur du militantisme. « Sommes-nous représentatifs de la base ? Le militantisme moyen est aujourd'hui un homme de cinquante ans », s'alarmait un des congressistes en commission, l'avant-veille.

La prise de conscience est bien là, portée d'ailleurs par les ins-



tances dirigeantes. « Un seul mot d'ordre: reconquérir le terrain », titrait, mercredi, le quotidien du congrès, réalisé par les étudiants de l'institut universitaire professionnalisé (IUP) de Rennes-II, en rendant compte de l'intervention de Guy Le Néouanic.

Le mot qui tue les congressistes, c'est « ringards », fatigués qu'ils sont d'entendre brocarder leur style Canif (centrale d'achat des enseignants), leur âge, leur bureaucratie, leur perte de contacts avec la réalité de terrain. A les voir, il est

clair que l'ancien intendant de lycée, qui se batte, Olivier, trente-cinq ans, instituteur-formateur dans l'Ouest de la France, s'échauffe: « J'ai envie qu'on se bouge! Ils ne voient donc pas que la culture ancienne s'est écroulée? Autrement en entrant à l'école normale, on était directement ouvrier (Syndicat national des instituteurs) et à la FEN parce qu'il n'y avait que cela. » Lors d'une réunion, « on vous présentait en même temps l'organisme où l'on pouvait acheter ses vêtements, ses meubles, la compagnie d'assurance et la banque. C'était une institution to-

tales, ça ne peut plus marcher ». Pour beaucoup, cette coupure entre les instances dirigeantes et les adhérents s'est matérialisée dans l'attitude de la fédération appelant à sortir du mouvement social de 1995 dès le 10 décembre, « des que juppé avait lâché quelque chose sur les pensions ». Pourtant, « nous étions nombreux à avoir envie de manifester encore », soutient un professeur de lycée professionnel de la région Midi-Pyrénées. A l'opposé, un « grognard », assure: « Nous ou moins, on a su arrêter la grève. C'était faire preuve de responsabilité. On ne peut plus être réformiste aujourd'hui. Il n'y a que l'extrémisme qui paie. » Et de viser explicitement la Fédération syndicale unitaire (FSU), la rivale.

DÉFENSE DES « VALEURS »

Le mot qui revivifie les congressistes, en revanche, c'est « valeurs ». Pas une conversation de couloir, pas un effet de tribune qui ne le reprenne, lancé comme une bouée de sauvetage. Ces valeurs républicaines qui ne sont plus défendues qu'à la FEN, à entendre du repas, infirmières, assistantes sociales, professeurs de lycée professionnels, instituteurs, assistants sociaux, enseignants, etc. « Tous ensemble, on porte quelque chose, un projet pour l'éducation, pour les enfants, et pas des revendications conservatrices, corporatistes. » Dans ce leitmotiv, c'est le Syndi-

cat national des enseignants du second degré (SNES), principale force de la FSU qui est visé, encore et toujours. Sur ce sujet, les militants, dont bon nombre travaillent en collège, sont intraitables. Les

la faire. Voilà où sont nos valeurs. » Un monde s'écroule, auquel les militants croyaient. Bien sûr, il importe à chacun de savoir quelle attitude la FEN adoptera finalement à l'égard de la fédération de fon-

Le retour des lieutenants de Guy Le Néouanic

Elu à l'unanimité, jeudi 13 mars, en remplacement de Guy Le Néouanic, atteint par la limite d'âge, Jean-Paul Roux est le premier secrétaire général de la FEN non enseignant. Il devra cependant faire face à un conseil fédéral national composé de membres très proches de l'ancien secrétaire général. Battus lors du congrès de Tours, en février 1994, deux de ses fidèles, Martine Le Gal et Jean-Claude Tricoche, font leur retour au sein des instances de direction. Ils avaient été des artisans actifs du grand ménage d'octobre 1992, qui avait conduit à la scission entre la FEN et la FSU. De même, Joël Oger et Francis Carrière, membres du Syndicat des enseignants (SE), relégués il y a trois ans au rang de suppléants, redevenaient secrétaires nationaux. Pour imposer ses vues, et notamment un rapprochement avec l'UNSA, Jean-Paul Roux, qui aime à se désigner comme un « gentil », devra convaincre cet entourage.

exemples se bousculent pour illustrer le « conservatisme » du syndicat désormais ennemi avec lequel ils ont si longtemps cohabité dans la FEN. Martine, certifiée d'histoire-géographie dans l'Indre, s'indigne: « La réforme qui va être mise en place par Bayrou ou Collège, pour transporter les classes de 4^e et 3^e technologique en lycée professionnel, c'est un arrangement avec le SNES et sa philosophie élitiste: envoyons les mauvais élèves ailleurs, là où nous ne les verrons pas. » Gérard, PEGC, renchérit: « C'est tout le contraire de ce qu'on a toujours vou-

tionnaires, l'UNSA, qu'elle a contribué à créer au lendemain de la scission. Certes les militants ont tous une opinion sur le rapprochement entre la FEN et la FSU. Bien sûr, chacun pense qu'il serait opportun d'alléger les structures de la fédération, ce qu'il faudra faire de toute façon, en raison de la diminution des « décharges » accordées par le ministère. Toutes ces orientations suffiront-elles à redresser la barre ? Malgré l'optimisme affiché, de cela personne n'est sûr.

Béatrice Gurrey

Jean-Paul Roux, l'ancien intendant devenu marathonien du consensus

AUSSE AFFABLE que Guy Le Néouanic était rugueux, Jean-Paul Roux, cinquante-cinq ans, nouveau secrétaire général de la FEN, aura l'occasion, durant les

PORTRAIT

Commence pour lui une course de fond contre la chute de la maison FEN

trois ans de son mandat, de faire valoir ses qualités de négociateur aguerri et de « marathonien ». « Il ne boit pas, ne fume pas et il court. C'est très sain, mais un peu triste », glisse un de ses camarades. De fait, Jean-Paul Roux a engagé une course de fond contre la chute de la maison FEN, toujours affaiblie par la scission de 1992 et sonnée par son mauvais résultat lors des élections professionnelles de décembre 1996. Celui qui reprend l'ancienne « forteresse enseignante », sans être lui-même ni instituteur ni professeur, est dans les starting-blocks depuis 1994, lorsqu'un poste de secrétaire général adjoint avait été créé pour lui, lors du congrès de Tours, afin de préparer la succession de Guy Le Néouanic.

« Je suis pied-noir, et la rupture de ma vie c'est 1962 », déclare cet ancien intendant de lycée, qu'un fin collier de barbe fait pourtant ressembler à un « insti ». A vingt ans, alors que sont signés les accords d'Évian, il a donc « basculé dans un monde différent » et s'est construit « une vie dans l'éducation nationale ». D'abord secrétaire départemental de la FEN du Var, au milieu des années 70, puis cadre du syndicat des enseignants de l'éducation nationale, Jean-Paul Roux bâtit sa réputation dans le secteur « revendications-services publics » de la FEN, négociant durant des années les dossiers de la fonction publique. Dans son CV, il tient à préciser: « Hierlocoleur privilégié auprès des pouvoirs publics dans les domaines de la fonction publique et des services publics depuis 1983. » Personne ne songerait à le démo-

criser. Jacques Pommateau, secrétaire général de la belle époque de la FEN, l'avait appelé à ce poste en 1982. Négociations salariales, accords Durafour, Jean-Paul Roux a été, depuis, de tous les pourparlers de la fonction publique, dont il dit: « C'est moi morque. Il faut forcer le destin dans une négociation, c'est cela qui me plaît. » Dix ans de négociations, c'était pourtant assez. En 1993, Jean-Paul Roux s'apprête à décaler, pour un poste de directeur de résidences à Toulon. La demande insistante du Syndicat des enseignants - se préparant à devenir secrétaire général en 1997 - l'en dissuade.

« Apparatchik » pour les uns, cet adhérent du Parti socialiste est membre de l'exécutif fédéral de la FEN depuis quinze ans. « Imprégné des mécanismes qui font penser que l'organisation "o toujours raison", Jean-Paul Roux apparaît cependant à tous comme « l'homme du consensus ». Au congrès de Tours, en 1994, cette volonté de mettre tout le monde d'accord l'amène à demander aux sept cents délégués de voter après qu'ils eurent déposé leur direction, ce qui lui attire de copieuses sifflets. « Il ne prédisait pas pour rien la commission des résolutions, où sont synthétisés ou rejetés les amendements d'un congrès », remarque un membre du syndicat des enseignants, ajoutant: « C'est tout de même quelqu'un qui est capable de dire "somme toute nous sommes d'accord", même si les discours sont opposés. » Jean-Paul Roux avoue lui-même cette recherche du consensus à tout prix.

Pour lui, qui a vécu la scission de la FEN comme un « déchirement », le chemin reste semé d'embûches. Mais, comme le font remarquer ses amis, c'est le Néouanic qui o fait le sale boulot: gérer la scission, faire face à deux défaites électorales. Pour Jean-Paul, cela ne pour- rait qu'aller mieux. Vision optimiste ? Jean-Paul Roux, qui a aligné « quelques milliers de kilomètres à pied », est confiant. Comme il le dit: « Je suis très têtu, ça devrait aller. »

B. G.

M. Bayrou trouve un compromis sur l'organisation des études de droit

UN des principaux obstacles à la mise en œuvre de la réforme des premiers cycles universitaires a été levé. Jeudi 13 mars, lors de la réunion de la conférence disciplinaire droit-économie-gestion-AES (administration économique et sociale), les juristes, jusqu'à présent opposés à une transformation du système actuel, ont accepté les propositions du ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, sur l'organisation des études.

Cette opposition était à l'origine du bras de fer engagé entre les doyens de droit et les syndicats d'étudiants. A l'issue de la précédente réunion, le 4 mars (Le Monde du 6 mars), l'UNEF-ID avait décidé de quitter la table des négociations, aussitôt suivie de l'UNEF-D. L'organisation des études, le SNES avait multiplié les mises en garde et le SGEN-CFDT avait à son tour annoncé qu'il ne signerait plus dans les commissions. Ce blocage menaçait la réforme universitaire, dont François Bayrou assure qu'elle sera effective à la prochaine rentrée.

Plus que sur le semestre initial d'évaluation, dont le principe n'a pas été remis en cause, les juristes se sont longtemps opposés à toute modification du contrôle des connaissances et avaient jusqu'à présent résisté à l'application des décrets Jospin-Lang sur la rénovation des DEUG. Bien que les propositions de M. Bayrou

n'en soient guère éloignées, les doyens de droit ont cette fois accepté de se plier à de nouvelles conditions et, dans une certaine mesure, d'entrer dans le régime général adopté depuis bientôt trois ans par les autres disciplines.

Le compromis introduit plusieurs dispositions. La capitalisation des unités d'enseignement a été acceptée: elle permet à un étudiant de conserver le bénéfice d'une année sur l'autre, des matières où il a obtenu la moyenne, sans avoir à repasser l'intégralité des épreuves.

PREMIER SECOURS DES MANDARINS

En second lieu, la compensation des résultats a été généralisée, assortie toutefois d'une modalité spécifique. Pour valider leur année, les étudiants devront réunir une double moyenne dans les matières fondamentales et sur l'ensemble de leurs résultats. Le passage en seconde année sera autorisé si l'étudiant réussit cinq unités sur six. En revanche, les incertitudes ne sont pas levées sur le maintien du système d'admissibilité à l'écrit et d'admission à l'oral, qui reste le principal instrument de la sélection pratiquée en droit. Enfin, le ministre a confirmé l'un des articles de la réforme Jospin-Lang qui prévoit l'organisation d'une session de rattrapage espacée de deux mois par rapport à l'examen initial.

Ces modifications ont été acceptées par l'association des universités à dominante juridique et politique et des facultés de droit, que préside Louis Favoreu. Ce dernier a manifesté son accord, « conformément à la volonté affirmée de recherche de solution consensuelle ». Côté étudiants, la fédération des associations générales (FAGE) estime que « des avancées importantes ont été obtenues ». L'UNEF-ID souligne « un premier recul des mandarins sous la pression des étudiants ».

M. Bayrou affiche sa satisfaction. « Le conflit est dénoué, nous sommes sortis de l'offensive », nous a-t-il déclaré, en résumant sa volonté de publier l'arrêté général avant le 30 mars. Mais le compromis n'est qu'un volet de la réforme des premiers cycles. Des questions restent en suspens: procédure d'évaluation à l'issue du semestre initial, contenu des nouveaux enseignements, possibilités de réorientation, articulation entre première et seconde années. Les syndicats attendent le texte général de l'arrêté sur la nouvelle organisation des études en DEUG. Une première version pourrait être soumise au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser) le 17 mars, avant un vote prévu le 24.

Michel Delberghe

La Fondation Abbé-Pierre s'inquiète du nombre croissant de mal-logés

A LA VEILLE de la fin de la « trêve hivernale » pour les procédures d'expulsion, le 15 mars, la Fondation Abbé-Pierre (FAP) dresse l'état des lieux du « mal-logement en France ». Le rapport, rendu public jeudi 13 mars, rassemble utilement, sur un sujet encore lacunaire, des données statistiques, des enquêtes sur l'action des associations spécialisées et des comptes rendus d'expériences innovantes soutenues par la Fondation - agences immobilières à vocation sociale (AIVS), « boutiques solidaires », ateliers de recherche de logements.

La Fondation rappelle qu'on estime à 200 000 le nombre de sans-abri en France, dont environ 45 000 pour la région parisienne, et à 1,5 million celui des personnes très mal logées. L'exclusion gagne du terrain et fait grossir la cohorte des personnes vivant en marge des circuits classiques du logement, de centres d'hébergement en résidences sociales, d'hôtels sociaux en centres d'accueil municipaux, de logements d'urgence en loge-

ments d'insertion. Apparaît ainsi une nouvelle filière d'habitats transitoires, qui compense les carences d'une offre immobilière inadéquante aux personnes les plus modestes.

Dans les vingt-quatre « boutiques solidaires » de son réseau, la fréquentation a doublé en trois ans (de 60 à 100 passages par jour en 1996). Sur les mille « experts de l'urgence » consultés l'automne dernier par le Centre de recherches et de documentation sur les conditions de vie (Credoc), à la demande de la Fédération nationale des associations de réinsertion sociale (Fnars), 40 % estiment que la situation s'était détériorée durant l'hiver 1995-1996. La situation des jeunes, en particulier, inquiète les associations. Faute de perspective d'emploi durable, ces jeunes, même lorsqu'ils accèdent à un logement autonome, sont fréquemment contraints de revenir à une solution d'hébergement en foyer ou dans leur famille.

La FAP porte un regard sans complaisance sur les orientations

récentes du plan d'urgence gouvernemental pour le logement des plus démunis. Un motif de satisfaction, d'abord. Ce plan, lancé en juin 1995, « a permis une importante mobilisation, non seulement des services de l'Etat mais aussi d'autres porteurs: organismes HLM, associations, communes ».

FONCTIONNEMENT EN BOUCLE

Mais, pour la FAP, le risque est grand de voir se constituer un secteur spécifique « débranché » du logement social. « Le logement transitoire fonctionne en boucle, souligne le rapport. Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale sont engorgés, on crée des résidences sociales. Non pour permettre l'accès à un logement banalisé en sortant de CHRS mais pour décongestionner ces derniers. Ce qui fait qu'à moins de sélectionner son public parmi les mieux lots des précoires la résidence sociale connaît, à terme, les mêmes difficultés que les CHRS. »

Les pouvoirs publics tendent à concentrer l'aide de l'Etat sur le lo-

gement « très social » provisoire, souligne le rapport. Mais rien ne garantit la mobilité des personnes entre ces nouvelles formes d'habitat. Et rien ne garantit, non plus, qu'elles en sortent un jour. Une autre interrogation porte sur le décalage entre le volume de ces logements « très sociaux » - le projet de loi de cohésion sociale en prévoit 100 000 en cinq ans - et l'évolution de l'offre immobilière. « Il faut rappeler, note le rapport, qu'un million de logements locatifs privés avec des loyers inférieurs à 1 000 francs par mois ont disparu entre 1985 et 1995. »

Enfin, les dispositifs de lutte contre l'exclusion sont trop déconnectés des politiques, plus globales, de la ville ou du logement. « La mobilité de l'habitat, interroge la FAP, n'est-elle une ambition que pour les quartiers qui concentrent déjà les personnes en difficulté ? La redistribution ne doit-elle fonctionner qu'entre les pauvres et les démunis ? »

Christine Garin

Les petits arrangements de Pierre Guichet, anc

le procureur
d'inéluctable
Laignel

Les petits arrangements « au noir » de Pierre Guichet, ancien PDG d'Alcatel-CIT

L'accusation lui reproche le non-paiement de travaux de réparation effectués à son domicile

L'ancien PDG d'Alcatel-CIT Pierre Guichet comparait, jeudi 13 mars, devant le tribunal d'Evry, pour « abus de biens sociaux » et « faux

et usage », dans le cadre du procès portant sur des corruptions et délits commis au préjudice du groupe. M. Guichet se voit reprocher le non-pai-

ment de travaux de réparation effectués à son domicile par des entrepreneurs travaillant habituellement pour Alcatel.

LORSQU'IL ÉTAIT PDG d'Alcatel-CIT, de 1989 à 1994, Pierre Guichet, soixante-quatre ans, était un homme pressé. Il le répète à l'infini au tribunal correctionnel d'Evry (Essonne), qui le juge, jeudi 13 mars, pour « abus de biens sociaux » et « faux et usage » après qu'un cortège de plusieurs dizaines de prévenus, dont plusieurs cadres d'Alcatel-Alsthom, ont été interrogés, depuis le 4 mars, sur des corruptions, escroqueries et autres délits financiers commis au préjudice supposé du groupe (Le Monde du 8 mars).

Lorsqu'il tenait les rênes de l'entreprise de téléphonie publique, M. Guichet « voyageait beaucoup », « passait sa vie à l'étranger » et « n'avait pas de temps ». Il est donc normal, dit cet ingénieur des arts et métiers diplômé de Supélec, qu'il ait demandé à quelqu'un qui lui avait été recommandé de superviser les travaux effectués à son domicile de Neuilly-sur-Seine par des entrepreneurs travaillant habituellement pour Alcatel. Cependant, le président Daniel Le Braz s'étonne que l'ancien PDG ait choisi un cadre d'une filiale du groupe - Henri Thirouillet, chef de travaux à Alcatel NV, lui-même poursuivi pour divers travaux effectués à son domicile - pour ef-

fectuer cette mission. M. Guichet ne dit mot. Mais le président rassure : il n'est pas poursuivi pour cela.

Lorsqu'il était PDG d'Alcatel-CIT - et avant qu'il ne soit placé onze jours en détention provisoire dans le cadre du volet des surfacturations à France Télécom -, M. Guichet gagnait 160 000 francs brut par mois, « en haut de feuille », selon son expression. Entre 1987 et 1993, il a effectué pour environ 900 000 francs de travaux, qu'il détaille par le menu à la barre. 550 000 francs ont dûment été réglés par chèque. Et le solde en espèces, dit-il, « parce que je ne voulais pas payer la TVA, notamment sur des travaux supplémentaires », ont été prévus initialement. Même pressé, l'ancien PDG a fait le calcul : 70 000 francs d'économie. Une turpitude dont le fisc lui a fait grâce, apprend-on. Mais, remarque le président, la n'est toujours pas la question que soulève l'accusation.

Car, lorsqu'il était un PDG pressé, M. Guichet aurait commis, si l'on comprend bien cette dernière, des abus de biens sociaux au préjudice de sa société en demandant aux entrepreneurs travaillant habituellement pour Alcatel de sous-facturer les travaux à son domicile, à charge pour eux de répercuter le manque à gagner sur les marchés passés avec le groupe. En défense, M. Jean-Michel Baloup insiste pour connaître auprès du ministère public le montant du préjudice

supposé au détriment d'Alcatel. En vain. Depuis le début du procès, le procureur adjoint Frédéric Campi demeure curieusement muet sur ce point et renvoie à ses futures réquisitions.

« A RÉCUPÉRER SUR SIBL »

Faute de pouvoir étayer sa démonstration, le ministère public avance pour preuve exemplaire de son raisonnement le non-paiement par M. Guichet de prestations d'un montant de 5 394 francs effectuées à son domicile par la société Les stores Belzacq, venue remplacer, en juillet 1991, un volet électrique défectueux. « C'était un geste commercial, explique Philippe Belzacq, le distributeur de stores : un geste pour affermir les bonnes relations avec Alcatel. » Mais dans un dossier saisi, les policiers ont retrouvé sur la facture, ramenée gracieusement à zéro franc pour le PDG, une mention manuscrite apparemment explicite : « A récupérer sur SIBL » (filiale du groupe Alcatel). Aux policiers, M. Belzacq avait indiqué avoir agi de sa propre

initiative, avant de se rétracter. A l'audience, il fournit une troisième explication : « On m'a dit de récupérer sur les marchés avec Alcatel. Qui "on" ? demande le président Le Braz. Quelqu'un d'Alcatel. Je ne me souviens plus précisément qui. Pas M. Guichet en tout cas. »

L'ancien PDG d'Alcatel-CIT soutient de s'être pas rendu compte que ces prestations d'un montant de 5 394 francs hors taxes avaient été effectuées. Il réfute catégoriquement l'idée selon laquelle quelqu'un aurait pu inciter ou contraindre les entrepreneurs à « gonfler » leurs factures au détriment d'Alcatel. Bardé d'expertises judiciaires payées de sa poche, il entend prouver qu'aucun de ces travaux n'a été snus-payé. « Je croyais à une petite réparation, dit-il à propos du volet électrique. Je ne me suis pas inquiété du suivi de la facture. » Et d'abandonner finalement le tribunal aux seules turpitudes fiscales avouées et aux extrapolations de l'accusation.

Jean-Michel Dumay

Début des auditions de détenteurs de cassettes pédophiles

LE JUGE D'INSTRUCTION de Nice, Jean-Pierre Rousseau, a entendu, vendredi 14 mars, les premiers détenteurs de cassettes pornographiques à caractère pédophile (Le Monde du 14 mars). Quinze personnes, interrogées par les gendarmes dans le cadre de l'opération « Willy », pour démanteler un réseau de vente de cassettes pédophiles, font l'objet d'un mandat d'amener. Elles devraient toutes être mises en examen pour « recel ». Plusieurs membres, plus impliqués dans le réseau, notamment comme revendeurs, étaient encore en garde à vue, vendredi matin, dans différentes gendarmeries de France. Deux affaires de viols d'enfants ont été découvertes par les gendarmes en Corse-du-Sud et dans l'Hérault. Dans la cadre de la campagne nationale de sensibilisation sur le sort des enfants maltraités, lancée jeudi 13 mars par Alain Juppé, un numéro de téléphone simplifié a été mis en place pour alerter les services sociaux : il s'agit du 119. — (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : le maire de Grenoble, Michel Destot (PS), et Marie-Amélie Patras, conseillère municipale (div. g.), ont bénéficié d'un non-lieu dans l'affaire du Drac, l'information judiciaire n'ayant pas permis de « dégager suffisamment de charges » contre eux. L'accident, survenu le 4 décembre 1995, avait fait sept victimes, dont six enfants. Sept personnes comparaitront prochainement devant la justice, dont trois responsables d'EDF et quatre fonctionnaires de l'éducation nationale. — (Corresp. rég.)

■ Mohamed Douzi, dix-neuf ans, qui avait agressé pour la voler la veuve de Félix Germon, dont le corps avait été exhumé lors de la profanation, en 1990, du cimetière juif de Carpentras (Vaucluse), a été condamné, jeudi 13 mars, à cinq ans de prison par le tribunal de grande instance de cette ville.

■ TABAC : la société Rothmans Tobacco Company BV a été condamnée, lundi 11 mars, par la cour d'appel de Paris, à payer au Comité national contre le tabagisme (CNCT) la somme de 486 000 francs pour avoir tardé à rendre plus lisibles les messages sanitaires figurant sur les emballages des paquets de cigarettes Golden American.

■ ANTISÉMITISME : le maire de Paris, Jean Tiberi, a annoncé, jeudi 13 mars, qu'il portait plainte contre X, après la diffusion d'un courrier de propagande antisémite émanant de la librairie La Vieille Taupe auprès de directeurs d'école du 18^e arrondissement, à l'aide d'un ancien fichier scolaire (Le Monde du 14 mars).

Au procès Urba, le procureur envisage une peine d'inéligibilité contre MM. Emmanuelli et Laignel

LYON

de notre correspondant régional Le tribunal correctionnel, de Lyon, avait prévu quatre semaines d'audience pour examiner le volet marseillais de l'affaire Urba, nom du bureau d'études qui a participé au financement du Parti socialiste (Le Monde du 5 et du 12 mars). Mais les débats, revisitant les éléments d'un dossier qui a déjà fait l'objet de quatre procès, se sont accélérés, et le procureur de la République, Thierry Cretin, a pu prononcer, dès le jeudi 13 mars, son réquisitoire.

Trois heures durant, il a repris les arguments de l'accusation, estimant que le tribunal n'avait pas à juger de l'application du code des marchés publics mais de « trafic d'influence ». Les faits reprochés aux cinquante prévenus (chefs d'entreprise, responsables d'Urba et membres du PS, dont André Laignel et Henri Emmanuelli, anciens trésoriers nationaux) remontent aux années 1987-1989 : 9,4 millions de francs de frais d'honoraires d'Urba auraient alimenté les caisses socialistes. Pour M. Cretin, il ne fait aucun doute que « le système était entièrement tourné vers le financement du PS » et qu'Urba avait levé « une sorte d'impôt politique » auprès des entreprises.

MM. Laignel et Emmanuelli comparaissent notamment pour « complicité de trafic d'influence ». Le procureur a souligné « la délicate mission », car, a-t-il rappelé, le parquet général avait requis, en janvier 1993, un non-lieu en faveur de ces deux dirigeants socialistes devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon. « Comment des charges jugées insuffisantes aujourd'hui ? », s'est demandé le magistrat, rappelant encore que, lors du procès Urba-Sages, M. Emmanuelli avait été condamné par la cour d'appel de Rennes à dix-huit mois de prison avec sursis, 30 000 francs d'amende et deux ans de privation des droits civiques. Le député socialiste des Landes s'est pourvu en cassation de ce jugement. « Si le tribunal estime que leur culpabilité doit être retenue, une peine avec sursis et une interdiction des droits civiques

et électoraux me paraissent envisageables », a finalement requis le procureur, sans quantifier la durée de ces éventuelles condamnations.

M. Cretin a pris moins de précautions vis-à-vis des deux anciens députés des Bouches-du-Rhône Michel Pezet et Philippe Sanmarco, réclamant contre eux dix-huit mois de prison avec sursis et une interdiction des droits civiques pour deux ans. « Leurs explications relèvent de la méthode du docteur Choué, a-t-il souligné. Dire non ne suffit pas à nier les preuves », principalement celles concernant la répartition des sommes prélevées entre ces deux responsables socialistes marseillais.

« POMMES À FINANCES »

Il a aussi fustigé les cinq cadres des sociétés Urba et Gracn, « pommes à finances » présumées du PS, réclamant dix-huit mois de prison avec sursis et deux ans d'interdiction des droits électoraux, notamment contre Joseph Delcroix, l'auteur des cahiers qui ont permis d'éclairer la justice sur le fonctionnement du financement. Il a qualifié Bruno Desjobert, le responsable de la délégation régionale d'Urba à Marseille, de « véritable VRP du trafic d'influence ». Néanmoins, M. Cretin s'est prononcé pour une cumulation des peines, MM. Delcroix et Desjobert ayant déjà été condamnés, en 1993, par la cour d'appel de Paris. Le cas de Gérard Minnate, l'ex-PDG d'Urba, qui, hospitalisé, n'est pas présent au procès, a été disjoint.

Quant aux trente-six chefs d'entreprise prévenus, leurs arguments n'ont guère convaincu le procureur. « La candeur dans ce dossier n'existe pas », a-t-il affirmé, en soulignant que les sociétés versaient leur « écot » pour éviter d'être « évincées des marchés ». Il a sollicité à l'encontre de vingt-sept d'entre eux des peines allant de six mois avec sursis à dix-huit mois avec sursis et des amendes allant de 25 000 à 150 000 francs. Les plaidoiries des avocats de la défense, qui ont commencé vendredi 14 mars, se poursuivront en début de semaine prochaine.

Bruno Caussé

La Fnac vous dévoile
le DVD, le son et l'image
de demain.

Attention les oreilles,
attention les yeux.
C'est l'heure de vérité.

La Fnac a testé le nouveau standard vidéo et vous le fait découvrir.
Il est en démonstration permanente dans tous ses magasins.



مكتبة الأمل

DISPARITIONS

Martin Kippenberger

L'enfant terrible de la scène artistique allemande

LE PLASTICIEN allemand Martin Kippenberger est mort à Vienne, vendredi 7 mars, d'un cancer du foie, à l'âge de quarante-quatre ans. La maladie s'était déclarée en décembre 1996 alors que l'artiste préparait une importante exposition pour le Musée d'art moderne et contemporain (MAMCO) de Genève. Il en a d'ailleurs assuré le montage jusqu'à son ouverture fin janvier.

Né en 1953, à Dortmund, Kippenberger occupait depuis une bonne dizaine d'années une place remarquée sur la scène artistique européenne, en particulier sur la scène allemande où son activisme nihiliste pouvait être saisi comme une réaction de santé au culte du père disparu - Joseph Beuys - ou à l'héroïsme de la peinture expressionniste.

Martin Kippenberger, qui s'était d'abord intéressé à la peinture et avait passé quelque temps à l'école des beaux-arts de Hambourg, au début des années 70, était vite sorti des chemins convenus des arts plastiques et des exigences de style. Son œuvre serait protégée

forme, proliférante, ouverte à d'autres modes d'expression. A commencer par la musique rock, à Berlin, où - agissant en « travailleur producteur » plutôt qu'en plasticien - l'artiste assurait en 1978 et en 1979 la programmation du S.O.36, une salle de concert et lieu de rencontre des punks et des représentants de la « nouvelle peinture sauvage ». Tout au long des années 80, il a d'ailleurs enregistré des disques, notamment avec les peintres Jörg Immendorf et A.R. Penck.

UNE ŒUVRE DIFFICILE À CERNER

Après Berlin, on a pu suivre Martin Kippenberger à Cologne, où il s'est installé en 1983, au Brésil, où en 1986 il avait acheté une station-service désaffectée, en Espagne en 1988, à Los Angeles en 1989, dans la Forêt-Noire en 1992 (il enseignait alors à Kassel), puis à Syros, en Grèce, où il a fondé, en 1993, un musée d'art moderne. En vingt ans, l'artiste aura à la fois pratiqué la peinture, la sculpture, le dessin, le collage, fait des installations, de la musique, publié de

nombreux livres, monté une collection d'art contemporain, organisé des expositions.

A travers cette profusion d'entreprises plus ou moins marquées par l'attitude de quelques grands aînés comme Francis Picabia, Marcel Broodthaers ou Sigmar Polke, Martin Kippenberger, qui avait un humour corrosif, ne cessait d'exercer son sens critique à l'égard de l'art contemporain, ses contradictions et ses limites, tout en manifestant son attachement pour les cultures véritablement populaires.

Son œuvre, qui n'est pas facile à cerner, a fait l'objet de nombreuses expositions en Europe depuis le début des années 80. En France, la Villa Arson de Nice en a présenté des aspects à plusieurs reprises. Le Centre Pompidou l'a également exposé en 1993. Initiée « Martin Kippenberger. Respectivement 1997-1996 », l'exposition de Genève, qui devait fermer en mai, est prolongée jusqu'au 24 septembre, augmentée de plusieurs salles.

Geneviève Breerette

Alain Estève

Un militaire membre de l'élite de la montagne

ALAIN ESTÈVE, qui commandait depuis 1986 le Groupe militaire de haute-montagne (GMHM), stationné à Chamonix, est décédé, lundi 10 mars à Oslo, à l'âge de quarante-cinq ans. Le 5 mars, il avait dévissé d'une hauteur de trente mètres en gravissant une cascade de glace dans la région d'Hemsedal, à 250 kilomètres au nord d'Oslo.

Alain Estève avait découvert la montagne après son entrée dans l'armée au 27^e bataillon de chasseurs alpins d'Annecy (Haute-Savoie), en 1972. Il fut admis au stage d'aspirant guide en 1977 et devint guide de haute montagne en 1982. Très rapidement, il se hissa parmi l'élite française de l'alpinisme en réalisant, en 1977, la première hivernale de la voie nord-ouest de l'Olan (massif de l'Oisans), et, deux ans plus tard, la seconde hivernale de la directissime ouest des Drus. Son palmarès alpin devait s'enrichir, en 1983, du pilier dérobé du Freney.

Parallèlement à ses conquêtes alpines, Alain Estève conduisit plusieurs assauts sur des sommets

himalayens. En 1981, l'expédition du GMHM, devait atteindre 8 550 mètres d'altitude sur l'arête nord de l'Everest (8 848 mètres). Le Lhotse Shar (8 400 mètres) fut vaincu par son arête sud-ouest en 1987. A cette occasion, Alain Estève, devenu l'un des meilleurs spécialistes français du parapente, établit le record d'altitude de cette discipline en pilotant un appareil biplace qui décolla à 7 300 mètres. A partir de 1989, il conduisit une série d'expéditions, au Dhaulagiri (8 172 mètres), au Gasherbrum I (8 068 mètres), en 1990, à l'Everest et au Lhotse (8 545 mètres) en 1993.

Attiré par les pôles, il avait récemment depuis deux ans les activités du GMHM, qui est le laboratoire humain des expéditions lointaines de l'armée de terre, vers ces nouveaux objectifs. En 1995, il avait conçu et organisé le raid victorieux du GMHM au pôle Nord, une expédition en autonomie complète sur mille kilomètres pendant trente-neuf jours.

Claude Francillon

NOMINATIONS

MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Sur proposition du ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, le conseil des ministres du mercredi 12 mars a procédé au mouvement préfectoral suivant: Paul Bernard, préfet de la région Rhône-Alpes, est placé, sur sa demande, en disponibilité. Il devrait prendre la présidence de la société Scetarroute, société d'ingénierie spécialisée dans les infrastructures de communication, dont il devrait mener à bien la privatisation. Roland Hodel, préfet hors cadre, est placé, sur sa demande, en disponibilité.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté lundi 10-mardi 11 mars sont publiés:

● **Fisc:** une loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et le royaume d'Espagne en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

● **Architectes:** deux décrets et deux arrêtés relatifs à la prime de rendement ainsi qu'à l'indemnité de fonction allouées aux architectes et urbanistes de l'Etat.

● **Epargne:** une circulaire du ministre de l'économie et des finances relative aux modalités d'application des dispositions législatives et réglementaires concernant la prime versée par l'Etat à certains titulaires d'un plan d'épargne populaire.

● **Environnement:** un décret portant création de la réserve naturelle de l'île du Rohrschollen (Bas-Rhin).

● **Administration:** un arrêté portant nomination à la commission de la modernisation des services publics du Conseil supérieur de la fonction publique d'Etat.

Au Journal officiel du mercredi 12 mars sont publiés:

● **Travail clandestin:** une loi relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal (Le Monde du 8 mars); un décret relatif à la coordination de la lutte contre le travail illégal; un décret portant nomination du délégué interministériel à la lutte contre le travail illégal; Michel Mathieu, préfet hors cadre.

● **Carte sanitaire:** un décret pris pour l'application de l'article L.712-15 du code de la santé publique. Le bilan de la carte sanitaire fait apparaître, pour chaque nature d'installation, les zones sanitaires dans lesquelles ces besoins sont satisfaits, les zones sanitaires dans lesquelles existent des besoins non satisfaits. Il est établi par le ministre chargé de la santé, lorsqu'il est compétent pour délivrer les autorisations relatives aux établissements, par les directeurs de l'agence régionale de l'hospitalisation, dans les autres cas.

● **ANACT:** un décret relatif à l'organisation de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail. Un comité scientifique qui contribue au suivi et à l'évaluation des actions menées par l'agence est institué.

● **Sida:** un arrêté portant agrément d'appareils de coordination thérapeutique pour les personnes malades du sida.

● **Fonction publique:** un décret relatif à l'indemnité exceptionnelle allouée à certains fonctionnaires civils, aux militaires à solde mensuelle, ainsi qu'aux magistrats de l'ordre judiciaire.

● **Bourses:** un arrêté portant augmentation du montant de l'aide servie aux boursiers de lycée pour l'année scolaire 1997-1998; un arrêté portant majoration des plafonds de ressources ouvrant droit à l'attribution de bourses nationales d'études du second degré de lycée pour l'année scolaire 1997-1998.

● **Ecoles:** un arrêté organisant la formation des directeurs d'école.

● **Thomson:** un avis relatif à la vente de gré à gré d'actions de Thomson-CSF (Le Monde du 13 mars).

ÉTUDIANTS

BUREAU des ÉTUDIANTS

3615 LEMONDE

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

Denis
Bon anniversaire et bonnes lectures!
De la part de Bruno, Caroline, Paul et Lucie.

Décès

Lucie, Virginie, Amélie et André Antolini, ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} ANTOLOLI, née Rolande BEN TOLLA,

survenue le 7 mars 1997.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

3, avenue Dufille, 92000 Rueil-Malmaison.

M^{me} Lise Bouccara, née Aubremont, M. Philippe Jézard et M^{me}, née Aubremont, ses enfants,

M. et M^{me} Didier Bouccara, M. Daniel Bouccara, M. David Jézard, M^{me} Caroline Jézard, ses petits-enfants,

Florence, Sophie, Julie et Alison, ses arrière-petites-filles, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Thérèse AUBREMONT, née BAER,

survenue le 9 mars 1997.

Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité.

10, avenue Constant-Coquelin, 75007 Paris, 31, rue de l'Assomption, 75016 Paris.

La famille de

Jean-Philippe BOUTELLE, ingénieur ENSMA,

a la douleur de faire part de son décès, survenu le 11 mars 1997.

La bénédiction aura lieu au cimetière de Saint-Witz (Val-d'Oise), samedi 15 mars 1997, à 11 h 30.

7, rue Boschot, 94120 Fontenay-sous-Bois.

M^{me} Marcelle Dutrey et ses enfants, Les familles: Dutrey, Lagrèze, Maguin, Salatin, ont la douleur de faire part du décès de

Louis DUTREY,

survenu le 13 mars 1997, à Madiran (Hautes-Pyrénées), dans sa quatre-vingt-huitième année.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Sylvie Flessinger, née Le Lorier, son épouse, Claire, Christophe, Amélie, Mathilde et Hoël, ses enfants, Le docteur et M^{me} Charles Flessinger, ses parents, Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

François FLESSINGER,

survenu le 11 mars 1997, à l'âge de cinquante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le 14 mars, à Ménilles (Alier), dans l'intimité familiale.

Une messe à son intention sera célébrée le lundi 17 mars, à 17 heures, en l'église Saint-Théodore d'Aquin (place Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris 7^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, boulevard des Batignolles, 75008 Paris.

Les personnels du lycée Marceau de Charente-Maritime et de la région de la Gironde, ainsi que les professeurs du cabinet d'histoire, ont la grande tristesse de faire part du décès de leur collègue

Marie-Jeanne JEDYNAK, agrégée d'histoire, chevalier des Palmes académiques,

survenue le 7 mars 1997.

Toute sa carrière, elle eut à cœur la formation des jeunes.

Fabrice LILAMAND

nous a quittés le 12 mars 1997.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 15 mars, à 9 heures, en l'église réformée du Luxembourg, 38, rue Madame, Paris 6^e.

Remerciements

M^{me} François Grimm,

très émue des nombreuses marques de sympathie et d'amitié exprimées lors du départ de son mari,

François GRIMM,

remercie profondément tous ceux qui se sont associés à son chagrin. Prière pour lui.

M^{me} Albert GAZIER,

remercie ses enfants, Sa petite-fille, Et toute la famille,

profondément touchés par les marques de sympathie et d'amitié témoignées lors du décès de

M. Albert GAZIER,

vivez adrevent leurs remerciements les plus sincères et toute leur reconnaissance.

Anniversaires de décès

A vote qui l'avez connu. Rappelez-vous

Jean-François BAZY.

Il est mort à trente-quatre ans, le 14 mars 1987, laissant les siens inconsolables jusqu'à leur mort.

CARNET DU MONDE

Téléphone

01-42-17-29-94

Télécopieur

01-42-17-21-36

RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 15 MARS 1997

RAPPORT Le président du conseil général du Gard, Alain Journet (PS), doit rendre publique le 27 mars une lettre d'observations définitives de la chambre régionale des comptes (CRC)

du Languedoc-Roussillon sur la gestion du conseil général du Gard depuis 1989. **LES MAGISTRATS** sont particulièrement sévères pour le pré-décesseur d'Alain Journet à la tête de

l'assemblée départementale, Gilbert Baumet, actuel député (République et Liberté) après avoir été, notamment, sénateur socialiste puis ministre délégué dans le gouvernement de Pierre

Bérégovoy. M. Baumet se voit reprocher « une multiplication de dépenses somptuaires » et des « pratiques hétérodoxes, voire totalement illégales ». **DE SON CÔTÉ**, la CRC de

Provence-Alpes-Côte d'Azur critique plusieurs aspects de la gestion du conseil régional et du conseil général des Bouches-du-Rhône.

Le conseil général du Gard accablé par la chambre régionale des comptes

Au moment où plusieurs élus veulent limiter les pouvoirs des CRC, les magistrats du Languedoc-Roussillon dénoncent la gestion de l'ancien président de l'assemblée départementale, Gilbert Baumet. En région PACA, des fonctionnaires du conseil général des Bouches-du-Rhône sont mis en cause

« LE DÉPARTEMENT du Gard est confronté à de lourdes charges (...) dans un contexte économique, social et fiscal peu favorable. C'est dans ce contexte que de nombreuses irrégularités ont été commises, accompagnées d'une multiplication de dépenses somptuaires au profit de bénéficiaires en nombre limité et de pratiques hétérodoxes, voire totalement illégales. » Ce jugement - extrait de la lettre d'observations définitives de la chambre régionale des comptes (CRC) du Languedoc-Roussillon sur la gestion du Gard entre 1989 et 1994, qui sera rendue publique le 27 mars lors de la prochaine séance du conseil général - constitue une nouvelle étape dans la mise en cause de la gestion de Gilbert Baumet, ancien président de cette collectivité jusqu'en avril 1994, actuel député (Répu-

blique et Liberté - après avoir changé plusieurs fois d'étiquette - et maire de Pont-Saint-Espirit. Les magistrats de la chambre joignent, en effet, leur travail à une actualité judiciaire chargée : directement visé par leurs critiques, M. Baumet est déjà au centre d'une information judiciaire ouverte, en janvier 1995, pour « abus de confiance », après que les commissaires aux comptes de quatre associations liées au département eurent dénoncé de graves irrégularités au parquet de Nîmes. En pleine bataille procédurale, l'ancien président du conseil général vient de déposer son deuxième pourvoi en cassation.

Le rapport de la CRC apporte, cette fois-ci, une vision d'ensemble sur les dérives de la gestion départementale. La chambre décrit la confusion systématique entre sa présidence du conseil général et ses autres fonctions. Ainsi, en tant que maire, lui reproche-t-on d'avoir fait prendre en charge par des associations du département les salaires de personnes travaillant pour sa commune et d'avoir fait payer par le département des dépenses relevant de sa seule main.

CADEAUX ET FAVORITISME

« Sur l'exercice 1992, 51 431 francs ont été payés à deux fleuristes de Pont-Saint-Espirit. Ces deux derniers envoient périodiquement un étai, des fleurs commandées par le président Baumet pour les obsèques, les baptêmes et les mariages ayant lieu dans la commune et ses environs », relève-t-on dans le rapport. En 1991, le club de football de la commune bénéficiait de 65 % de l'aide départementale en matière de promotion sportive.

Président du club de handball de Nîmes, qui a été plusieurs fois champion de France, il lui a assuré un soutien financier prélevé directement sur le budget du conseil pour rémunérer des joueurs ou même régler l'hébergement des arbitres. Ainsi, une facture « du 22 février 1991, 17 662 francs, correspond à un séjour de deux jours dans un des meilleurs hôtels de Nîmes : cinq chambres pour quatre personnes, 1 000 francs de fleurs, 1 800 francs de champagne, 615 francs de bar, 5 067 francs de repas et 1 500 francs de coffrets cadeaux. »

Ancien ministre délégué au commerce et à l'artisanat dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy, élu particulièrement actif au niveau national, M. Baumet facturait non seulement ses déplacements, en avion Falcon 10, au département, mais il utilisait l'hélicoptère du service départemental d'incendie et de secours pour des vols vers sa résidence secondaire sur la Côte d'Azur ou vers

sa commune. Le jugement des magistrats sur les opérations lancées par le département, lors de la présidence de M. Baumet, n'est pas plus clément. Le rapporteur de la chambre souligne « l'ignorance du code des marchés publics » et l'existence de favoritisme dans le choix des entreprises.

Dans le cadre des opérations de construction et d'entretien des collèges, qui représentent un investissement de 519 millions de francs, le rapport révèle des manquements graves aux règles de la concurrence. Ainsi dans le cas de l'attribution des travaux du collège Saint-Hippolyte-du-Fort, en 1993, « par deux fois l'entreprise la moins-disante n'a pas été retenue, sans motivation. En 1994, pour un marché de refectoire du même collège, le titulaire du même marché a été choisi au motif qu'il avait exécuté les marchés de 1993. »

Loué par le conseil général pour

y créer une Maison du Gard, à la fin de 1989, un vaste espace près du rond-point des Champs-Élysées, à Paris, censé dynamiser l'image du département, s'est révélé à moitié occupé ; la chambre estime que « les résultats sont décevants pour

une dépense de 32 millions de francs ». Les rapports d'activité font état, pour le premier semestre 1995, de six manifestations sur douze jours. De plus, une partie des bureaux a été affectée à des personnes attachées directement

au service de Gilbert Baumet, telles que son attachée de presse ou son propre frère, attaché parlementaire. Résultat : les frais financiers de l'assemblée départementale ont connu une évolution liée à l'endettement croissant de la collectivité, trois fois supérieur à la moyenne nationale.

« Cette dérive est d'autant plus préoccupante, affirme la chambre, que l'augmentation des recettes n'a été elle-même acquise qu'en augmentant lourdement la fiscalité (...). Le département s'est engagé au-dessus de ses moyens. » La situation du département a déjà conduit la chambre régionale des comptes à déclarer comptables de fait plusieurs élus et hauts fonctionnaires départementaux (Le Monde du 21 février), dont Alain Journet, successeur de M. Baumet à la tête du département.

Jacques Follorou

COMMENTAIRE

SALUBRITÉ

PUBLIQUE

La lettre d'observations définitives de la chambre régionale des comptes du Languedoc-Roussillon sur la gestion électorale du département du Gard est un élément supplémentaire à verser au débat en cours sur le rôle de ces juridictions : à l'heure où de nombreux élus souhaitent limiter l'ampleur de leurs investigations (Le Monde du 8 mars), les magistrats du Languedoc-Roussillon apportent, une nouvelle fois, la preuve que les chambres régionales des comptes font œuvre de salubrité publique.

Personne ne disconvient que des correctifs de forme pourraient être utilement introduites dans leur mode de fonctionnement. A condition qu'il ne s'agisse pas de museler une institution, indispensable « auxiliaire de la démocratie », selon la formule - juste - de Pierre Joxe, premier président de la Cour des comptes, dont les chambres régionales sont l'émulation. Les pouvoirs publics seraient même bien inspirés de leur donner des moyens supplémentaires. En espérant qu'un jour - une fois soldés les comptes des années 80, qui furent des « années-ric » pas seulement pour les milieux d'affaires, mais aussi pour un certain nombre d'élus - les chambres n'aient plus à dresser un bilan aussi accablant que celui établi pour le conseil général du Gard.

Jean-Louis Andréani

DÉPÊCHES

■ BRETAGNE : le Parlement de Bretagne, ravagé par un incendie en février 1994, a reçu lundi 10 et mardi 11 mars ses nouvelles charpentes métalliques, destinées à remplacer l'antique structure en chêne fabriquée au XVIII^e siècle par les charpentiers de Saint-Malo, complètement détruite dans le sinistre.

■ SAVOIE : la compagnie aérienne TAT, filiale de British Airways, a annoncé qu'elle se retirerait fin mars de l'aéroport de Chambéry - Aix-les-Bains (Savoie), où elle emploie une dizaine de personnes, et cesserait d'assurer les trois vols quotidiens à destination de Paris-Orly : la fréquentation de cette ligne, qu'elle exploite depuis 1980, ne cesse de baisser depuis la mise en service du TGV en 1983. Le lancement en 1989 par TAT de trois vols quotidiens entre Paris et Annecy (Haute-Savoie) a en fait eu pour effet d'affaiblir encore la position de la plate-forme de Chambéry. Proteus Airlines, basée à Dijon, devrait prendre le relais. Le choix de cette petite compagnie membre du groupe Air France pour succéder à une filiale de British Airways risque d'exacerber la concurrence entre les deux aéroports de Savoie et de Haute-Savoie. (Corresp.)

■ CATASTROPHES : la Haute-Garonne, la Seine-Maritime, le Nord sont les trois départements les plus touchés par les catastrophes naturelles ces huit dernières années, selon le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA). La Haute-Garonne compte à elle seule 153 dossiers, la Seine-Maritime 145, le Nord 134, les Alpes-Maritimes 130, la Gironde 112, le Pas-de-Calais 100, le Gers 99, la Seine-et-Marne 93. Le CDIA indique que 9 400 communes sont menacées par les inondations, 5 500 par des risques sismiques, 4 500 par des glissements de terrain et environ 600 par les avalanches.

■ ÎLE-DE-FRANCE : le développement rural s'impose comme « un axe stratégique de la politique de l'Île-de-France, dont 80 % du territoire est constitué d'espaces agricoles ou forestiers et 20 % d'espaces urbains », a indiqué jeudi 13 mars le conseil économique et social régional, estimant que « l'espace rural a besoin de la ville et réciproquement ».

ATTENTION : "Les publications contiennent des renseignements participant à l'information. Le logo Intel Inside et Pentium sont des marques déposées de Intel Corporation.

COMPAG

ATTENTION
CET ORDINATEUR EST COMPTÉ
POUR SERVIR LES ENTREPRISES.

Nom : Compag Deskpro

Matricule : 2000 5133

Mis à prix : 6 990 FHT (soit 8 430 TTC)

Signes particuliers : Equipé du processeur Intel Pentium 133MHz, garanti 3 ans, moniteur 14" inch.

Observations : Cet ordinateur de bureau fait partie d'une bande également recherchée. On signale entre autres la présence de portables et de serveurs eux aussi mis à prix. Les cibles exclusives de ces ordinateurs sont les entreprises.

Cet ordinateur est mis à prix.
Pour tout renseignement,
appelez vite ce numéro.

0 803 804 805*



COMPAG
A SUIVRE...

مكتبة الأمل

HORIZONS

ENQUÊTE

L'UN n'aime rien tant que la nature, la terre et les arbres, l'autre préfère rêver, la tête dans les nuages. Jean-Claude Skrela raffole de ces longues parties de chasse où l'on se

lève dès l'aube pour retrouver le chien, le fusil, les copains. Pierre Villepreux n'a de cesse de s'abîmer en des pensées profondes comme des gouffres, quitte à ne plus rien voir du monde. Parfois, il s'oublie dans ses songes. Il ne dit plus ni bonjour ni au revoir. Il est ailleurs.

Jean-Claude Skrela ne s'égare jamais, accroché au réel comme à la seule chose qui vaille sur cette Terre. Longtemps, il a peu parlé. Jaloux de préserver ses secrets d'homme, il se dissimulait derrière la discrétion. Il laissait à d'autres la gloire éphémère des télé, des micros, s'épargnant le pensum de longues déclarations. Pierre Villepreux n'a pas peur des mots. Il les apprécie, les savoure trop pour refuser une explication. Pédagogue il est, pédagogue il mourra, éternellement avide de faire comprendre.

A égrener les différences, on aurait parié sur deux destins séparés, des vies parallèles au croisement impossible. Et ce sont ces deux-là qui s'entendent sans mot dire. Qui forment une paire d'inséparables, un duo d'entraîneurs unis, au point de ne former parfois dans les parloirs des autres plus qu'un seul nom, Villepreux-Skrela. Le patronyme d'une alchimie parfaite, d'un modèle de coopération. Quand Jean-Claude Skrela prend la tête de l'équipe de France de rugby, à l'automne 1995, il a consulté Pierre Villepreux, ainsi que quatre ou cinq personnes de confiance. Ce dernier lui a conseillé « d'y aller ». Personne n'est dupe. Si Skrela accepte la charge, Villepreux finira par le rejoindre. Il patiente quelque temps au sein d'une commission de réflexion. On se voit. On se parle. On réfléchit ensemble.

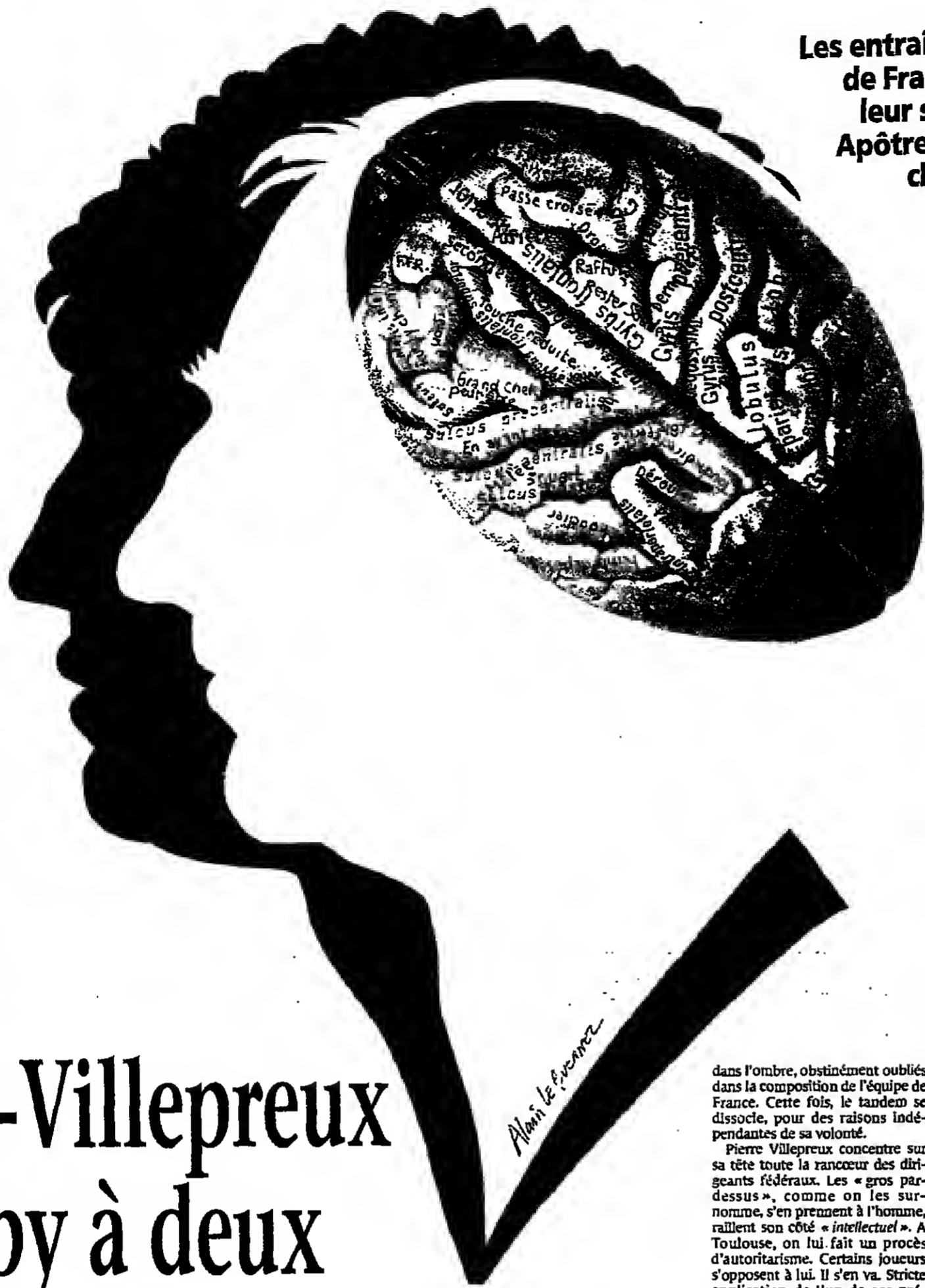
En janvier 1997, l'union au sommet devient officielle. Skrela est l'entraîneur, Villepreux, son assistant technique. Ils se moquent de ces titres, puisqu'entre eux la confiance est reine. Il n'y a pas de place pour l'orgueil. L'important, c'est de se retrouver sur le terrain,

Skrela-Villepreux le rugby à deux

riches de leur entente, d'un passé en commun déjà long, et d'une foule de projets d'avenir. « Il me paraissait vital de les rassembler », admet aujourd'hui Jo Maso, le manager du XV tricolore, en insistant sur chaque mot. Il n'a fallu que le temps de valancer les réserves de la Fédération française de rugby (FFR), dont Pierre Villepreux fut longtemps la bête noire.

Quand leur histoire a-t-elle commencé ? La mémoire leur paraît de drôles de tours. A cinquante-trois ans, Pierre Villepreux est l'aîné. Son premier souvenir de « Jean-Claude » concerne le joueur et le cosquprier. C'était un match de l'automne 1971. Toulouse affrontait Narbonne, là-bas dans les tréfonds de l'Aude. « On avait marqué beaucoup de points, se rappelle l'ancien arrière et buteur. En face, il y avait Walter Spanghero. C'était le premier match de Jean-Claude avec le Stade toulousain. Je l'avais trouvé excellent. » Au jeu du souvenir, le troisième ligne Skrela l'emporte pourtant sans discussion. Il se rappelle de ses seize ans et demi, de son adolescence gersoise, de ses dons précoces pour le rugby. A l'âge des cadets, il jouait déjà avec les grands. En 1966, l'Isle-Jourdain, le club de ses débuts, s'en vint défier l'équipe réserve du Stade toulousain. C'était le temps où Villepreux, le grand arrière fraîchement débarqué de Brive, ne prêtait aucune attention au jeune Skrela. Ou ce dernier remarquait tout, observait sans cesse, pour ne rien perdre du contact des meilleurs.

L'anecdote n'a guère d'import-



Les entraîneurs de l'équipe de France n'avaient que leur sport en commun. Apôtres du mouvement, chantres du risque, c'est autour de leur passion pour le jeu qu'ils se sont découverts, il y a presque trente ans, et forment aujourd'hui un tandem très complémentaire

neur, il conseille plusieurs fois l'équipe d'Angleterre. Puis il se retire sur l'université de Limoges, où il enseigne l'éducation physique, et entraîne avec un sérieux inébranlable l'équipe de rugby. Loin de l'attention médiatique, les deux hommes se découvrent peut-être plus amis qu'ils ne le pensaient. Ils se voient moins, s'apprécient toujours. Villepreux n'en a « rien à foutre de la chasse », aux dires de Skrela. Cela n'empêche rien. Il lui voue « une très grosse confiance, une confiance sans borne ». Après s'être épaulés dans le succès, ils ont pu mesurer dans l'adversité la force de leur lien. Plus tard, Jean-Claude figurera au nombre des invités de marque du cinquantième anniversaire de « Pierrot », chez lui à Pompadour, en Corrèze.

« On s'est retrouvé, comme si on ne s'était pas quitté. » Jean-Claude Skrela célèbre à sa manière une reconstitution de tandem dissous. Tous deux auraient-ils pu rêver plus belles retrouvailles ? Quel meilleur défi que le XV de France pour prouver aux sceptiques, aux méfiantes, que le jeu de mouvement accouche d'équipes qui plaisent et qui gagnent ?

EN région parisienne, le château La Voisine, où l'équipe de France prépare les rencontres internationales, a pris des airs toulousains. Villepreux et Skrela sont à nouveau le centre d'un petit monde qui suit leurs faits et gestes. Supporteurs, curieux, journalistes... Ils se persuadent que rien n'a changé. Entre eux, c'est sûr. « Nous avons toujours la même conception du jeu, du joueur, revendique Jean-Claude Skrela. Nous ne sommes pas jaloux l'un de l'autre. Lui pourra passer dix fois à la télé, et moi jamais, je n'en ressens aucune envie. » Pierre Villepreux s'amuse de leurs rares divergences, dont il fait un nouveau signe de complémentarité. « Jean-Claude est un avant qui souligne toujours la dimension du combat, de la souffrance, précise-t-il. Il aime gagner. Moi, je dis qu'il n'y a pas de honte à perdre, quand on a bien joué. »

Au terme de leur premier hiver en tricolore, le duo aura peut-être déjà en poche une victoire dans le Tournoi des cinq nations et, si l'Ecosse le veut, un grand chelem. Ils ne s'arrêteront pas là. L'essentiel reste à faire. Conquiesce l'opinion rugbystique ? que le jeu l'emporte sur les joueurs, que le système est plus fort que l'homme. Préparer le groupe France à naviguer au grand large, à accoster au mieux aux rivages de la Coupe du monde 1999. Dans le scintillement de leurs yeux, le soudain éclat de leurs paroles, on devine que tel est leur horizon rêvé. Après, il sera toujours temps de laisser libre cours à l'amitié simple et entière. L'histoire de Pierre Villepreux et de Jean-Claude Skrela attend encore sa conclusion. Y a-t-il autre chose que le jeu pour les rassembler ? Ne se sont-ils pas choisis, au bout du compte, comme Montaigne avait élu La Boétie, au-delà de toute raison ? « Parce que c'était lui, parce que c'était moi. »

Pascal Ceaux
Dessin : Alain Le Querrec

dans l'ombre, obstinément oubliés dans la composition de l'équipe de France. Cette fois, le tandem se dissocie, pour des raisons indépendantes de sa volonté.

Pierre Villepreux concentre sur sa tête toute la rancœur des dirigeants fédéraux. Les « gros par-dessus », comme on les surnomme, s'en prennent à l'homme, raillent son côté « intellectuel ». A Toulouse, on lui fait un procès d'autoritarisme. Certains joueurs s'opposent à lui. Il s'en va. Stricte application de l'un de ses préceptes : « Le pire quand tu entraînes, c'est quand tu te rends compte que tu n'es plus entendu. » Jean-Claude Skrela reste une saison supplémentaire et ne fait que différer la dure leçon de l'ingratitude, ou peut-être de l'usure du temps. Mais rien n'est parvenu à les braver. Dans les difficultés qu'il rencontre, Villepreux trouve une nouvelle occasion de vanter « la loyauté et l'honnêteté de Jean-Claude ». Ils continuent de se voir en privé. Pour parler de jeu, encore et toujours, l'éternelle obsession commune. Lorsque Skrela quitte à son tour le club, c'est à certains joueurs qu'il en veut. « Je ne leur pardonnerai jamais, pro-

pragmatique, évoque Robert Bru. Pierrot, c'était le torturé par sa passion, un type très sensible, toujours en train de cogiter son problème, et son problème, c'est le rugby. Ils étaient complémentaires. »

Au nom de cette complémentarité, Pierre Villepreux n'hésite pas une seconde à s'associer avec Jean-Claude Skrela, dès que celui-ci renonce à sa carrière de joueur, en 1993. Quand il s'agit de jeu, les différences s'effacent. Les caractères s'estompent au service d'une visée commune. Au fil des mois, Toulouse et ses entraîneurs deviennent une référence. Ils se comprennent de mieux en mieux,

« Skrela était le bougon, le décidé, le pragmatique. Pierrot, c'était le torturé par sa passion, un type très sensible, toujours en train de cogiter son problème, et son problème, c'est le rugby »

se parlent de moins en moins et gagnent de plus en plus. Sous leur direction, le Stade obtient trois titres de champion de France (1985, 1986, 1989). Il acquiert un style, une aura. Rob Andrew, le demi d'ouverture de l'équipe d'Angleterre, se laisse tenter par l'expérience. Il traverse la Manche pour s'initier aux finesses du jeu de mouvement. La réussite, rebaptisée arrogance en haut lieu, a provoqué la colère fédérale. Toulouse brille. Ses joueurs sont maintenus

clame aujourd'hui encore, celui qui est devenu l'entraîneur du XV de France. Villepreux et moi, nous étions plus stolidistes qu'eux. Et l'honnêteté, je ne joue pas avec ça, ça fait partie de mon éducation. »

Ce sont les débuts d'une courte traversée du désert. Jean-Claude Skrela prend en charge l'équipe de Colomiers. La banlieue toulousaine n'a pas les moyens de sa capitale. Pierre Villepreux se ménage un bref détour par Brive. A la demande de Jack Rowell, l'entraî-

la double crise coréenne men

les socialistes en quête d'une

سكرا و Villepreux

La justice, la politique et le bon sens

Suite de la première page

Dans l'affrontement gauche-droite qu'il est chaque jour plus urgent de nourrir pour éviter la montée des extrémismes, la « justice » est l'un des éléments par lesquels la majorité peut le mieux affirmer avec force ses valeurs.

Notre système judiciaire n'a que trop tendance à perdre de vue l'axe sur lequel doit reposer la balance que le peuple lui confie. Cet axe, c'est la liberté. La démocratie, la république, l'État de droit sont d'abord au service de la liberté comme le sont les outils qu'ils forgent pour la garantir. Mais il s'en faut de peu pour qu'ils deviennent à leur tour oppresseurs. Le folsomme des lois et des règlements menace la sécurité juridique. Pas une majorité qui n'arrive avec un nouvel arsenal juridique. Pas un ministre qui ne résiste à la tentation de donner son nom à une loi. C'est une maladie bien française que d'imaginer que l'on résout les problèmes en modifiant la législation.

Les juges n'y sont pour rien. Ils ne font qu'appliquer et interpréter des textes sans cesse plus nombreux, complexes et parfois contradictoires. Il n'est que temps que le législateur réagisse en décidant d'un moratoire législatif, du moins le temps de mettre un peu d'ordre dans le labyrinthe qu'est devenue notre législation. Nous avons besoin de moins de lois qui, du coup, seront plus claires à appliquer et plus simples à comprendre. Le vieil adage « Nul n'est censé ignorer la loi » pourra de nouveau être valablement invoqué.

Nous reviendrons ainsi à cette lecture du droit limpide et claire qu'appelaient de ses vœux Stendhal. Dans le même mouvement, il nous faut rééquilibrer notre droit, trop prompt à la sanction et pas assez enclin à la réparation. La règle pénale doit être réservée aux cas où notre société est menacée dans son organisation ou dans l'intégrité de ses membres. Assurer la protection des personnes et des biens, tel est bien son objectif premier pour ne

pas dire exclusif. Or l'on constate que, sans lien réel avec cet objectif, notre droit pénal a été encombré de quantité d'infractions formelles ou obscures. Il faut l'en débarrasser pour lui restituer sa pleine force. La dépenalisation du droit des sociétés et du droit commercial est une priorité, tant pour la lisibilité de la loi que pour stopper la paralysie que cette inflation de pénalisation ne manque pas de provoquer dans notre système économique.

A l'inverse, nous devons reconnaître que, si la justice est si souvent saisie, c'est en grande partie dû à la faiblesse, voire à l'absence des contrôles en amont. Les conseils d'administration n'ont pas assez d'informations et de pouvoirs. Les actionnaires minoritaires ont trop souvent été bafoués. Pour les collectivités locales, le contrôle de légalité exercé par les services préfectoraux est bien souvent embryonnaire, faute de moyens. Il serait en outre particulièrement choquant de revenir sur les pouvoirs des chambres régionales des comptes, dont le rôle est utile, voire indispensable. Ce simple énoncé montre combien la pénalisation est une mauvaise réponse à des problèmes que l'on peut résoudre autrement.

J'ajoute que, si la prison est la réponse normale, évidente à la commission d'un crime ou d'un délit ayant porté atteinte à l'intégrité physique d'une personne, elle doit être l'exception lorsqu'il s'agit de punir l'atteinte portée à l'intégrité d'un bien. Dans ce second cas, on ne facilitera pas la réparation pour la victime en enfermant le délinquant. Bien au contraire, on contribuera à rendre ce dernier insolvable.

Peut-on espérer en un débat démocratique où l'on prendrait le temps de réfléchir sans a priori, sans excès à des questions aussi complexes que la proportionnalité et l'exemplarité des peines. Je suis consterné de voir avec quelle facilité on emploie des mots dont la signification est directement contraire avec notre État de droit. « On prétend condamner au nom de l'exemplarité ! » Non, on doit condamner à proportion de la gravité des fautes commises, pas pour faire un exemple ! La démocratie n'a que faire des exemples, elle aspire à la justice et donc à l'équilibre.

Je suis de ceux qui pensent que les délits économiques doivent être sévèrement sanctionnés, ne serait-

ce que parce qu'ils perturbent le fonctionnement de notre économie. Mais, à la lumière des récents et dramatiques faits divers, a-t-on le droit de penser et d'écrire que les véritables priorités de la justice ne se trouvent pas que là ?

Peut-on écrire, sans être accusé de complicité ou de noirs desseins au service de la protection de ses présumés amis politiques, que notre système de prescription est devenu parfaitement déraisonnable.

L'abus de biens sociaux comme d'autres délits, d'ailleurs de plus en plus nombreux, est de fait imprescriptible. Aussi peut-on demander des comptes aujourd'hui, et pour de

bien social est imprescriptible. Le crime est prescrit par dix ans !

La prescription, qui est nécessaire, car on crée plus de désordres à rouvrir de vieilles plaies qu'à consacrer l'oubli, ne se divise pas au gré des priorités pénales du moment. Va-t-on inventer un code pénal à prescription variable des délits ?

Que dire aussi de l'utilisation qui est faite de la garde à vue et de la détention provisoire ? L'enquête policière et l'instruction sont d'abord au service de la recherche de la preuve. Il ne faut pas confondre cette recherche avec la poursuite de l'aveu. Il faut s'opposer une fois pour toutes à ce que ces

La prescription, qui est nécessaire car on crée plus de désordres à rouvrir de vieilles plaies qu'à consacrer l'oubli, ne se divise pas au gré des priorités pénales du moment

nombreuses années encore, à des chefs d'entreprise pour avoir participé, bon gré mal gré, à des systèmes de financement de la vie politique connus et tolérés de beaucoup à l'époque. A l'inverse, il ne sera pas possible de juger, s'il nous était renvoyé, notre compatriote accusé de nombreux crimes en Inde au motif qu'il aurait assassiné et volé il y a plus de dix ans.

Dans la première hypothèse, alors que parfois aucune victime ne se plaint, les poursuites s'ajoutent aux poursuites inexorables. Dans la seconde, des familles éplorées sont renvoyées à leur malheur. L'abus de

mesures soient utilisées comme des moyens de pression. Blessures graves à la présomption d'innocence, elles doivent être réservées aux cas d'atteinte aux personnes.

La question des moyens au service de la justice revient sans cesse. C'est à juste raison, mais hélas de façon incomplète.

Ce département ministériel est celui pour lequel l'effort le plus constant et le plus significatif a été consenti ces dix dernières années. En ma qualité de ministre du budget du gouvernement d'Edouard Balladur, j'ai travaillé à la préparation de la loi quinquennale pour la justice

qu'il a fait adopter. J'avais alors fait valoir la nécessité de réduire la dispersion des moyens judiciaires.

Près de cent juridictions n'ont d'autre justification que le poids d'une histoire aujourd'hui dépassée. Il faut revoir la carte judiciaire, et les élus locaux doivent se persuader que la vocation de la justice n'est pas de générer une activité locale. Les maires, notamment, ont une responsabilité particulière. La défense légitime des intérêts de leur commune ne peut se faire au détriment de la modernisation de notre système judiciaire. Faute de remettre en ordre notre carte judiciaire, le budget de la justice, du haut de ses 1,31 %, sera toujours insuffisant et ressemblera au tonneau des Danaïdes.

Cette réorganisation doit aussi permettre de mettre à plat les réels besoins en matière de justice. Quelles sont parmi les fonctions judiciaires celles qu'il convient de maintenir dans une suffisante proximité des justiciables ?

La distribution entre tribunaux d'instance et de grande instance a-t-elle encore une justification ? L'existence de deux ordres de juridiction

issue de la Révolution et spécifiée bien française doit-elle perdurer ? Autant de réflexions qu'il convient d'avoir et qui me semblent plus cruciales que celle qui consiste à savoir s'il y a lieu ou non de rompre le lien entre la garde des sceaux et les parquets. Qu'apportera donc cette rupture ? Alors que, depuis 1994, désormais, le garde des sceaux ne peut, dans les affaires sensibles, donner d'instructions qu'écrites et versées au dossier.

La nécessaire indépendance de la justice ne doit pas tourner au corporatisme. Nombreux sont les ma-

gistrats qui, avec un grand bon sens, ne souhaitent pas cette évolution. Cela d'autant plus qu'il est au contraire question de recréer ce lien.

Qu'on m'entende bien. Il ne s'agit pas de rétablir l'identique un système qui n'est plus de notre temps. Il est question, plutôt, d'envisager les voies qui permettront tout à la fois d'unifier dans le pays la conduite de l'action publique, d'en préserver l'exercice du soupçon tout en garantissant la légitimité de ses acteurs.

C'est le devoir de la majorité sortie des urnes de faire valoir ses priorités en matière pénale. Exercice difficile et qui mérite qu'on s'y penche à deux fois. C'est notamment la mission que le président de la République a confiée à la commission présidée par Pierre Truche. Encore une fois, il a eu raison d'ouvrir ce grand chantier. Mais il revient aux politiques d'apporter leur pierre à un édifice qui, parce qu'il doit être tout d'équilibre, appelle l'engagement de tous. Car, au final, c'est notre capacité à créer une démocratie achevée et apaisée qui est en cause.

Le juge a un rôle essentiel à jouer. Il faut lui faire confiance. Il faut lui donner la place à laquelle il a droit dans notre système institutionnel. Il faut lui garantir l'indépendance sans laquelle il ne pourra mener à bien sa mission.

Mais respecter les juges, c'est aussi parler de ce qui est notre bien commun : la justice, sans crainte d'aller à contre-courant. C'est à ces conditions que la justice, la politique et le bon sens feront à nouveau bon ménage.

Nicolas Sarkozy

AU COURRIER DU MONDE

LE TEMPS DES SOUPÇONS GÉNÉRALISÉS

Je me permets de vous raconter une petite histoire, stupide, banale, et inquiétante à la fois. Elle est relative au renouvellement de mon passeport, une tracasserie qui m'a pris plus de deux mois pour les raisons suivantes.

Acte 1 : lorsqu'on est français né à l'étranger (c'est mon cas, je suis né au Congo, à l'époque Afrique équatoriale française), il est nécessaire de se procurer un acte de naissance pour prouver son identité. La règle est de s'adresser à Nantes, au service central d'état civil du ministère des affaires étrangères. Inutile d'essayer d'appeler ce service pour se renseigner, personne ne répond jamais au téléphone. Il convient donc d'écrire en espérant qu'on aura bien reçu votre courrier, et en étant bien sûr que vous aurez fourni tous les documents utiles. Sans quoi, recalé. Le délai est d'un mois pour obtenir ce document. Jusque-là, le tracassé limite à s'armer de patience.

Acte 2 : sûr d'avoir tous les papiers en mains, je me rends à la mairie de mon domicile, et j'apprends que, outre mon léger handicap d'être né au Congo, je possède un autre désavantage : ma mère, qui est française, avec un com bien de chez nous, est également née en Afrique (que voulez-vous, c'étaient les colonies). Eh bien, il faut que je prouve qu'elle n'est ni malienne ni soudanaise, en apportant les attestations nécessaires. Elle ne vit pas à Paris, et outre cet obstacle, je me vois mal lui demander une photocopie de ses papiers. J'ai songé, si elle s'était appelée Levy ou Cohen, qu'aurait-on demandé en plus ?

Acte 3 : ma femme est née en Bosnie, mais de nationalité australienne depuis plus de vingt-cinq ans. Quelques questions plus ou moins maladroites de la fonctionnaire zélée me font comprendre que, là encore, tout cela n'est pas très normal, et qu'avoir épousé une étrangère pourrait bien être un problème supplémentaire. Heureusement, j'avais mon livret de famille, qui prouvait que nous étions bien mariés.

J'ai conscience que mes petites misères sont assez futiles au regard des humiliations permanentes que rencontrent les étrangers vivant en France pour obtenir des papiers. Mais elles sont un signe de la régression française : le fait de considérer que, même parmi les Français, certains ne le sont peut-être pas tout à fait : juifs, « beurs », couples mixtes, Français nés à l'étranger, noms de famille « bizarres », et autres « basanés ». Le fait d'aller chercher de l'étranger et de l'étranger dans le moindre recoin de la citoyenneté française montre que nous sommes revenus au temps des soupçons généralisés qui faisait la bassesse de la France de Vichy.

Yann du Bouëtiez
de Kerouguen,
Meudon (Hauts-de-Seine)

JE NE VEUX PAS ÊTRE COMPLICE

Je suis atterré par ce qui se passe en France ! Je suis atterré par cette crise économique qui entraîne prévarication, xénophobie, absence de décision, lâcheté et mépris pour rendre un culte obscène au veau d'or. Dans ce climat délétère où plus aucun chef ne veut décider, où le petit monde des sans-grade se comporte en troupeau terrorisé, où presque personne ne réagit, moi, je ne veux pas être complice. (...) Je suis atterré que nos dirigeants politiques aient, à droite comme à gauche, aucune idée, aucun projet pour remettre notre pays sur les rails. (...) Nous aurions besoin d'un grand homme, d'un nouveau général de Gaulle qui incarne la volonté de renouveau et d'action pour contrer tout ce qui nous « rataine » en ce moment.

Nous sommes en train de devenir des médiocres en étant persuadés d'être les meilleurs. C'est un désastre dont le ne veux pas être complice. Et pourtant, il n'est pas bien difficile d'inscrire notre pays et l'Europe dans une vision dynamique. A nos portes, l'Amérique du Sud et l'Asie bougent en travaillant. En travaillant beaucoup ! Et les succès sont au rendez-vous. Pourquoi ne ferait-on pas de même ?

Guy Longueville,
Boulogne (Hauts-de-Seine)



Andie Mac Dowell



مكتبة

La diversité des achats d'art

par Pierre-Alain Four

UN débat sur l'art contemporain ne saurait faire l'économie des évolutions qu'a rencontrées la production artistique au cours de ce siècle, et plus particulièrement lors des quarante dernières années. Mais le constat est là : le propos de l'art a changé, les œuvres se sont transformées et l'acceptabilité artistique s'est élargie. Or que doit faire la puissance publique face à ces évolutions ? Doit-elle en rendre compte ou les laisser de côté, comme ce fut le cas à la fin du XIX^e siècle et pendant la première partie du XX^e ?

Marc Fumaroli estime (*Le Monde* du 8 mars) que l'Etat « tranche de son propre chef dans cette diversité » et se « fait le dépositaire d'une orthodoxie esthétique ». On ne lui contestera assurément pas le droit de refuser ces nouvelles formes artistiques. Par contre, il serait déplorable de laisser se développer des contrevérités concernant les « choix » artistiques de la puissance publique : il se trouve au contraire qu'elle reflète la pluralité du débat bien plus qu'elle ne s'engage. Marc Fumaroli fait allusion aux fonds régionaux d'art contemporain (FRAC). L'analyse de leurs acquisitions entre 1982 et 1992 montre que ces organismes, financés à parité par l'Etat et les conseils régionaux, ont acquis de manière diverse.

Pour évaluer la notoriété des ar-

tistes, nous avons mis au point une échelle. Pour connaître l'attitude des responsables des acquisitions à l'égard de l'histoire récente de l'art, et notamment des courants les plus connus de l'art contemporain, nous avons répertorié les classifications historiques contemporaines. Pour apprécier l'attitude à l'égard de la redéfinition de l'acceptabilité artistique, nous avons créé une taxinomie analytique originale. Plusieurs acceptions de l'art coexistent, nous avons énuméré ces propositions, c'est-à-dire listé les différentes « définitions » de l'art.

La répartition entre les différentes notoriétés est équilibrée, mais il y a de forts contrastes d'un FRAC à l'autre : 30 % des achats sont réalisés sur des artistes sans notoriété et 30 % sur des artistes dont la notoriété est faible. Cependant, on doit souligner que les FRAC ont aussi acheté près de 25 % d'artistes connus et plus de 15 % d'artistes très connus. Trois FRAC ont consacré aux artistes sans notoriété la moitié ou plus de leurs acquisitions : Martinique (75 %) et Alsace (51 %), le FRAC Basse-Normandie se situant juste en dessous de cette limite (49 %). A l'autre extrémité, dix FRAC ont consacré plus de 20 % de leurs achats à des artistes connus et quatre leur ont consacré moins de 9 % de leurs achats.

Par conséquent, il est impossible de dire que les FRAC se sont

contentés d'acheter des artistes inconnus, de même qu'il est faux d'affirmer qu'ils ont concentré leurs achats sur les vedettes de l'actualité artistique. Les responsables des FRAC ont, au contraire, adopté une position moyenne, qui consiste à répartir les risques entre artistes ayant accédé à la notoriété et les autres.

Leur attitude à l'égard des œuvres inscrites dans une école ou un courant historique récent est, là encore, très contrastée. Les résultats obtenus apportent la

preuve qu'aucune école n'a été privilégiée. Pris dans leur ensemble, 26 % des achats réalisés par l'ensemble des FRAC peuvent être rattachés à un courant. Cinq FRAC ont consacré moins de 15 % de leurs achats à des artistes inscrits dans des courants : Martinique (11 %), Franche-Comté (12 %), Ile-de-France et Haute-Normandie (13 %), Basse-Normandie (14 %). A l'opposé, neuf FRAC ont consacré plus de 30 % de leurs achats à des artistes inscrits dans des courants : Bour-

gogne (45 %), Nord-Pas-de-Calais (42 %), Aquitaine (36 %), Auvergne (35 %), Rhône-Alpes (34 %), Poitou-Charente (33 %), Provence, Picardie et Centre (31 %).

Par ailleurs, quarante courants artistiques différents sont représentés au sein des FRAC. Les deux courants qui viennent en tête sont français, les quatre suivants internationaux. Les courants proportionnellement les mieux représentés sont : l'abstraction lyrique (13 %), la nouvelle figuration (9 %), le Supports/Surfaces (8 %), l'art in-

formel (7 %), la critique de la représentation (7 %), le *narrative art*, l'art conceptuel (6 %). L'accusation selon laquelle les achats des FRAC auraient privilégié « les grands courants internationaux » n'est pas vérifiée quand on analyse de manière exhaustive leurs achats. A fortiori, l'idée selon laquelle l'art povera ou encore l'art conceptuel auraient été outrageusement favorisés tombe d'elle-même.

Près de la moitié des œuvres originales achetées (48 %) sont réalisées sur des supports conformes à la définition traditionnelle de l'acceptabilité artistique. La seconde moitié des œuvres se répartit comme suit : 30 % des œuvres sont réalisées sur des matériaux industriels, 6 % sur des matériaux naturels, 6 % sur des matériaux médiatiques, 2 % font appel à plusieurs matériaux. Par contre, certains FRAC ont privilégié tel ou tel type de matériaux. S'agissant des matériaux traditionnels, on constate de fortes disparités d'un FRAC à l'autre, puisqu'il y a un écart de 1 à 3 entre la Corse (27 %) et la Martinique (86 %). Pour ce qui concerne les œuvres reposant sur des matériaux industriels, la situation est encore plus contrastée : l'écart entre les FRAC Martinique (7 %) et Bourgogne (43 %) est de 1 à 6.

Les résultats font apparaître un écartisme concernant la pluralité des thématiques artistiques encore plus large que pour les matériaux. 33 % des œuvres achetées ont pour thème l'abstraction. Deux autres redéfinitions thématiques sont bien représentées : les œuvres qui ont pour sujet l'art lui-même (24 %) et les œuvres ayant une problématique politico-sociale (19 %). Viennent ensuite les œuvres qui ont pour sujet une figuration traditionnelle (9 %), et enfin celles qui cherchent à élargir les ressources artistiques (6 %). Les FRAC ont acheté des œuvres dont la définition s'éloigne de l'acceptation traditionnelle. Ils ont consacré la moitié de leurs achats à des

œuvres ayant une thématique moins admise que la figuration et l'abstraction. Par conséquent, les FRAC ont largement pris en compte les œuvres proposant une redéfinition radicale de l'œuvre d'art.

On ne peut pas dire que les FRAC ont été assujettis au marché ou à une hypothétique internationale avant-gardiste. Les responsables des achats ont exprimé des points de vue variés, et souvent même tranchés les uns par rapport aux autres. L'idée d'un académisme non avoué mais conduisant à une reproduction des attitudes d'un FRAC à l'autre n'est pas vérifiée lorsqu'on étudie de manière exhaustive les œuvres achetées. Par ailleurs, on ne peut pas dire que l'Etat participe à une officialisation de l'avant-garde ou, comme le dit Marc Fumaroli, qu'il soit « jaloux et doctrinaire » en raison de la multiplicité des œuvres, et donc des définitions de l'art auxquelles il a apporté son concours. Il n'y a pas un art d'Etat : on serait bien en peine de lister les critères qui dirigent les achats, et une telle liste, en tout cas, serait éminemment contradictoire, car l'Etat donne en fait « une chance à toutes les tendances artistiques ».

Pierre-Alain Four est docteur en sciences politiques et chargé de recherches indépendant sur le secteur culturel.

L'extinction de la peinture

par Avigdor Arikha

TOUTS ces musées rénovés, ces expositions étonnantes, ces catalogues étudiés auraient été une aubaine si seulement la vision exacte de la peinture n'y était pas déniée. En effet, l'amateur d'art en est lésé et le néophyte trompé, car la vision juste y est altérée par l'éclairage artificiel qui fausse les valeurs chromatiques. Pour l'amateur averti ayant connu la peinture à la lumière naturelle, la revoir sous éclairage artificiel est bien pire que la dégustation d'un grand vin ayant perdu son bouquet : c'est la fin des musées.

Contrairement aux exigences d'une vision juste de la peinture, l'irremplaçable lumière naturelle a été supprimée presque partout et remplacée par l'éclairage artificiel. Ce succédané présenté comme un progrès n'est qu'une régression par rapport aux merveilleuses conditions de vision que les siècles précédents nous ont léguées. Tout a été détruit, à commencer par la National Gallery de Londres, le Metropolitan Museum de New York, le MOMA, les Offices, tous les musées de Rome ou de Madrid, ainsi que la plupart des lieux d'exposition et musées parisiens, en commençant par le Grand Palais.

Ce fléau s'est répandu par le souci social - l'ouverture nocturne - mais aussi par le vent de la mode, appuyée par la croyance erronée que la lumière électrique est idéale parce que réglable et constante, et que la lumière du jour est nuisible aux œuvres. Or le tungstène, l'halogène et le néon sont émetteurs de rayons ultraviolets également. Par contre, la lumière diurne, grâce aux progrès technologiques, est dirigeable et filtrable, soit par des protections translucides, ou mieux encore par une couche de blanc pur étalée sur les bords, vieille recette d'atelier, ou par une gaze blanche très fine, qui diffuse une lumière égale et douce.

Certains architectes et éclairagistes s'imaginent même que l'on voit mieux sous un éclairage intense et artificiel. Le contraire, évidemment, est vrai : la perception chromatique n'est précise qu'à la lumière naturelle, modérée de préférence - elle permet la vision juste des nuances infinitésimales, car la lumière naturelle modère stimule les bâtonnets par l'accroissement de la rhodopsine, tandis que l'éclairage artificiel intense les inhibe. C'est que l'éclairage artificiel ne permet qu'une vision inexacte, qui s'effectue par déduction inconsciente, à cause d'un spectre variablement étrié.

Cette vision mnémotechnique, nommée constance des couleurs, fait que nous voyons toutes les couleurs à l'éclairage artificiel, mais

dans des valeurs fausses et incertaines.

Par exemple, essayez de choisir un veston en demi-teinte sous éclairage artificiel et vous vous trouverez surpris plus tard, à la lumière du jour, par votre choix. En effet, la constance des couleurs n'opère pas pour la vision tonale. Il n'y a pas de constance tonale. Chaque peintre était, et est toujours, en quête du ton juste ; anciens ou modernes, Titien ou Turner, Chardin ou Bonnard, Matisse ou Mondrian, ils sont tous trahis sous l'éclairage artificiel. La lumière est donc au musée ce que l'acoustique est aux salles de musique : elle doit être juste - imaginez une salle de concert qui fausserait l'intonation, le public en serait outré ; mais, en matière visuelle, le public reste ingénu et penche plutôt en faveur de l'éclairage des grands magasins.

La vision n'est pas que rétinienne, la vision engage l'activité totale du cerveau : voir, c'est reconnaître dans l'immédiateté ; l'expérience visuelle et émotionnelle en dépend et, par conséquent, le sort du discernement qualitatif, donc le sort de la culture visuelle. Le destin du patrimoine artistique se trouve actuellement entre les mains d'architectes, d'éclairagistes, des conservateurs et directeurs de musée, dont les préoccupations « socio-culturelles », et non visuelles, sont provoquées par un public de plus en plus vaste et profane.

Ce public ne soupçonne pas que le concours de l'éclairage artificiel à l'éclairage naturel inhibe le phénomène d'adaptation, que l'éclairage artificiel dérange les grands colorimétriques, que les attributs subjectifs de tonalité chromatique et de saturation, de l'effet d'égalisation du contraste chromatique simultané - ces fractions tonales qui sont le pivot de la peinture - sont anéantis sous cet éclairage intense. La pression publique oblige la conservation et la direction des musées de le suivre - or il faudrait pourtant éclairer le public. En attendant, tous les chefs-d'œuvre sont méconnaissables et abîmés au regard, mettant en péril la notion de qualité elle-même.

Ce qui reste de la peinture sous l'éclairage artificiel n'est que l'image - c'est comme si l'on ôtait au vin son esprit, son bouquet, ne gardant que le liquide. Faute de lumière juste, la nouvelle génération aura été déshéritée des subtilités picturales qu'elle ne peut plus reconnaître, ne les ayant jamais vues.

Avigdor Arikha est peintre et historien d'art.



مكتبة الفن

Les salariés de Vilvorde reçus à bras ouverts à l'usine Renault de Douai

Le site, fleuron de l'entreprise, a été envahi par les ouvriers belges, provoquant des débrayages

L'appel lancé par les syndicats de Renault contre le plan social en France a été peu suivi, jeudi 13 mars. En revanche, l'action commando menée

par les salariés de l'usine de Vilvorde condamnée à la fermeture a provoqué la solidarité des ouvriers de Douai. La « visite » imprévue des

Belges, en début d'après-midi, a peu à peu entraîné des arrêts de travail. Environ 600 Français se sont joints au défilé des Belges dans l'usine.

DOUAI
de notre envoyé spécial
Paradoxe : l'appel à débrayer une heure lancé par trois syndicats de Renault (CGT, CFDT, CFTC) pour protester contre l'annonce du plan social, jeudi 13 mars, a été extrême-

REPORTAGE

Les actions commando pourraient se multiplier

ment peu suivi... sauf par les salariés de l'usine modèle de Douai. Plus exactement par l'équipe de l'après-midi dans les ateliers.

Il est vrai qu'à 14 heures, au moment même où elle prenait son poste, six cars transportant trois cents salariés belges de Renault-Vilvorde effectuaient une entrée remarquée sur le parking de l'usine. Croisant les salariés de l'équipe du matin, rentrant chez eux, quelque peu héberlés, les Belges d'oôt cette fois pas eu besoin d'arracher le grillage pour pénétrer dans

l'usine Georges-Besse. Retenant la leçon de la première visite (Le Monde du 7 mars), la direction a laissé la grille ouverte.

Grâce à leur connaissance des lieux, c'est au pas de charge que les Belges se sont dirigés vers les ateliers de moutage, aux cris de « Douai solidarité » et de « Même patron, même combat ». Comme la semaine dernière, le premier accueil fut loin d'être chaleureux. Prise au dépourvu par cette « visite », la maîtrise n'avait même pas arrêté les chaînes. Les Belges ont commencé à défilé sous le regard d'ouvriers vaquant à leurs occupations.

A 14 h 25, les écrans lumineux indiquaient que vingt-cinq véhicules étaient déjà sortis des chaînes sur les vingt-six prévus. Quelques militants syndicaux de Douai cherchant à faire débrayer leurs collègues préchaient dans le désert. « Mais d'une centaine de salariés sur six mille vont débrayer », faisait mine de se réjouir un chef du département. Pourtant sa façon d'esquiver les questions révélait son malaise : « Vous voulez savoir si j'approuve les revendications des Belges ? Je ne sais

pas. Je ne comprends pas le flou-mand ». Surtout, sous ses yeux, la mobilisation prenait forme.

Les accents de passionaria de Lydie Librizzi, déléguée CFTC, exhortant à débrayer, commencent à produire leur effet. Essayant de surmonter le concert de sifflets, de sirènes et de slogans qui n'a pas cessé pendant deux heures, Lydie Librizzi demandait « aux Belges de respecter l'outil de travail et aux salariés de Douai de la rejoindre ». Petit à petit l'appel fut entendu. Les Français, qui n'avaient pas été plus de cent vingt à se joindre aux Belges la semaine dernière, étaient cette fois environ six cents à défilé dans l'usine où travaillaient à ce moment-là environ deux mille cinq cents personnes.

Entre Français et Belges, le dialogue allait bon train. « On a accepté tout, y compris de travailler neuf heures par jour. Tout ça pour rien », expliquait un adhérent belge de la FGTE, le syndicat socialiste à la CGT. Un de ses collègues, adhérent au même syndicat, en était persuadé : « Ils annoncent des déficits uniquement pour pouvoir licencier. Pas besoin d'être sortis de Polytechnique pour le comprendre. Nous, ici, on n'est pas assez pour produire toutes les Scénic que réclament les clients. C'est pourquoi tout ça. » A la tête de la manifestation pour l'adhésion syndicale n'ont pas hésité à se joindre au mouvement « même si

les chefs nous convoquent dans leur bureau. On a quarante-cinq ans. On n'a plus rien à perdre. Ce qui arrive à Vilvorde peut très bien arriver à Douai puisqu'ils construisent la Mégane au Brésil ».

Ravis de l'accueil reçu, les salariés de Vilvorde promettaient de multiplier les actions commando. La semaine dernière, selon un syndicaliste CFTC, l'usine de Douai a fabriqué 720 véhicules de moins que prévu, soit l'équivalent d'une demi-journée de production.

Frédéric Lemaître

Soutien politique à M. Schweizer

Le député RPR Patrick Dewael, proche d'Edmond Balladon, a exprimé vendredi 14 mars son « désaccord » avec ceux qui réclament la démission du PDG de Renault, en estimant que « Louis Schweizer a plutôt besoin d'être soutenu ». « On n'a pas privé Renault pour que des dirigeants politiques viennent dire ce que doivent faire les patrons ou même vouloir conduire la valise des patrons », a ajouté sur France 2 le député et maire d'Antony (Hauts-de-Seine). La veille, le porte-parole du gouvernement, Alain Lamassourie, avait déclaré que la position de Louis Schweizer à la tête de Renault ne serait pas remise en cause « à partir du moment où le plan de redressement démarre et est en cours ». De son côté, l'ancien premier ministre et député et maire de Lyon (UDF) Raymond Barre, qui était jeudi l'invité du « Forum RMC-Le Figaro », avait estimé à propos de Renault-Vilvorde que « quelques formes eussent été mieux adaptées à une situation qui est quand même dramatique ».

« La fermeture des usines, c'est la vie », selon M. Chirac

En voyage officiel au Brésil, le chef de l'Etat a été interrogé, jeudi 13 mars, au cours d'une conférence de presse à Sao Paulo, sur la situation sociale en France. « Il y a un syndicalisme en France, heureusement », a répondu M. Chirac. Cela présente des inconvénients pour les gouvernants, je le reconnais bien volontiers, mais plutôt des avantages pour la démocratie. »

Evocant la fermeture de l'usine belge de Renault à Vilvorde, il a déclaré : « Je ne parle pas de la manière, sur laquelle on peut faire des commentaires, je n'ai pas l'habitude d'évoquer les problèmes français à l'étranger. La fermeture des usines, c'est aussi, hélas, la vie. Les arbres naissent, vivent et meurent. Les plantes, les animaux, les hommes et les entreprises aussi. Moi, j'ai connu, quand j'étais petit, des marchands-ferrants. J'ai même travaillé chez un marchand-ferrant. Il n'y a plus. Ils ont disparu. Ce n'est pas pour autant que la civilisation a régressé. C'est la vie. »

Le vote « contestataire » reste prépondérant à France Télécom

LES FONCTIONNAIRES et contractuels de droit privé de France Télécom (hors filiales) ont voté, mardi 11 mars, pour élire leurs représentants aux commissions paritaires administratives et consultatives.

Ces élections, pour lesquelles la participation a été de 80 %, étaient les premières depuis la transformation de l'opérateur en société anonyme, en janvier 1997. Se déroulant à quelques semaines de l'introduction en Bourse d'une partie du capital, elles ont confirmé, en dépit d'une baisse continue de la CGT, la prépondérance des syndicats « contestataires » sur les « réformistes ».

Selon les premières estimations de la direction, la CGT conserve son premier rang avec 29,3 % des voix et SUD sa deuxième place avec 25,8 %. La CFDT recueille 17,7 % des suffrages, FO 13,9 %, la CFTC 5,3 % et la CGC 1 %. Les petites listes (CSL, FNSA...) obtiennent 7 %. Vendredi 14 mars, SUD communiquait de son côté les résultats suivants : 29 % à 29,5 % pour la CGT, 26,5 % pour SUD, 17,5 % à 17,8 % pour la CFDT,

13,6 % pour FO, 5,3 % pour la CFTC, 1,1 % pour la CGC, 1,5 % pour la CSL et un peu plus de 4 % pour la FNSA.

DIFFÉRENTES LECTURES DES RÉSULTATS

Si l'on se réfère au précédent scrutin de ce type, en 1994, les élections du 11 mars marquent une poursuite du recul de la CGT (-3,2 points selon les chiffres de la direction), de la CFDT (-0,5 point), de FO (-2 points), qui a accompagné la réforme du statut en 1996, et de la CFTC (-0,2 point). Elles moquent une progression de SUD (+4 points), ainsi que du vote autonome, notamment en faveur de la FNSA qui, voici trois ans, ne recueillait que 0,9 % des voix.

En revanche, l'évolution est plus nuancée si l'on compare avec les dernières élections en date, celles de 1995 pour désigner les représentants au conseil d'administration. Dans ce cas, on constate non seulement un repli de la CGT (-3,2 points selon la direction), mais aussi un recul de SUD (-1,8 point), le bloc des « réformistes » demen-

rant stable : les baisses de FO (-1,5 point) et de la CGC (-1,5 point) sont compensées par les hausses de la CFDT (+0,3 point) et de la CFTC (+0,8 point). En 1995, tous les salariés du groupe (y compris ceux des filiales) avaient voté et les petites listes étaient exclues du scrutin.

Les élections du 11 mars moquent « une baisse significative des scores des syndicats les plus opposés aux évolutions récentes et une quasi-stabilité des syndicats [CFDT, FO, CFTC, CGC] ayant signé l'accord social du 9 janvier 1997 [préférentiel à 55 ans, recrutement de jeunes] », a souligné France Télécom en se référant au seul scrutin de 1995.

A la direction du groupe, on se félicite notamment du passage, qualifié d'historique, de la CGT sous la barre des 30 % et de la première baisse de SUD. Une lecture que contestent la plupart des syndicats, y compris les réformistes, qui estiment que ce scrutin a cooorté le vote d'opposition.

Philippe Le Cœur

L'Europe n'est pas assez armée en cas de crise énergétique

Malgré le contexte d'abondance et de bas prix, un forum a mis l'accent sur les menaces qui pèsent sur les approvisionnements du Vieux Continent

« RIEN n'est plus dangereux que l'optimisme et le consensus, ils empêchent de se préparer aux crises. » Cette réflexion de Pierre Gadonneix, président de Gaz de France (GDF), a servi de toile de fond aux débats organisés à Strasbourg, les 12 et 13 mars, par le Conseil français de l'énergie sur le thème « L'Europe de l'Ouest va-t-elle manquer d'énergie ? ». Les défenseurs du marché comme unique régulateur en temps de crise se sont opposés aux partisans d'un engagement des Etats ou des organisations internationales pour tenter de prévenir tout conflit. Ce débat rassemblait deux cents spécialistes intervenant à un moment où les énergies fossiles sont abondantes avec des prix peu élevés et où toutes les prévisions tablent pour l'Europe sur une croissance de la demande faible, inférieure à 1 % pour les trente années à venir.

« Dans la vie courante, en matière de prévisions, on extrapole, on prolonge les droites, mais personne ne peut prévoir les crises. Or nous devons nous intéresser à ces périodes de rupture », a averti Pierre Gadonneix, qui préside le Conseil français de l'énergie. Les intervenants de ce forum ont mis l'accent sur les différentes menaces, aussi bien politiques qu'économiques, qui pèsent sur l'alimentation en énergie du Vieux Continent. Pour y répondre, certains ont prôné la diversification des sources d'approvisionnement tant sur le plan géographique que dans le choix de la matière, ou la nécessité de nouer des accords.

Du fait de ses faibles réserves, l'Europe est très dépendante de l'extérieur, important 53 % de ses besoins de pétrole, 37 % pour le charbon et 30 % pour le gaz. Sur ces marchés, la compétition va s'intensifier, en raison de l'augmentation des besoins des pays asiatiques en forte croissance, et du choc délibéré des Etats-Unis d'augmenter de 50 % leurs achats d'ici dix ans au lieu de développer sa propre production.

De plus, si l'Europe n'est pas dotée des zones de production, la plupart des champs se trouvent dans des pays à haute incertitude

politique comme l'Algérie, la Russie ou le Moyen-Orient. Cependant, selon Pierre Gadonneix, le consommateur européen n'en a plus conscience. Dans ses choix énergétiques, il privilégie avant tout le prix, la facilité d'emploi et l'impact sur l'environnement. « Il considère que la sécurité d'approvisionnement n'est plus un facteur discriminant entre les différentes énergies. »

Les crises ne sont plus les mêmes, constate avec satisfaction le Britannique John Mitchell, président du programme énergie et environnement au Royal Institute for International Affairs. La crise du Golfe de 1990 a permis de confirmer l'existence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) comme cartel pouvant influencer sur les prix. « Cette dernière rupture n'a pas été grave pour les pays importateurs, d'autres exportateurs leur sont venus en aide en augmentant leur production. » Autre fait décisif, mais inquiétant pour les Européens : les Etats-Unis sont intervenus pour remettre de l'ordre. « Il était difficile

d'imaginer une réaction militaire en 1973 et 1979 lors des deux chocs pétroliers. Cela fonctionnait désormais. Les Américains sont au centre du jeu, l'Europe n'a pas de moyens militaires d'y faire face. »

« Il n'existe pas de pénurie pour des raisons physiques, mais il existe des risques pour des raisons politiques »

La nécessité d'une politique européenne a été soulignée par d'autres intervenants. Le Britannique Kevin Lendon, membre de la commission de l'énergie de la Commission européenne, souhaite que le sommet des

Quinze intègre dans le traité de Maastricht un chapitre sur l'énergie. Le député européen allemand Rolf Linkohr est partisan d'une plus grande coopération internationale. « Il n'existe pas de pénurie pour des raisons physiques, mais il existe des risques pour des raisons politiques », souligne-t-il, car pour lui « les marchés ne peuvent pas tout régler ».

A l'opposé, le Britannique Malcolm Kee, chef du département de politique énergétique au Royaume-Uni, insiste sur l'importance des marchés pétroliers. « Ils permettent plus de transparence, fournissent des meilleures informations sur l'état de l'offre et de la demande, et ne mettent pas en danger la sécurité des approvisionnements. » Après l'invasion du Koweït par l'Irak, les prix du baril se sont mis à flamber, tandis que sur les marchés à terme les contrats à échéance plus lointaine ne suivaient pas le mouvement. « Les sociétés pétrolières n'étaient pas tenues de renouveler leurs stocks instantanément, comme elles l'avaient fait lors des deux précédents chocs pétroliers », ce

qui avait contribué à maintenir les prix élevés.

« On ne peut pas fonder une politique exclusivement sur l'évolution des marchés à court terme », a rappelé de son côté Claude Mandil, directeur général de l'énergie et des matières premières au ministère de l'Industrie, rappelant que les grands choix se font sur le long terme. Se faisant le porte-parole du ministre de l'Industrie, Franck Borotra, il a indiqué que « le problème de l'approvisionnement énergétique de l'Europe se situe moins en amont au niveau des ressources qu'en aval, au stade de la mise à la disposition des consommateurs ». L'Etat doit faire en sorte que les investissements nécessaires soient réalisés dans les temps, veiller à ce que la fourniture d'énergie n'accroisse pas la fracture sociale et régionale, et développer des politiques respectueuses de l'environnement : « Le marché doit être éclairé par les signaux à long terme des Etats. »

Dominique Gallois

ÉLECTRONIQUE La capacité des mémoires électroniques employées dans les ordinateurs augmente au rythme des progrès des technologies de fabrication des puces

en silicium. Elle double ainsi tous les dix-huit mois environ. ● CETTE PROGRESSION impressionnante n'est possible qu'au prix d'une course perpétuelle à l'innovation. Les limites de

la miniaturisation de la gravure sur silicium, au-delà desquelles des effets quantiques incontrôlables rendent les transistors inopérants, risquent d'être bientôt atteints. ● L'HOL-

GRAPHIE et la manipulation d'électrons uniques constituent les deux voies principales dans lesquelles des recherches sont menées pour aller plus loin, notamment aux États-Unis

et en Europe. ● LE MÉCANISME de la mémoire humaine reste encore largement méconnu, en dépit des progrès accomplis par les neurobiologistes et les psychologues.

La mémoire des ordinateurs rivalise avec celle des humains

Pour tenter de repousser encore la limite physique de la capacité de stockage des machines, les chercheurs explorent de nouvelles technologies comme l'optique et la manipulation des électrons

L'INDUSTRIE de l'informatique a ceci de particulier qu'elle court en permanence des marathons à la vitesse d'un sprinter. La demande des utilisateurs est telle que les industriels doivent sans cesse s'adapter, réagir, se donner de nouveaux objectifs, faute de quoi celui qui est distancé risque de disparaître. Il n'est que de voir le chemin parcouru depuis les calculateurs à quatre opérations des années 70 jusqu'aux ordinateurs multimédias proposés aujourd'hui pour s'en convaincre.

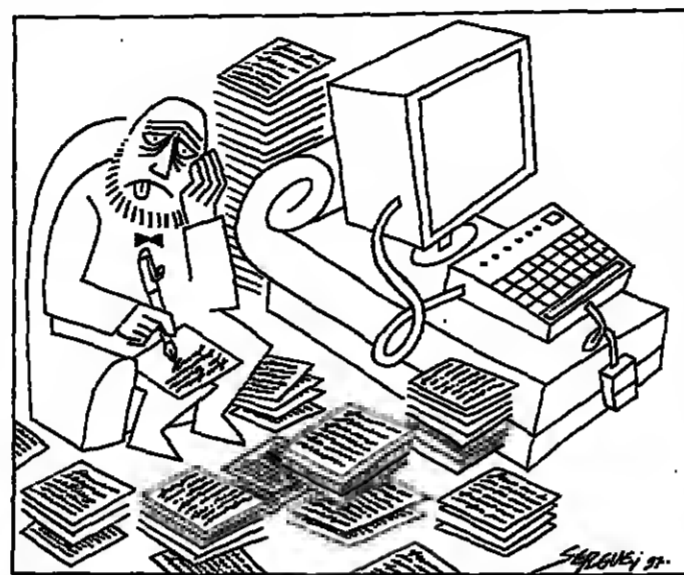
Cette politique du « toujours plus » qui touche l'ensemble des

double leop frog, littéralement le « double boud de grenouille ». Cette étonnante figure consiste pour eux à sauter d'un coup deux générations technologiques pour s'imposer en force sur la suivante. En 1992, IBM, Toshiba et Siemens se sont ainsi associés pour passer directement des mémoires de 16 mégaoctets (16 millions d'octets, ou Mo) à celles de mémoires de 256 Mo (Le Monde du 15 juillet 1992).

Un tel pari est risqué dans la mesure où la capacité de ces puces électroniques est fonction de l'ombre de transistors que l'on peut graver sur leur support de silicium. Or, la précision des gravures, la finesse des tracés obtenus par les techniques actuelles (0,25 micro) ne peuvent être améliorées à l'infini même si se profile déjà l'arrivée de mémoires de plusieurs gigaoctets (milliards d'octets). C'est pourquoi les chercheurs développent dans leurs laboratoires de nouvelles technologies.

nature
le Monde

composants utilisés dans un ordinateur affecte aussi les mémoires. Avec des contraintes telles que les industriels sont obligés de se livrer à de surprenantes contorsions, que les spécialistes ont baptisées



té Polaroid, a connu très tôt, du fait de ses capacités supposées - grand stockage, transfert à haut débit, etc. - quelques réalisations. Dans ces mémoires holographiques, chaque information est stockée sous la forme d'une figure d'interférence, un phénomène lumineux résultant de la superposition de deux faisceaux lumineux émis par un laser. L'un des faisceaux, dit faisceau signal, enregistre les informations en passant dans un système où elles sont re-

présentées par des zones claires et des zones sombres. Lors de sa rencontre avec le second faisceau, dit de référence, il se produit des figures d'interférence qui peuvent alors être « imprimées » dans un matériau photosensible dont les propriétés optiques sont modifiées par la lumière qu'il reçoit.

Dans les années 70, de telles expériences ont été couronnées de succès avec, comme support de l'information, des cristaux de niobate de lithium dopé au fer, ex-

pliquent Demetri Psaltis, professeur à l'Institut de technologie de Californie, et Fai Mok, président de la société Holoplex (Pour la science, janvier 1996). Hélas ! les semi-conducteurs et les supports magnétiques ayant progressé à cette époque, « les mémoires holographiques quittèrent le devant de la scène ».

AUGMENTER LE STOCKAGE

Elles réapparaissent en 1991, ajoutent-ils, lorsque l'un de nous stocka, avec une bonne fidélité et une haute résolution, cinq cents images holographiques. En 1992, nous avons enregistré mille pages de données numériques dans un cristal (...) d'un volume de un centimètre cube. D'autres progrès ont été faits dans ce domaine, tant dans les laboratoires de recherche des firmes industrielles que chez les chercheurs de l'université de Stanford ou de l'Institut d'optique d'Orsay (Essonne). De nouveaux cristaux photosensibles dopés au cérium et au fer, de nouveaux photopolymères comme ceux proposés par Du Pont, et enfin de nouvelles techniques pour augmenter le stockage, commencent à émerger. Mais, de là à ce que ces « cristaux de souvenir » de la taille d'un morceau de sucre entrent dans notre quotidien, il faudra encore de longues années de travail.

Dans un autre registre, Hugette Lamois conduit, depuis 1984, au Laboratoire de microstructures et de microélectronique (L2M-CNRS Bagnères), des recherches afin de diminuer la taille des composants informatiques, en particulier celle des mémoires. Avec les techniques actuelles, « on touche aux limites vers 2010, prédit-elle. La miniaturisation s'accompagne d'effets quantiques incontrôlables ». Son équipe s'est associée à des laboratoires européens - et à une branche londonienne d'Hitachi - pour travailler sur la mémoire à un électron métallique, dans le cadre de Fasem (Fabrication et architecture de mémoires à l'électron unique), un programme « à long terme » de la Commission européenne (Le Monde du 8 février).

L'objectif est de réduire la puissance électrique nécessaire au fonctionnement des composants et d'accroître sensiblement leur densité, « en jouant avec de petits groupes d'électrons, voire un par un ». A terme, il serait possible d'obtenir un téraoctet (mille milliards d'octets) de mémoire sur une surface de seulement un à deux centimètres carrés, soit une puissance un million de fois plus élevée que les puces actuellement sur le marché. Plusieurs procédés ont déjà été testés, à des températures très basses, mais aussi à température ambiante sur un film de silicium. Cependant, l'usage du support de cette mémoire risque d'être problématique.

« Ce qui nous intéresse dans un premier temps, c'est de comprendre les limitations physiques », insiste Hugette Lamois. La difficulté risque d'être du même ordre que pour l'électronique à effet Josephson. Découvert en 1962 par le Britannique qui lui a donné son nom et lui doit le Nobel de physique 1973, cet effet se manifeste par des jonctions supraconductrices aux propriétés étonnantes, comme la conversion directe d'une fréquence en tension. Juge promoteur en matière de circuits logiques et de mémoires rapides, l'effet Josephson s'est révélé difficile à mettre en œuvre de façon reproductible. Hugette Lamois avoue qu'il est encore trop tôt pour savoir si la mémoire à un électron sera plus utile à l'industrie.

Jean-François Augereau et Hervé Morin

Les « cellules du souvenir » gardent tout leur mystère

TOUS LES RECOINS de la mémoire humaine ont été explorés par les chercheurs. Les psychologues décrivent, dans ses infimes subtilités et faiblesses, notre aptitude à emmagasiner et à ressusciter l'information. Les neurobiologistes se penchent sur les cellules et les molécules qui permettraient son inscription dans le cerveau. Mais ces deux équipes n'ont pas encore réalisé leur jonction, et la mémoire humaine conserve donc son mystère. La construction de la machine qui imiterait le fonctionnement du cerveau humain n'est pas pour demain.

Après des siècles d'interrogations, les scientifiques s'accordent aujourd'hui à dire que la mémoire n'a pas de siège propre et se distribue dans l'ensemble du système nerveux. Elle revêt, en conséquence, les caractères de la région à laquelle elle est tout d'abord associée. C'est ainsi que les émotions et les informations sont traitées dans deux régions différentes du cerveau. On peut être brusque-

ment submergé par un souvenir chargé d'émotion venu de l'amygdale cérébrale - siège des émotions - et avoir, par ailleurs, du mal à se remémorer un événement qui lui est lié, et que stocke le cortex cérébral en charge du raisonnement et de la connaissance.

Notre cerveau se compose de 100 milliards de cellules nerveuses reliées entre elles par un nombre impressionnant de circuits. Il est possible, estiment les chercheurs, que l'information soit stockée dans les neurones : quand certains d'entre eux sont détruits, des souvenirs peuvent disparaître.

LES « BRIQUES » DU CERVEAU

Les spécialistes qui travaillent sur la capacité des cellules nerveuses à « se souvenir » ont remarqué que, prises individuellement, leur sensibilité s'accroît si elles sont soumises à une stimulation électrique donnée. C'est ce que l'on appelle la potentialisation. Phénomène qui

peut faire partie du « langage » grâce auquel les souvenirs s'inscrivent dans les cellules du cerveau.

La potentialisation partage avec la mémoire des caractéristiques. Ainsi, le vécu passe par plusieurs étapes avant de devenir un souvenir durable. La mémoire à court terme permet de retenir un numéro de téléphone pendant quelques minutes. La mémoire à long terme exigerait peut-être plus d'effort, mais elle en conserverait le souvenir pendant des heures, des jours, ou plus. De même, la potentialisation peut être à court ou à long terme, selon la force du stimulus électrique qui l'a créée. Les médicaments qui bloquent la mémoire bloquent également dans les neurones la potentialisation.

Parallèlement aux expériences électriques qui soulignent l'activité des cellules nerveuses, les chercheurs ont montré que d'autres types d'influences, comme la dépression de longue durée, peuvent réduire la réaction des neu-

rones. Peut-être une autre façon d'emmagasiner l'information dans les cellules du cerveau se cache-t-elle derrière ce phénomène ?

En mettant en évidence ces changements de réaction, les neurobiologistes semblent donc avoir découvert le matériau, les « briques » de la construction de la mémoire humaine dans les cellules nerveuses où elle est stockée. Mais comment les modifications de quelques cellules peuvent-elles se traduire en souvenir ? Personne n'en a la moindre idée. Une preuve que la mémoire humaine ne se réduit pas à un système de classement. Chaque souvenir se teinte du moment qui le suscite. Un fait que l'on apprend lorsqu'on est ivre ou fatigué peut ne nous revenir que dans le même état de fatigue ou d'ébriété. Ce qui touche à l'humain dans la mémoire est ce que les chercheurs sont le plus loin d'appréhender.

Harriet Coles

La capacité de stockage des puces devient phénoménale

SOIXANTE-QUATRE FOIS les œuvres complètes de William Shakespeare, quarante-sept minutes de vidéo ou six heures de musique... C'est ce que pourra contenir la mémoire d'une capacité de 4 milliards de bits (gigabits ou Gb), dont les premiers exemplaires sont annoncés par le japonais NEC pour l'an 2000. Actuellement, les ordinateurs personnels ne disposent que de 8, 16 ou 24 millions d'octets (mégaoctets ou Mo) - soit 64, 128 ou 192 millions de bits (mégabits ou Mb) - de mémoire vive (DRAM ou Dynamic Random Access Memory). Les mémoires de 256 Mb démarrent juste en production. C'est dire le boom qui s'annonce pour les prochaines années. Les 4 Gb (ou 500 Mo) se rapproche-

root de la capacité des disques magnétiques (disques durs) utilisés aujourd'hui. Puces électroniques et disques magnétiques constituent les deux types de mémoires aux quelles le microprocesseur fait appel en permanence, les autres systèmes d'enregistrement de données (disquettes, bandes magnétiques, disques magnéto-optiques) n'assurant que des fonctions d'archivage ou de transfert. Les deux mémoires actives se distinguent à la fois par leur technologie, leur capacité de stockage et par la vitesse d'accès qu'elles offrent aux informations. Cette dernière passe de 50 à 100 nanosecondes (milliardième de seconde) avec les DRAM à quelques dizaines de

millionièmes de seconde sur les disques durs. Ce rapport mille influence directement la rapidité de fonctionnement des ordinateurs. Si le microprocesseur assure les calculs et autres traitements de données, c'est la mémoire électronique qui lui fournit la matière première nécessaire à son travail. La mémoire la plus proche du microprocesseur, baptisée SRAM (pour Static Random Access Memory) ou « mémoire cache », est composée d'une partie située à l'intérieur même du processeur et d'une partie externe.

DE PETITE TAILLE

Ultra-rapide et très coûteuse, cette mémoire sert à améliorer les performances du processeur. Si sa taille reste faible (256 à 512 kilooctets ou Ko), elle contient les informations les plus utilisées. Un algorithme de gestion de la mémoire cache se charge - non sans aléas - de sélectionner les informations ayant le plus de chances d'être réexploitées rapidement. En ce sens, l'ordinateur fonctionne comme un cerveau humain qui, ayant effectué une grande ombre de fois consécutives la même opération arithmétique, devient capable de l'exécuter automatiquement, par

une sorte de réflexe conditionné. Cela explique la faible taille de la mémoire cache : si elle augmentait, le délai pour retrouver l'information ruinerait le gain de temps.

D'où le recours à un second type de mémoire électronique, la fameuse DRAM, ou « mémoire vive ». La vitesse moindre de réponse de la DRAM permet d'assimiler cette mémoire à celle qui, dans le cerveau humain, demande un certain effort de réflexion pour retrouver les informations qu'elle contient. Par ailleurs, les DRAM se distinguent par leur fonctionnement « dynamique ». Les données enregistrées doivent être régénérées en permanence. Les condenseurs où elles sont stockées reçoivent régulièrement des impulsions qui « rafraîchissent » leur charge afin d'éviter qu'elle ne disparaisse. Lorsque l'on coupe l'alimentation électrique de l'ordinateur, les mémoires SRAM et DRAM se vident.

Sans autre système de stockage des données, toutes les informations présentes dans un ordinateur seraient donc perdues à chaque coupure de courant. Pour enregistrer durablement des logiciels et autres fichiers, l'informatique fait appel

aux disques durs magnétiques. Des impulsions électriques, transformées à une bobine, orientent des particules d'oxyde de fer à la surface d'un disque. Les pôles positifs et négatifs permettent de distinguer les bits « 0 » ou « 1 ». Malgré des temps de lecture beaucoup plus longs, le disque dur joue un rôle essentiel dans le fonctionnement des ordinateurs. Ces derniers en exploitent même leur partie on-

Le B à b de la mémoire

● L'utilisation du terme anglais byte, qui signifie octet (soit huit bits), crée une grande confusion dans l'identification de la capacité de stockage des mémoires. ● L'abréviation B désigne le byte, donc l'octet, et le b signifie bit. On trouve ainsi des mémoires de 16 Mo (mégaoctets soit 16 B ou 128 mégabits) et de 256 Mb (mégabits soit 32 mégaoctets).

enregistrée comme extension de la DRAM. Cette mémoire temporaire, alors qualifiée de virtuelle, fonctionne à la vitesse du disque dur.

Si la plupart des ordinateurs de bureau restent fidèles aux disques magnétiques, les puces

électroniques conservent tous leurs atouts en matière de stockage permanent des données. Les mémoires Flash (ou EPROM) ont, en effet, la propriété de ne pas perdre les informations qu'elles contiennent lorsqu'elles sont privées de courant électrique. Elles offrent donc une alternative électronique aux disques durs. Leur faible capacité actuelle (8 Mb) est compensée par une faible consommation, qui les rend précieuses pour les ordinateurs portables.

La collaboration harmonieuse entre les différents types de mémoire a permis d'optimiser le fonctionnement des microprocesseurs. Mais l'accroissement des performances de ces derniers commence à prendre en défaut celles de leur mémoire. Tout se passe comme lorsque l'augmentation de la vitesse de rotation d'un moteur automobile impose d'améliorer l'injection d'essence pour l'alimenter assez vite et en quantité suffisante pour éviter de le ralentir.

Michel Alberganti

* Page réalisée par les rédactions du Monde et de la revue scientifique internationale Nature. Traduction de Sylvette Gleiza.

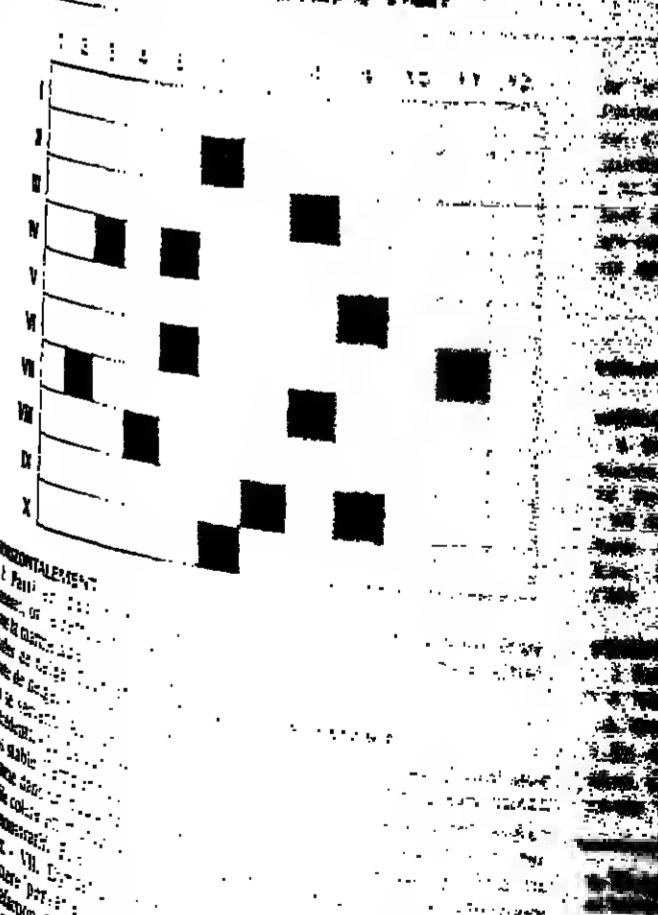
DRAM rapide mais volatile

Les mémoires vives (ou DRAM) des ordinateurs sont constituées de plusieurs millions de transistors qui, gravés dans le silicium, sont utilisés pour stocker des données. Ils fonctionnent comme des interrupteurs électriques. Pour écrire une ligne de données sur la puce mémoire, une impulsion électrique fait basculer les transistors en position fermée : le courant passe. Une autre impulsion charge alors les microcondensateurs associés à chaque transistor et qui, dans cet état, correspondent aux bits « 1 ». Les condensateurs des bits « 0 » restent vides. Lors de la lecture, les transistors sont à nouveau fermés. Les condensateurs chargés émettent une impulsion qui identifie les bits « 1 », tandis que l'absence d'impulsion permet de reconnaître les bits « 0 ». La mémoire s'est alors vidée et il faut aussitôt la réécrire.

IBM lance un PC

Les étudiants américains

MOTS CROISÉS



IBM lance un PC facile à ranger à la maison

La nouvelle gamme Aptiva arrive le 13 mars sur le marché. « Big Blue », après Compaq, tente de résoudre deux des principaux freins à l'informatisation domestique, le prix et l'encombrement

Pour la première fois, IBM fait une infidélité à Intel pour ses ordinateurs de bureau : le processeur Cyrix P150+, beaucoup moins coûteux que son équivalent Pentium, a été choisi pour « faire tourner » la nouvelle série

économique de la gamme Aptiva - Compaq ayant déjà fait ce choix pour le Presario 2110. Les prix de la série E passent ainsi sous la barre symbolique des 10 000 francs, considérée comme un seuil d'achat. Toutefois, le

choix d'un écran 14 pouces et l'absence de modem limitent les possibilités d'utilisation multimédia et n'autorisent pas les connexions directes à Internet. A l'autre extrémité de sa gamme, avec sa série S - « à la limite

du professionnel » -, dont le prix est supérieur à 20 000 francs, IBM tente de résoudre la délicate question de l'encombrement des ordinateurs familiaux en proposant une unité centrale dissimulable dans un placard.

DEUX HANDICAPS majeurs persistent en matière d'informatique domestique : le prix et l'encombrement. Avec sa nouvelle gamme Aptiva, lancée fin février aux États-Unis et le 13 mars en France, IBM répond à ces deux problèmes. Mais avec deux séries différentes d'ordinateurs. L'entrée de gamme de la première, la série E, ne coûte que 8 990 francs. Pour descendre ainsi nettement en dessous de la barre symbolique des 10 000 francs, IBM adopte la même stratégie que Compaq

(Le Monde daté 25 et 24 février). Le constructeur fait, lui aussi, une infidélité au numéro un mondial des microprocesseurs, Intel, et adopte pour la première fois sur un ordinateur de bureau un processeur Cyrix. « Nous avons choisi le P150+, qui est compatible Pentium », explique Eric Damour, responsable marketing grand public d'IBM France. Équivalent du Pentium à 150 MHz, ce processeur fait partie de la gamme classique de Cyrix. Pour réduire encore le coût de ses machines, Compaq a adopté un processeur entièrement nouveau, le MediaGX de Cyrix, qui permet de faire l'économie des cartes électroniques d'alimentation et

de son. D'où un prix de vente du Presario 2110 de Compaq à moins de 8 000 francs. « Nous avons voulu offrir une machine capable d'évoluer », se défend Dominique Cerutti, directeur de la division micro-informatique d'IBM France, pour expliquer les 1 000 francs d'écart entre les Aptiva et les Presario d'entrée de gamme. De fait, l'ordinateur de Compaq se présente comme une boîte fermée n'acceptant pas d'ex-

Des créatifs aux utilitaristes

Bernard Cathelat, sociologue inventeur des « socio-styles », s'est penché sur la typologie du grand public confronté à l'informatique. Pour lui, les familles déjà équipées sont parties des « *deus ex machina* » passionnées de « *hard et de soft* », et des « *créatives* » attirées par l'ordinateur comme « *outil d'expression et de communication* ». Il estime que les plus motivés pour franchir le pas sont les « *surfers, jeunes passionnés de jeux vidéo* », mais qui attendent la baisse des prix du multimédia. Quant aux « *pilotes* », il sont « *aisés et diplômés* », mais restent « *mieux équipés au bureau qu'à la maison* ». Ils investissent s'ils sont motivés par l'éducation des enfants ou avec « *l'objectif de maîtrise gestionnaire du quotidien* ».

Reste le profil « *tribal* », c'est à dire en quête d'un nouveau lien social et la catégorie « *utilitariste* » qui cherche à alléger la vie pratique. Ceux là sont, selon Bernard Cathelat, « *freinés par les coûts et intimidés par une technologie encore complexe* ». Enfin, les « *encyclo-pédistes* », plus âgés et conservateurs, ne se laisseront séduire que par « *le biais de la culture et des connaissances* ».

plus, le label d'une grande marque est souvent considéré comme une garantie importante pour ceux qui se lancent pour la première fois dans un achat informatique.

VÉRITABLE ALTERNATIVE

Mais, en cassant ainsi leur prix, Compaq et IBM sacrifient deux fonctions importantes. Leurs ordinateurs sont dotés d'écran de 14 pouces, alors que le 15 pouces est devenu la norme pour les applications multimédia, et ils sont privés de modem, ce qui leur ferme la porte d'Internet.

Néanmoins, les deux acteurs émettent un message fort destiné à la fois à leurs clients hésitants et à Intel. Cyrix dispose désormais de deux références de poids. Plus personne ne peut douter de la véritable alternative que ses processeurs offrent aux Pentium d'Intel. De quoi faire réfléchir le numéro un mondial, dont le quasi-monopole maintient les prix à un niveau élevé. La différence de coût avec les processeurs Cyrix atteint près de 40 %.

A l'autre extrémité de sa gamme, IBM tente une autre innovation avec sa série S. Destinée à un utilisateur « *à la limite du profes-*

sionnel », ces ordinateurs coûtent entre 18 490 francs (Pentium 166 MMX) et 22 990 francs (Pentium 200 MMX). L'originalité de ce haut de gamme réside dans sa construction. IBM tente de résoudre la délicate question de l'encombrement des ordinateurs familiaux, difficiles à intégrer dans le décor de la maison. D'où l'idée de concevoir une unité centrale que l'on peut dissimuler dans un placard. Pour cela, il ne faut pas avoir besoin d'y accéder souvent.

IBM a donc dissocié les lecteurs de disquettes et de CD-ROM de la caisse contenant cartes électroniques et disques durs. Sous l'écran, un petit boîtier suffit pour mettre les lecteurs à portée de main. Un câble de 2 mètres de long permet d'éloigner l'unité centrale. Enfin, des liaisons sans fil pour le clavier, la souris et la manette de jeux achèvent de faciliter le rangement. Dommage que cette conception ne soit pas généralisée à la gamme E. Mais les efforts d'IBM marquent le début d'une véritable réflexion des constructeurs sur l'intégration de l'ordinateur dans les maisons.

Michel Alberganti

Des chercheurs en télécoms de Bagnaux seront en grève lundi 17 mars

« LES COUPS PORTÉS au CNET Bagnaux sont révélateurs de la mise en place d'une gestion à court terme de la recherche à France Télécom. » Ce constat de l'intersyndicale CFDT, CGT, FO et SUD de l'établissement de Bagnaux (Hauts-de-Seine) du Centre national d'études des télécommunications (CNET) a conduit le personnel à déposer le 12 mars un préavis de grève pour le lundi 17. Les 160 membres permanents du CNET de Bagnaux avaient déjà manifesté leur inquiétude à la suite des décisions de réduction d'effectifs prises par la direction du CNET avant la publication du rapport réalisé par Didier Lombard, directeur général des stratégies industrielles (Le Monde du 26 février). Ce rapport, qui propose la création d'un Réseau national de recherche en télécommunications (RNRT) afin de préserver l'acquis de la France dans ce domaine en tenant compte de la privatisation de France Télécom, a été rendu public fin février.

Le personnel du CNET de Bagnaux estime que la suppression de 28 à 30 postes a désorganisé plusieurs domaines de recherche en optoélectronique, la spécialité du centre. Le 27 février, une centaine de membres du personnel a forcé la porte de Michel Feynrol, directeur du CNET, pour lui remettre un pétitionnaire demandant « l'ouverture immédiate des postes pour permettre le bon fonctionnement du laboratoire ».

Comme dans d'autres laboratoires, à l'image de celui de Grenoble qui travaille sur la microélectronique, les réductions d'effectifs ont été annoncées dès le mois de mai 1996. Sans attendre la remise du rapport Lombard ni les décisions que doit prendre le gouvernement, une heure de confrontation tendue avec Michel Feynrol n'a rien résolu. « Il n'a donné aucune réponse favorable aux demandes exprimées et s'est montré méprisant et menaçant envers le personnel », indique l'intersyndicale dans son compte-rendu de l'entrevue.

La journée de grève de lundi s'accompagne d'une manifestation du siège de France Télécom à Paris au ministère des télécommunications. Cette action vise à obtenir l'ouverture de négociations sur l'avenir de la recherche en optoélectronique afin « d'arrêter des mesures d'urgence, indispensables à la survie du laboratoire de Bagnaux ».

M. Al.

Les étudiants américains déjouent les sécurités de Microsoft

SAN FRANCISCO
correspondance

Les étudiants semblent prendre plaisir à s'acharner sur Microsoft. En un peu plus d'une semaine, trois groupes de trois universités ont pris en défaut un des produits vedettes du géant de l'informatique. Ils ont montré qu'on peut utiliser Internet Explorer, le programme de navigation sur la Toile, pour prendre le contrôle d'un ordinateur équipé de Windows, copier ses dossiers ou les détruire, envoyer du courrier électronique, etc.

Le vendredi 28 février, un trio de l'institut polytechnique de Worcester, dans le Massachusetts, avait ouvert le chemin en montrant qu'on peut cacher un raccourci de Windows (« *shortcut* ») derrière un de ces liens hypertextes qui permettent de passer d'une page de la Toile à une autre. Croyant cliquer sur un simple lien, les victimes lancent un programme qui peut faire des dégâts sur leur ordinateur. On peut également, grâce au courrier électronique, produire des effets similaires. Ce mécanisme ne peut être déclenché que sur les versions 3.0 et 3.01 d'Internet Explorer fonctionnant avec Windows 95 et NT.

Dès le mardi 4 mars, Microsoft donnait sa réponse sous la forme d'un « *logiciel rustine* » téléchargeable sur son site et croyait l'affaire réglée. Mais jeudi 6, des étudiants de l'université de Maryland annonçaient la découverte d'un deuxième bogue. Et vendredi 7, un groupe d'étudiants du Massachusetts Institute of Technology (MIT) découvrait une troisième faille qui permet d'obtenir les mêmes résultats par un chemin légèrement différent. Les risques encourus dépendent de la manière dont Windows est installé sur le PC. Ce dernier bogue peut être un problème pour moins d'un million d'utilisateurs alors que le premier est un danger réel pour près de 50 millions d'entre eux.

PAS CONÇU POUR ÇA

Samedi 8 mars, Microsoft mettait sur son site une « *rustine* » valable pour les trois bogues mais que, seuls, vont télécharger les usagers informés. De toute façon, le mal est fait dans la mesure où cette malencontreuse série a poussé nombre d'analystes à dire tout haut les doutes que leur inspire la stratégie de Microsoft qui

visait à intégrer le navigateur d'Internet au système d'exploitation du PC.

Si elle risque d'entraîner une certaine confusion, l'intégration Internet/PC demeure un concept intéressant. La technologie est bonne. Mais les gens mal intentionnés peuvent se servir de ce qui leur permet de communiquer pour passer de l'un à l'autre. En fait, on demande à Explorer de faire des choses pour lesquelles un butineur n'est pas conçu.

Java privilégie la prudence

La technologie rivale que l'Active X de Microsoft est censée combattre, Java, opère au sein d'une « *boîte de sable* » et non pas directement en prise sur le système d'exploitation des ordinateurs. Ses concepteurs, Sun et Oracle, ont préféré réduire le champ et le rythme de l'intégration entre la planète PC et l'univers Internet en échange de plus de sécurité. Cela n'évite pas tous les problèmes - certains ont d'ailleurs été déconvertis sur Java au même moment que ceux de Microsoft -, ça limite certaines possibilités, mais c'est plus sûr.

Partie en retard sur Netscape à l'assaut du marché des navigateurs, l'entreprise de Bill Gates est tenue de progresser rapidement. Mais, dans sa volonté désespérée de rattraper son retard, Microsoft a tendance à tirer dans toutes les directions à la fois de peur que la cible ne lui échappe. Explorer détient aujourd'hui environ 30 % du marché et Netscape perd du terrain tous les jours.

Au mois de janvier, le célèbre groupe de pirates du Chaos Computer Club avait découvert un moyen de faire virer de l'argent sur un compte de leur choix en utilisant Active X, une des composantes essentielles des futurs produits de Microsoft. Ce problème est beaucoup plus sérieux dans la mesure où il tient au fonctionnement même de cette technologie qui, pour rendre l'intégration possible, permet à des mini-logiciels écrits dans un

portable quel langage informatique de fonctionner « *ou travers* » d'Explorer sur un PC.

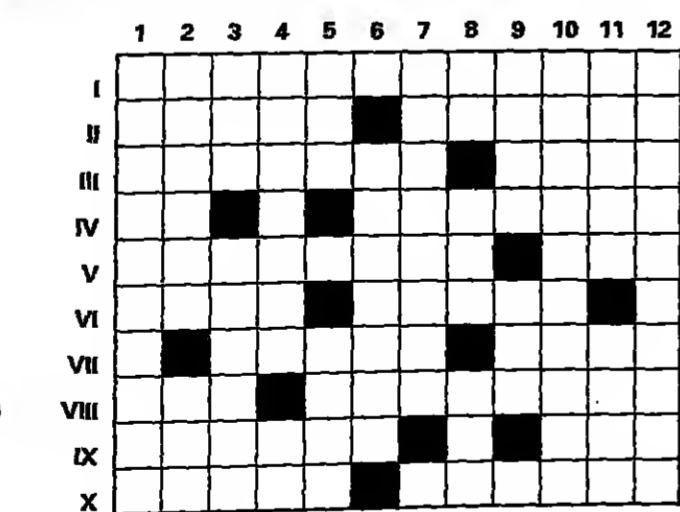
La réponse de Microsoft coïncide à prévenir l'usage chaque fois qu'un code étranger est détecté. Mais ce qui marche sur un ordinateur personnel est insuffisant pour la navigation sur l'Internet. Et quand la compagnie souligne qu'aucun usager n'a encore été victime des failles en question, les étudiants de MIT répondent : « Elles viennent d'être découvertes et personne n'a vraiment eu le temps de nuire. » Microsoft a donc décidé de revoir le dispositif de sécurité de son Explorer 4, dont la sortie, prévue pour le 17 mars, pourrait être retardée.

Francis Pisaní
fpisan@best.com

* Dossier sur le sujet à : <www.news.com>
Rustine et dénonciation des défauts de Java et de Netscape à : <www.microsoft.com>
Page du trin de MIT : <http://web.mit.edu/crloux/www/le/index.html>

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97047



HORIZONTALEMENT

1. Parti en déconfiture à Londres, on le retrouve partout dans la marmelade. - II. Fait des boules de neige. Peut être une chute de neige. - III. Tous ceux qui se servent. - IV. Le cénium. Rend plus stable l'empennage. - V. Comme dans un beau rêve. Une vieille colère en morceaux. - VI. Démonstration. Elles nous font rêver. - VII. Dynastie songhaï. Sorcière persane. - VIII. En putréfaction. Pris de très près. - IX. Font payer ce qu'elles donnent. Au pied du Lubéron. -

X. Un intermédiaire à tout faire. Chez Villemorin et chez Charpentier.

VERTICALEMENT

1. Moyen, mais pas si mal que ça. - 2. S'accroche à ses idées même quand elles sont mauvaises. L'art de la rue ? - 3. Ne voulait pas reconnaître. Jeu de cartes échangiste. - 4. Un petit bois hors de la forêt. Dans le coup. - 5. Division de l'histoire et de la géographie. Un royaume qui n'est plus qu'un comté. - 6. Trop verts pour le renard de la fable. - 7. Petite ouverture venue

de l'est. - 8. Un peu d'aventure. A épousé Jacob. En toute modestie, c'est moi. - 9. La culture au quotidien. Le patron, c'est Alain. - 10. Provoquera l'effet. - 11. Sert souvent. Avec des cités sur les côtes. - 12. Que va-t-il devenir après la réforme de Chirac ?

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97046

HORIZONTALEMENT

1. Fenestration. - II. Anémie. Nacne. - III. Internet. Law. - IV. T6. Item. L6. - V. Danger. Nager. - VI. Idées. Anse. - VII. Végétale. Née. - VIII. Osidé. Giga. - IX. Roc. Messiaen. - X. Siégiera. Clés.

VERTICALEMENT

1. Falt-divers. - 2. Ennéade. Ol. - 3. Net. Négoce. - 4. Emergées. - 5. Str. Estime. - 6. Tenir. Ader. - 7. Et. Aléa. - 8. Antenne. - 9. Ta. Mas. GIC. - 10. Ici. Génial. - 11. Orale. Egée. - 12. New Orléans.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0950-9337

Imprimerie du Monde
12, rue M. Guesbroug
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

Millau

LA POSTE mettra en vente générale, lundi 17 mars, un timbre à 3 F, Millau-Aveyron. Ce timbre, dessiné et gravé par Eve Luquet, représente le beffroi de la cité et évoque les gorges du Tarn. Au format vertical 22 x 36 mm, le timbre est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

* Vente anticipée à Millau, les 15 et 16 mars, au bureau de poste temporaire « *premier jour* » ouvert à la salle des fêtes, parc de la



Victoire. L'artiste signe timbres et documents philatéliques par correspondance (ne pas oublier une enveloppe timbrée pour le retour) : Eve Luquet, Mas de l'Isart, 30140 Saint-Félix-de-Pallières.

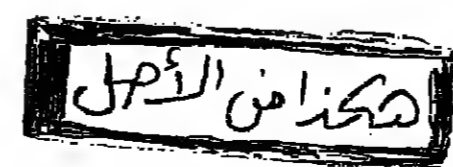
La Marianne de Cheffer

LA MARIANNE d'Henry Cheffer (1880-1957) servit de timbre d'usage courant de 1967 à 1971. Yves Guéna, à cette époque ministre des P et T, choisit ce modèle près de dix ans après la mort de son créateur. Dans la Marianne de

Cheffer, Jean-Luc Trassac raconte la « *carrière* » de ce timbre. Histoire des différentes valeurs, carnets, tirages, coins datés, biographie des graveurs, riche iconographie en couleurs... rendront les plus grands services aux philatélistes. L'auteur dédicacera son livre les 15 et 16 mars, à l'Espace des Blancs-Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple, Paris, 4^e, lors de la Journée du timbre.

P. J.

* Ed. Yvert et Tellier, 100 pages, 120 F



Des nuages mais peu de pluie

LES PRESSIONS sont et resteront élevées, au cours des prochains jours, sur la France. En conséquence, les masses nuageuses qui viennent de l'Atlantique verront leur impact atténué, apportant surtout des nuages et peu de pluie.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Après les petites pluies de la nuit et du début de matinée, les nuages resteront abondants; on peut espérer quelques timides éclaircies en fin d'après-midi. Il fera 14 ou 15 degrés l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La journée sera maussade, avec un ciel gris; il tombera de la bruine ou une petite pluie durant la matinée et jusqu'en début d'après-midi. Il fera de 12 à 14 degrés l'après-midi.

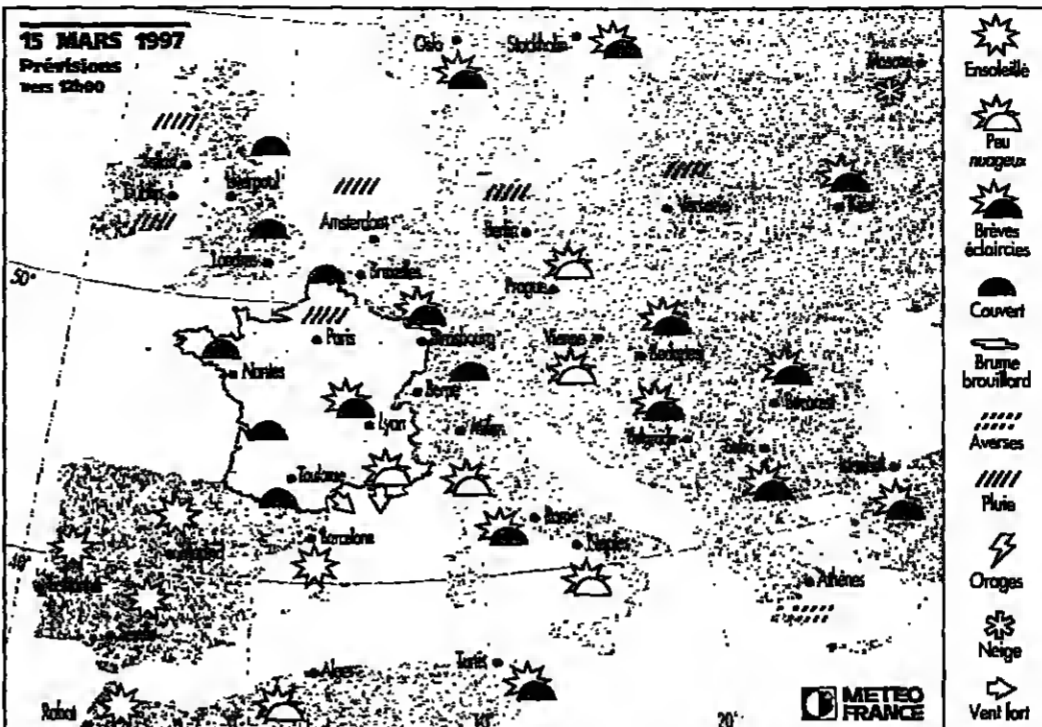
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Les nuages domineront la journée durant, avec des brouillards matinaux; quelques éclaircies se développeront en fin de matinée, tandis que

l'après-midi les nuages s'épaissiront. Les températures resteront douces pour la saison.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - La matinée sera médiocre, avec un ciel couvert, accompagné d'un peu de bruine. Léger mieux l'après-midi. Le thermomètre s'attendra plus les 20 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Nappes de brouillard le matin en fond de vallées. Ensuite, la journée se déroulera en zones régionales avec un ciel qui hésitera entre les nuages et le soleil. Les températures atteindront 13 à 17 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - En Corse, le ciel sera menaçant le matin, avec un risque d'averse, puis une amélioration se produira. Sur les autres régions, il fera beau, mais mistral et tramontane souffleront encore fort avant de faiblir un peu. Les températures resteront printanières avec 17 à 20 degrés l'après-midi.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **CUBA.** Les liaisons aériennes entre la France et Cuba devraient doubler d'ici à 1999 avec l'arrivée de la compagnie nationale Air France. Actuellement, six vols aller-retour hebdomadaires sont assurés pour moitié par la compagnie Air Outre-Mer (AOM) et la compagnie cubaine Cubana de Aviación. (APF)

■ **ÉTATS-UNIS.** Répondant à la demande de la majorité de ses passagers et employés, la compagnie américaine United Airlines annonce que ses 2 200 vols quotidiens seront non fumeurs à partir du 1^{er} juillet. En fait, seuls 32 vols vers l'Amérique du Sud et l'Asie échappaient encore à cette décision.

■ **VIETNAM.** La chaîne Nikko International ouvrira à Hanoï, en mai 1998, son 50^e hôtel. Situé à dix minutes à pied de la gare centrale, l'hôtel Nikko Hanoï, de catégorie luxe, aura une capacité de 260 chambres réparties sur 15 étages.

PRÉVISIONS POUR LE 15 MARS 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	PARIS	STRASBOURG	TOULOUSE	LYON	MARSEILLE
8/17 N	8/17 N	8/17 N	8/17 N	8/17 N	8/17 N	8/17 N
10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N
10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N
10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N
10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N
10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N
10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N
10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N
10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N	10/17 N

FRANCE outre-mer	POINTE-A-PITRE	ST-DENIS-RE	EUROPE	AFRIQUE	ASIE	Océanie
24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S
24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S
24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S
24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S
24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S
24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S
24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S
24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S
24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S	24/27 S

AMÉRIQUES	ASIE	Océanie	AFRIQUE	EUROPE	ASIE	Océanie
19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P
19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P
19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P
19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P
19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P
19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P
19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P
19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P
19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P	19/27 P



Situation le 13 mars à 0 heure TU

Prévision pour le 15 mars à 0 heure TU

SPORTS D'HIVER

Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI les hauteurs d'enneigement au jeudi 13 mars. Elles nous sont communiquées par l'association des maîtres et stations françaises de sports d'hiver qui diffusent aussi ces renseignements sur répondeur au 08-36-68-64-04, par Minitel 3615 EN MONTAGNE ou 3615 CORUS. Internet: <http://www.skifrance.fr>.

Les chiffres indiquent en centimètres la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

DAUPHINÉ-ISÈRE

Alpe d'Huez: 91-250; Alpe du Grand Serre: 10-70; Auris-en-Oisans: 10-250; Autrans: 00-20; Chamrousse: 30-50; Le Collet-d'Allevard: 00-50; Les Deux-Alpes: 40-300; Lans-en-Vercors: 00-30; Méandre: n. c.; Saint-Pierre-de-Chartreuse: n. c.; Les Sept-Laux: 10-75; Villars-de-Lans: 00-40.

HAUTE-SAOIE

Avoriaz: 50-150; Les Carroz-d'Araches: 00-220; Chamonix: 30-267; Chatel: 15-140; La Chusaz: 10-220; Combloux: 20-160; Les Contamines-Mont-Joie: 20-160; Flaine: 73-220; Les Gets: 10-110; Le Grand-Bornand: 00-160; Les Houches: 10-100; Megève: 00-130; Morillon: 00-220; Morzine-Avoriaz: 15-60; Praz-de-Lys-Sommand: 15-60; Praz-sur-Arly: 30-120; Saint-Gervais: 30-100; Samoëns: 00-200; Thollon-les-Memises: 20-30.

SAVOIE

Les Allons: 00-85; Les Arcs: 81-260; Arèches-Beaufort: 00-150; Aussais: 20-70; Bonneval-sur-Arc: 90-235; Bessans: 90-105; Le Corbier: 40-115; Courchevel: 20-180; La Tania: 30-189; Crest-Voland-Cohennoz: 35-70; Flumet: 30-120; Les Karellis: 40-110; Les

Ménières: 50-160; Saint-Martin-Bellefeuille: 35-160; Méribel: 40-145; La Norma: 20-180; Notre-Dame-de-Bellecombe: 15-120; La Plagne: 125-270; La Rosière 1850: 82-195; Saint-François-Longchamp: 05-150; Les Saisies: 100-150; Tignes: 136-190; La Toussuire: 40-60; Val-Cenis: 40-160; Val-Frénay: 10-210; Val-d'Isère: 80-210; Valloire: 30-110; Valmeinier: 15-110; Valmorcel: 30-160; Val-Thorens: 30-200.

ALPES-DU-SUD

Auron: 70-190; Beuil-les-Lannes: n. c.; Isola 2000: 110-215; Montgenèvre: 100-200; Orcières-Merlette: 40-275; Les Orres: 60-200; Pra-Loup: 30-185; Puy-Saint-Vincent: 70-260; Risoul 1850: 55-175; Le Saucy-Super-Sauze: 30-190; Serre-Chevalier: 50-190; Superdévoluy: 40-270; Valberg: 40-60; Val d'Allos/Le Scignus: 60-160; Val d'Allos/La Foux: 100-300; Vars: 55-175.

PYRÉNÉES

Az-les-Thermes: 00-50; Caute-rets-Lys: 40-100; Font-Romen: 30-70; Gourette: 00-100; Luz-Ardisen: 10-70; La Mongie: 10-90; Peyragudes: 15-120; Pinu-Engaly: 35-140; Saint-Lary-Soulan: 05-70; Luchon-Superbagnères: 10-80.

AUVERGNE

Le Mont-Dore: 0-10; Besse-Super-Besse: 00-00; Super-Lioran: 00-00.

JURA

Métabief: n. c.; Mijoux-Lelex-la-Faulx: 00-020; Les Rousses: 00-40.

VOSGES

Le Bonhomme: n. c.; La Bresse-Hohneck: 10-15; Gérardmer: n. c.; Saint-Maurice-sur-Moselle: n. c.; Ventron: n. c.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE.** Les deuxième et troisième journées de la justice auront lieu les samedi 22 et dimanche 23 mars. Au Palais de justice de Paris, des avocats ouvriront un espace de consultations spécialisées et gratuites, des commissaires-priseurs estimeront les objets qui leur seront présentés. Un « pôle jeunesse » proposera des permanences d'information sur les métiers de la justice. Des animations et visites guidées auront lieu au Conseil d'Etat, au tribunal administratif, au tribunal de commerce et à la Cour de cassation. D'autres animations sont prévues en province. Renseignements au 01-42-96-31-31, ou par Minitel au 36-15 Justice.

■ **ANTIQUITÉS.** A Lyon, le salon « Arts et antiques » a lieu jusqu'au lundi 17 mars au Palais des congrès. Outre les spécialités classiques, soixante-dix exposants ont sélectionné des pièces qui intéressent les amateurs de la région: peintures de l'Ecole lyonnaise (15 000 à 80 000 francs), assiettes en faïence de Lyon (5 000 à 10 000 francs), mobilier lyonnais (15 000 à 50 000 francs). Parmi les pièces rares, un poêle en faïence lyonnaise du XVIII^e siècle (16 000 francs), et un habit dit « bahut à pierre » en noyer d'époque Directoire, dont le dessus forme une vasque (40 000 francs).

■ **SÉCURITÉ.** La Prévention routière, les Compagnies républicaines de sécurité et Sbel viennent de lancer l'opération itinérante « Piste moto d'éducation routière ». De mars à novembre, cette opération s'installera dans quarante-quatre villes afin d'initier à la conduite moto d'un cyclomoteur les jeunes, à partir de quatorze ans, mais aussi les titulaires du permis auto depuis au moins deux ans, qui peuvent piloter une 125 cc.

PRÊT-À-PORTER HIVER 1997-1998

John Galliano dans l'œil du Sphinx

Après celle de Dior, le couturier anglais présente sa propre collection



Egypte en technicolor sur nuage d'or

Photographie de Françoise Hugulier

Bal à Louxor, ou retour d'Egypte chez la reine mère. Pour son défilé maison, le jeudi 13 mars, après sa prestation chez Dior, le couturier anglais John Galliano métamorphose ses collégiennes à l'uniforme gris-fog en pharaonnes glamour. Chez lui, les mannequins ne portent pas les robes, elles les jouent, parures majeures d'un Hollywood chatouillé par un Anglais en état de grâce. Sur des fonds légers de gris, l'as, paille ou puce se détachent des arabesques, et les bijoux brillent, tels des yeux de fauve. Paris-sur-Nil célèbre les noces de Suzy-Sphinx et de la fée.

TROIS GRAMMES de soie pour Nefertiti, tout l'or du monde pour une Cléopâtre rêvée, surgie dans la vallée des Reines à l'appel du couturier anglais qui a choisi Paris et que la capitale a adopté. Au Musée national des monuments français, John Galliano a présenté, jeudi 13 mars, ses cinquante modèles maison, laissant les mannequins, Linda, Carla, Eva et les autres, devenir, après Theda Bara (1917), Claudette Colbert (1934), Liz Taylor (1963), les héroïnes aux yeux d'or d'une superproduction couture.

Costumes? Robes? Les frontières s'effacent, au nom du corps qu'il effleure en Aladin gentleman. De rêves d'opium en pépium, il galope sur des nuages. Deux jours plus tôt, pour Dior, dont il est le directeur artistique depuis décembre 1996, cet illusionniste transformait le Musée Guimet en jardin d'hiver chinois, fleuri de pin-up à la Vargas et tournée dans un Shanghai recomposé.

Ce soir-là, entre sièges curules de bois doré, coussins de Damas, il convie son public à un bal de têtes et de jambes, dans un jardin de paradis, où s'étourdissent acrobates, dandies et jongleurs de Mayfair. Un dos de crêpe s'ouvre comme un rideau de cinéma. Des reptiles d'or s'enlacent sur la peau nue de ces aventurières de fumoir. La soie se ride sur les hanches, en ondes transparentes. Mais rien ne pèse, tout vole: là, un drapé de soie illus comme un pois de senteur; ici, des mules transparentes, des spartiates serpents, une calotte aux sequins d'or pour danse des sept voiles dans une suite du Winter Palace, au bord du Nil. Ou pour une halte imaginaire au Grand Hôtel royal du Caire, que ses « salons particuliers pour dames » rendent autrefois célèbre.

Esthète, virtuose du kitsch, l'ancien élève de la Saint Martin's School se révèle comme un metteur en scène capable d'attirer à lui les haladins de l'éphémère qui font Paris. Sur un air de champagne, le public montifié reoat, les braves crépitent, et de l'autre côté des fenêtres, la tour Eiffel s'invite dans le décor.

Comme rédigées à la plume de roseau, quelques lettres se détachent sur des tee-shirts tatouages: « Father, forgive them for they know not what they do » (« Père, pardonnez-leur car ils ne savent pas ce qu'ils font »). Quand d'autres labourent des passés trop récents où ils s'enlissent, John Galliano papillonne, redonnant à l'Histoire sa part d'ivresse.

Laurence Benaim

Le stand du Front national au Salon du livre a été mis à sac

La plupart des éditeurs déplorent l'incident

LA PUBLICITÉ faite autour de la présence d'un stand lié au Front national, au 17^e Salon du livre de Paris qui s'est ouvert mercredi 12 mars à la porte de Versailles, a donné lieu à de vifs incidents dans l'après-midi du jeudi 13 mars. Au terme d'un rassemblement réunissant une centaine de personnes, le stand a été totalement mis à sac.

A l'issue de cette manifestation, organisée à l'extérieur de l'enceinte par l'association Ras l'Front, une vingtaine de jeunes gens se sont retrouvés, vers 16 heures, devant le stand qui, sous le sigle discret SANH (Société anonyme de National Hebdo), présentait des ouvrages de propagande de l'extrême droite (Le Monde du 14 mars). Rejoins par d'autres visiteurs du Salon et quelques professionnels de l'édition, ils ont commencé par scander des slogans hostiles au FN, sous l'œil d'abord impassible des responsables du stand, protégés par leur propre service d'ordre. Très vite, la tension est montée. Quelques personnes ont été aspergées de café et de chocolat. Après les cris et les insultes, les manifestants s'en sont pris aux livres exposés. Le stand lui-même n'a pas résisté longtemps.

Ni les services de sécurité du Salon ni la police ne sont intervenus; seuls deux responsables de l'OIP - organisateur du Salon - ont tenté de s'interposer, en vain. Des montants de l'installation qui était en train d'être démantelée, ont été brandis par les militants frontistes qui tentaient de défendre leur stand. Dans la confusion, le conseiller régional FN de Picardie, Lionel Payet, aurait, selon certains témoins, été légèrement blessé. Entre-temps, les exposants se sont retirés par l'issue de secours qui s'ouvrait juste derrière le stand - ou ce qu'il en restait -, récupérant ce qui pouvait l'être. On notait la présence, aux côtés de l'extrême droite, de l'éditeur révisionniste de la Vieille taupe, Pierre Guillaume.

En fin d'après-midi, seuls quelques pages arrachés et des livres maculés jonchaient le sol. On pouvait notamment ramasser parmi les débris des caricatures de Konik, le dessinateur de Minute, dont l'une montrait, à côté de distributeurs de chewing-gums et de préservatifs, une machine à sous proposant la nationalité française.

« ON LEUR FAIT DES CADEAUX »
Les éditeurs, qui avaient pris, mercredi 12 mars, l'initiative d'une pétition demandant « le départ de la SANH du 17^e Salon du livre de Paris » et s'engageant « à ne pas participer au 18^e Salon si cet éditeur, ou tout autre éditeur du même courant, y [était] présent », ont déploré ces incidents. Certains se réjouissaient de voir le FN « bouté hors du Salon, en une journée ». Mais plus nombreux étaient ceux qui coodam-

naient « cette manière de faire apparaître le FN, venu ici pour pravaquer, comme une victime ». François Gèze, PDG de La Découverte, s'est dit « hostile » à ce type de violence : « On se fait plaisir et on leur fait des cadeaux ». Pour Paul Ditchakovsky-Laurens (éditions POL), « c'est un très mauvais moyen de lutte ». L'un et l'autre ont précisé que la pétition, qui continuait à circuler jeudi soir, avait d'abord, à leurs yeux, une valeur symbolique et se voulait une alerte pour l'avenir. Les signataires de ce texte invitent à réfléchir sur l'établissement d'une « charte claire précisant les engagements des exposants, et notamment leur refus de toutes les thèses défendant l'inégalité des races et la xénophobie ».

« UN ESPACE DE LIBERTÉ »
Plusieurs éditeurs ont mis en cause l'absence de vigilance des organisateurs du Salon et surtout du Syndicat national de l'édition (SNE), qui auraient dû être plus attentifs à la nature des publications exposées sous le sigle SANH. Et cela, même si l'OIP n'est pas fondée légalement à refuser la présence d'un stand lié à un parti politique autorisé. Pour Claude Cherki, PDG du Seuil, « ce n'est pas un problème de légalité, mais de choix. L'OIP se retranche derrière la liberté de publier; moi liberté est de ne pas revenir ». Quant à Christian Bourgois, il exprimait, avec courtoisie, une opinion exprimée par d'autres - éditeurs ou visiteurs - avec plus de vivacité, voire d'agressivité : un désaccord radical face à la manière dont la presse a « mis en valeur » le FN à travers la présence de ce stand.

L'OIP et le SNE ont publié conjointement, jeudi en fin d'après-midi, un communiqué coodamnant, « au nom de la liberté de publier », « de tels agissements, quelle que puisse être la légitimité de leurs motifs ». Ils déclarent ne pas avoir « vocation à exercer un quelconque contrôle sur le contenu ou la qualité des ouvrages présentés, lorsque ni ces ouvrages ni ceux qui les exposent ne tombent sous le coup de la loi. Le Salon du livre est et doit rester un espace de liberté ».

Au cours de la « ooculture », jeudi soir - pour laquelle la fréquentation était bien inférieure à ce qu'elle est habituellement -, tout était redevenu calme. A l'emplacement vide, une dizaine de sympathisants d'extrême droite commentaient les incidents. Parallèlement, l'organisation léniniste dénonçait dans un communiqué une « agression scandaleuse et délibérée contre un stand de la presse nationale » et annonçait la visite au Salon de Bruno Gollnisch, député européen FN. Une demande officielle a été faite auprès de l'IDP, par la SANH, pour obtenir le rétablissement du stand.

Patrick Kéchichian
et Marion Van Renterghem

Programmation rajeunie et alléchante pour le 51^e Festival d'Avignon

Le Québécois Denis Marleau et son Théâtre Ubu donneront le coup d'envoi le 10 juillet

La location pour le Festival d'Avignon 1997 - qui aura lieu du 10 juillet au 2 août - s'ouvrira lundi 23 juin. Paradoxalement, l'affiche présente cette

année plus d'attrait que celle de l'édition précédente, du cinquantième anniversaire. Signe d'un rajeunissement, Denis Marleau, Olivier Py et la

Compagnie Philippe Genty occuperont la cour d'honneur du Palais des papes. La programmation est également marquée par sept spectacles russes.

retra prend, d'Antonio Tabucchi. Laurent Pelly et le Centre dramatique des Alpes créeront *Dieux et héros*, hymnes homériques. Stanislas Nordey et le Théâtre de Nanterre-Amandiers présenteront *La Dispute*, de Marivaux, et *Contention*, de Didier-Georges Gabilly. Michel Raskioe et le Théâtre du Point du Jour de Lyon créent *Les Quatre-vingt-neuf minutes de madame de M...*, de Lothar Trolle. Le Théâtre académique de l'Etat de Lituanie présentera deux spectacles mis en scène par Oskaras Korsunovas, *La, être ici*, de Danil Harms, et *La Veille 2*, de Danil Harms et Alexandre Vvedenski.

ATTENTION À LA RUSSIE

Après l'Inde, en 1994, et le Japon, en 1995, la Russie fera l'objet d'une attention particulière. Sept spectacles seront présentés, signés de plusieurs des metteurs en scène marquant de la scène russe : Ivan Popovski reprendra ses Aven-

tures de Casanova, d'après Marina Tsvetaeva ; Piotr Fomenko créera *eo France Loups et brebis*, d'Os-trovski ; Vassiliev mettra en scène *Les Lamentations de Jérémie*, spectacle conçu par Vassiliev et le compositeur Vladimir Martinov, puis *Amphitryon*, de Molière ; Rézo Gabriadze reprendra son splendide *Chant pour la Volga*. Deux nouveaux veus (Evgeni Kamenkovitch pour *La Nuit des rois*, de Shakespeare ; Sergueï Genovatch pour *Un mois à la campagne*, de Tourguenev) complètent cette section.

La programmation danse s'ouvrira par la création de *Paysage après la bataille*, par Angelin Preljocaj. Joëlle Bouvier et Régis Obadia présenteront *Les Chiens* ; Catherine Diverres *Stances (I et II)* ; l'Américaine Joaqua Haigood, *Psalm*. Entre théâtre et danse, on retrouvera les étonnants acteurs de la compagnie belge Victoria avec *Bernadette* et le chorégraphe Josef Nadj avec ses variations sur

Woyzeck. L'Allemande Hanna Schygulla reprendra son régal, *Le Temps suspendu*, sur une partition de Norbert Claudberg, tandis que le Centre Acanthes recevra les compositeurs Olgang Cheo (Chioe), Marc-André Dalbavie (France) et Marco Stroppa (Italie). Comme à l'habitude, France-Culture et la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (S.A.C.D.) proposeront leurs cycles de lecture de textes nouveaux. Une importante exposition rétrospective aura lieu à Saint-Louis d'Avignon, 1947-1997, 50 ans de théâtre à travers le Festival d'Avignon, conçue par Antoine de Baecque et André Serré. L'exposition d'été (14 juin-28 septembre) du Palais des papes et du Petit Palais sera consacrée aux « Histoires tissées ».

La Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon proposera, du 11 juillet au 2 août, ses XXIV^e Rencontres avec *De quelques choses vues la nuit*, de Patrice Kermann (mise en scène Solange Dswaldet et Guy Martinez), *Lettre au directeur du théâtre*, de Denis Guédon (mise en scène Hervé Loichemol), *L'Usage de la vie*, de Christine Angot (mise en scène Dominique Lardoux), *L'Avant-Dernier des hommes*, de Valère Novarina (mise en scène Claude Buchwald et Claude Merlin) et *Millarepa*, l'homme de coton, d'Eric-Emmanuel Schmitt (mise en scène Bruno Abraham-Kremer). Chaque jour, du 14 au 20 juillet, un auteur lira son dernier texte.

O. S.

Le vade-mecum du festivalier

La location du Festival d'Avignon 1997 ouvrira le lundi 23 juin (tél. : 04-90-14-14-14). Pour recevoir le programme complet, il faut adresser, à partir du 1^{er} mai, une enveloppe (21 x 29,7 cm) libellée et affranchie à 11,50 F au Bureau du festival, BP 492, 84072 Avignon Cedex 04.

Individuellement ou en groupe, pour les personnes âgées de treize à dix-sept ans, on de plus de dix-huit ans, plusieurs formules d'accueil sont proposées par les Cemea et par l'association Centre de jeunes et de séjours (rens. : Cemea, 76, boulevard de la Ville, 75940 Paris Cedex 19. Tél. : 01-40-40-43-28). Pour toute demande d'ordre touristique et d'hébergement, il faut s'adresser à l'Office de tourisme d'Avignon (84000), 41, cours Jean-Jaures, tél. : 04-90-82-65-11, ou à celui de Villeneuve-lès-Avignon (30400), 1, place Charles-David, tél. : 04-90-25-61-33.

Moment imaginaire de vérité entre Malraux et Drieu La Rochelle

L'ALERTE, de Bertrand Poirot-Delpech. Mise en scène : Jean-Pierre Miquel. Avec Michel Favory, Jean-Baptiste Malartre et Gilles Privat. COMÉDIE-FRANÇAISE, Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6^e. M^e Saint-Sulpice. Tél. : 01-44-39-87-00. Mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30 ; jeudi à 19 h 30 ; dimanche à 16 heures. 85 F à 160 F. Durée : 1 h 30. Jusqu'au 20 avril. La pièce est éditée chez Gallimard - collection « Le manteau d'Arlequin », 189 p., 80 F.

Vêtu de tweed anglais, un homme fume des Players et écrit. Il est assis dans un restaurant parisien où tout semble normal. Seules les lampes donnent l'Alerte. Elles sont peintes du vernis bleu « défense passive ». C'est la guerre. On l'apprend vite, par le patrou, un bel exemple de « courage, fuyons » franchouillard, auquel le client élégant oppose une attitude française : « Je suis une sorte de collabo », dit-il. Pas n'importe lequel : Pierre Drieu La Rochelle, en personne. Il a rendez-vous avec André Malraux, qui arrive bientôt, couvert d'une canadienne estampillée Résistance.

Nous sommes en mai 1943. Moment crucial. La guerre a tourné. En Afrique, Gide fait ses valises. Les Alliés s'apprêtent à débarquer en Sicile. Quel qu'il arrive, Hitler va perdre. Les

deux hommes le savent. Pourquoi se recroisent-ils, eux qui tout alors sépare ? Pour faire du théâtre un moment de vérité : *L'Alerte* est un précipité d'Histoire inventée. Certes, André Malraux et Pierre Drieu La Rochelle se sont effectivement rencontrés, en mai 1943. Il en reste une trace dans le Journal de Drieu. Mais personne ne sait ce qu'ils se sont dit. Sauf Bertrand Poirot-Delpech, qui a passé sa tête à travers la porte ouverte de l'étroite indication, pour se transformer en témoin (ou en patron de restaurant). Il a imaginé, rêvé, réfléchi, et sûrement pesté en écrivant *L'Alerte*. C'est qu'il y avait de la matière : rares sont les soirées, dans une vie, où tout peut basculer, non seulement en soi-même, mais aussi dans le monde.

LE DÉPIT DE VIVRE

Deux figures, et deux hommes s'affrontent. L'amitié les unit, portée par le désir de trouver l'impossible dans la littérature : l'innocence à quel appelait Dostoïevski. Un rêve céleste, qui pour Drieu s'est effondré dans les tranchées de Verdun, tandis que Malraux le transformait en acte de fraternité - auprès des camarades des Brigades internationales, en Espagne, puis des compagnons de De Gaulle. Et si l'engagement commençait là où finit le renoncement ? Drieu pose la question, qui pour Malraux n'est autre que l'expression d'une inaccep-

table tristesse : le dépit de vivre. Entre amis, ce terrain d'échanges est vieux comme le monde. En mai 1943, il amplifie le bruit des bombes qui traverse *L'Alerte*. « En être ou pas : aujourd'hui, la question d'Hamlet serait celle-là. Être d'un certain côté, APPARTENIR à un camp ; de préférence, le bon », dit André Malraux à Drieu, qui veut bien l'écouter mais pas l'entendre. Pour lui, il n'y aura pas de « chapitre suivant » : « Je sais que je mourrai seul. Seul comme devant la bière tiède d'un rendez-vous manqué, comme devant un livre qui n'aurait pas de suite. »

Après ce rendez-vous, les deux hommes ne se reverront plus. Est-ce la marche inévitable de l'Histoire, ou la mort annoncée, qui a tranché ? Bertrand Poirot-Delpech laisse la porte ouverte. Deux hommes quittent le restaurant - deux vies hors du commun habitent le théâtre. Sur le plateau du Vieux-Colombier, Drieu et Malraux prennent les traits de Michel Favory et Jean-Baptiste Malartre. Les comédiens s'essayent pas de ressembler à leurs modèles, et c'est bien. Ils restent des personnages, qui auraient mérité une vraie direction - et non l'étouffement de Jean-Pierre Miquel : « Il faut savoir mettre de l'Inexplicable dans nos actes. C'est par là que nous égalons aux dieux », dit pourtant André Malraux dans *L'Alerte*.

Brigitte Salino



AUORE CLÉMENT BERNADETTE LAFONT JEAN-LUC GODARD

nous sommes tous encore ici

UN FILM DE ANNE-MARIE MIÉVILLE

Une comédie se joue sous nos yeux, pleine de vivacité et de profondeur, que l'on voudrait ne pas voir s'arrêter.

LES CAHIERS DU CINÉMA

LES DIALOGUES DU FILM, ÉDITÉS PAR ATELIER ALPHA BLEUE, SONT EN VENTE EN LIBRAIRIE. LA BANDE SON DU FILM EST DISPONIBLE SUR CD ET K7 VIRGIN. COLLECTION VIRGIN DIXIT.

MERCREDI 19 MARS AU SAINT ANDRÉ DES ARTS

DISTRIBUTION
LES FILMS DU LOSANGE

مكتبة الأمل

COMMUNICATION

LE MONDE / SAMEDI 15 MARS 1997

PUBLICITÉ La loi Evin est à nouveau sur la sellette à l'approche de la Coupe du monde de football, qui doit avoir lieu en France du 10 juin au 12 juillet 1998. ● LE GOUVERNE-

MENT français étudie la possibilité d'annuler certaines dispositions de la législation en matière de publicité sur l'alcool et le tabac à l'occasion des manifestations sportives inter-

nationales organisées sur le sol français. ● LE BRASSEUR américain Anheuser-Busch en a fait la demande pressante au président de la République, Jacques Chirac, après

avoir saisi la Commission européenne. Cet important sponsor de la Coupe du monde craint de ne pas pouvoir exploiter publiquement sa marque Budweiser dans les

stades du Mondial. ● LA PRESSE magazine a renouvelé, mardi 11 mars, lors du colloque Presse-Liberté, son offensive contre une loi jugée « hypertatillonne ».

La loi Evin est menacée par un sponsor de la Coupe du monde de football

Le gouvernement français envisage des modifications à la législation sur l'alcool dans les manifestations sportives. Il est saisi, ainsi que Bruxelles, par le brasseur américain Anheuser-Busch, qui souhaite pouvoir exploiter publiquement sa marque de bière Budweiser dans les stades du Mondial.

LA LOI dite « Evin » sera-t-elle modifiée pour permettre au brasseur américain Anheuser-Busch (bières Budweiser) d'exploiter publiquement la Coupe du monde de football, prévue en France dans seize mois ? Anheuser-Busch, l'un des sponsors liés à la Fédération internationale de football (FIFA), exerce une pression grandissante en ce sens auprès de la Commission européenne et du gouvernement français. Au ministère de la Jeunesse et des sports, on reconnaît d'ailleurs que, si la position du gouvernement d'est pas définitivement fixée, « il y a un problème de nature juridique » qui pourrait aboutir à modifier les dispositions de la loi Evin lors d'événements sportifs internationaux ayant lieu en France.

« Nous souhaiterions que tout le monde puisse y trouver son compte », assure l'entourage de Guy Druet, l'ancien ministre de la Jeunesse et des sports, qui a rejoint les associations de lutte contre l'alcoolisme. « Quand je vois les Guignols avec leur World Company, sur Canal Plus, j'ai l'impression qu'on est dans cette dimension-là avec la Coupe du monde de football », commente,

désabusé, Patrick Elieau, directeur de l'Association nationale de prévention de l'alcoolisme (ANPA).

À la fin de son droit de « parrain officiel de la Coupe du monde de football » (payés 100 millions de francs), Anheuser-Busch met tout en œuvre pour obtenir, en dépit de la législation française, que les deux panneaux Budweiser prévus dans son contrat avec l'ISL (détenteur des droits de marketing de la FIFA) puissent être mis autour des terrains et vus par les 37 millions de téléspectateurs attendus.

La loi Evin interdit en France, depuis janvier 1993, le parrainage sportif par des marques d'alcool et de tabac, et n'autorise pas, en vertu d'un « code de bonne conduite », signé par les chaînes françaises de télévision, à la demande du CSA, la diffusion d'images sportives françaises comportant de la publicité « autorisée » pour de l'alcool et du tabac. La législation française est, en la matière, la « plus sévère ». Un tel parrainage est autorisé dans d'autres pays européens : dans le football (Championnat d'Europe des na-

tions 1996 en Angleterre par la bière Carlsberg), le rugby (Coupe d'Europe des clubs par Heineken) ou encore le ski alpin (Championnat du monde de Sestrières par Warsteiner).

LETRE À JACQUES CHIRAC

Une partie de bras de fer s'est donc engagée, il y a tout juste un an, avec les pouvoirs publics français. Pour obtenir gain de cause avant le mois de juillet 1997 (date butoir nécessaire à la mise en place de sa communication publicitaire), Anheuser-Busch multiplie les offensives. Et « le ton est en train de monter », rapporte une source proche du dossier. Une plainte a été déposée, le 1^{er} mars 1996, auprès de la Commission européenne par Anheuser-Busch Europe et son agence de publicité DDB Europe contre l'Etat français pour « restriction à la liberté de prestation de service ». Cette plainte, qui se fonde sur le non-respect par la loi Evin de l'article 59 du traité de Rome, devrait aboutir à l'envoi d'un « avis motivé » au gouvernement français, le priant instamment de se mettre en conformité avec la législation communau-

taire. Mais « la procédure est longue et la décision sera forcément postérieure à l'organisation de la Coupe du monde France 98 », affirme-t-on dans l'entourage d'Anheuser-Busch.

Le brasseur américain a donc décidé de s'adresser directement au président de la République. Par une lettre de décembre 1996, August A. Busch III, président de la société, rappelle à Jacques Chirac son stage d'été au siège social de l'entreprise à Saint-Louis (Missouri) lorsqu'il était

étudiant. Et il demande qu'« une solution acceptable » soit trouvée d'ici à l'été 1997. L'industriel américain plaide notamment que son engagement avec la FIFA repose sur un partenariat à long terme. Toutefois, pour France 98, le contrat date du 6 novembre 1995. « Ils ont signé en connaissance de cause puisque la loi était déjà entrée en application », rétorque Philippe Margraf, responsable juridique d'ISL. Ils auront toujours la possibilité de céder leurs panneaux à un autre sponsor de la FIFA, ou

de se désengager sous réserve que l'on trouve un remplaçant, ou d'attribuer leur espace à une cause de leur choix.

La lettre de M. Busch ajoute une malaise des autorités françaises, déjà sous le coup d'une plainte de la part d'alcooliers européens. En témoigne la « commission loi Evin » maudite en avril 1996 pour évaluer la compatibilité de la loi avec la législation européenne. Elle était composée de quatre personnes, dont Bernard Brocard, président du PSG et du groupe de publicité DDB, dont une filiale gère la publicité du Comité français d'organisation (CFO) pour 1998. Elle a accouché, quatre mois plus tard, d'un document de travail dont la valeur est contestée par l'un des membres, le docteur Dominique Barrucand. « La volonté du ministre (...) était d'adopter la loi Evin », dit-il. « Le sujet, sensible, est actuellement débattu avec le secrétariat d'Etat à la Santé », précise le cabinet de Guy Druet, qui réfléchit à deux solutions : un amendement au « code de bonne conduite » ou un amendement à la loi.

Florence Amalou

Euronews rénove sa grille pour séduire un partenaire privé

LYON de notre correspondant régional. Il règne une certaine fébrilité dans les couloirs du siège d'Euronews, à Ecully, dans la banlieue ouest de Lyon. Lundi 17 mars, la chaîne d'information en continu modifie sa grille. On se réunit encore pour régler les derniers ajustements ; les scénaristes sont affairés de secondes. Ces changements dans le rythme des programmes et leurs habillages impliquent une réorganisation de la rédaction et des locaux. Mais en même temps il faut assurer les vingt heures quotidiennes d'antenne, diffusées par Eutelsat II et, depuis le lundi 10 mars, par Canal Satellite, le bouquet de programmes numériques de Canal Plus. Pour Euronews, cette semaine de mars ressemble à un deuxième départ.

Depuis son lancement, en janvier 1993, à l'initiative de plusieurs chaînes publiques européennes, Euronews a dû vaincre des scepticismes sur son positionnement dans le paysage audiovisuel et affronter des difficultés financières. En 1994, Euronews affichait un déficit de 85 millions de francs pour un budget annuel de 175 millions. Plusieurs fois, l'avenir de la chaîne a été menacé, faute d'un capital

suffisant et d'une volonté à développer un concept nouveau. En 1995, les actionnaires d'Euronews ont cherché des partenaires privés et Alcatel, via sa filiale la Générale occidentale, a pris 49 % des parts, pour 100 millions de francs. Mais, quelques mois plus tard, les nouveaux dirigeants d'Alcatel déclarent de reconstruire les activités du groupe et d'abandonner le volet médias.

« Aujourd'hui, la Générale occidentale ne s'est pas encore désengagée de la chaîne et nous aide à chercher un nouveau partenaire », explique Jean-Claude Silvain, secrétaire général d'Euronews, qui ne souhaite pas en dire plus. Néanmoins, il dresse un portrait-robot de ce partenaire idéal : « Un groupe qui croit à ce projet et qui fixe des objectifs pour en développer les potentialités. »

NOUVELLE DYNAMIQUE

Pour des salariés d'Euronews, la Générale occidentale a permis de sortir de la gestion « très service public » où les présences entre les représentants des dix-sept chaînes publiques (dont un noyau dur composé de France Télévision, la RAI, TRVE et la SSR) pesaient sur le fonctionnement. De nouveaux responsables ont été nommés,

comme James Baer, directeur général depuis février 1996, qui ont impulsé une dynamique dans un contexte économique fragile : en 1996, sur un budget de près de 200 millions de francs, la chaîne a enregistré un déficit de 40 millions.

Parmi les chantiers ouverts, celui de la publicité : en 1995, Euronews avait fait 5 millions de francs de recettes, et 20 millions en 1996. M. Silvain espère que ce chiffre sera multiplié par quatre « au-delà de l'an 2000 ». La grille a été confiée à une filiale d'Havas, groupe qui avait déjà approché au lancement la chaîne, mais qui avait fait faux bond au dernier moment.

En novembre 1996, le nouveau directeur d'antenne et de la rédaction, le Belge Johan Op de Beek, a entrepris de modifier la grille. Son objectif est de redonner les programmes plus lisibles. Il a mis l'accent sur deux tranches stratégiques : le 6-9 heures et le 19-23 heures. A partir de lundi, les téléspectateurs découvriront une information mieux hiérarchisée. « A la différence de CNN, explique Johan Op de Beek, nos programmes sont diffusés en plusieurs langues [français, italien, espagnol ou anglais], nous ne pouvons donc utiliser des présentateurs pour marquer des

pauses entre deux informations. » Pour calmer le rythme précipité des programmes, une palette de voix différentes a été enregistrée afin d'aider le téléspectateur à se repérer. Autre souci de Johan Op de Beek, offrir des rendez-vous fixes, la tranche du matin a été coquée avec des séquences d'un quart d'heure, celle du soir, « plus analytique », fonctionnera sur la demi-heure.

Entre 9 et 19 heures, place aux magazines, dont la durée de diffusion sera limitée à une semaine. Pour « faire cette opération chirurgicale dans l'architecture de la chaîne », les journalistes seront plus spécialisés : la rédaction en compte désormais soixante-quinze avec un statut de permanents, une vingtaine de pigistes ayant été intégrés.

Avec la nouvelle grille et la montée sur le bouquet de Canal Plus, Euronews bénéficie d'un bouffée d'air frais, même si, sur Canal Satellite, la chaîne retrouvera LCI : « Nous ne sommes pas concurrents, répètent les dirigeants d'Euronews, notre vocation est et restera européenne. » Ils n'ont plus qu'à trouver le partenaire privé susceptible de relever financièrement le pari.

Bruno Caussé

Reconduction de la grève à Radio France Internationale

LES SALARIÉS de Radio France Internationale (RFI) ont voté « à l'unanimité » la reconduction de la grève pour la défense de l'emploi qui a commencé jeudi 13 mars. L'intersyndicale CFDT, CFPC, CGC, CGT, FO, SNI, SIFR « dénonce l'attitude irresponsable de la direction qui laisse s'enliser les négociations et se poursuivre le conflit ». Les salariés protestent notamment contre la non-reconduction de quatre contrats à durée déterminée, mais le mouvement témoigne d'un malaise persistant. La direction a affirmé, jeudi soir, vouloir poursuivre les négociations afin de trouver une solution au conflit.

DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : l'hebdomadaire financier *Investir* (Desfossés international, filiale de LVMH) propose une nouvelle formule, samedi 15 mars. Premier hebdomadaire financier, *Investir* a eu en 1996 une diffusion moyenne payée de 91 356 exemplaires. Selon le PDG de Desfossés international, Fabrice Larue, *Investir* prévoit de dépasser les 100 000 exemplaires en 1997. Affichant 107 443 exemplaires vendus en 1994, la diffusion du titre avait baissé en 1995 et 1996.

■ **Le conseil de surveillance des publications de la Vie catholique** (Télérama, La Vie, etc.) a décidé, mardi 11 mars, à l'unanimité, de créer une commission de travail qui aura « pour unique mission de rechercher une solution interne au problème de transmission du patrimoine dans le respect des valeurs qui ont inspiré le groupe depuis sa création ». Les deux principaux actionnaires, la famille Hordelin et Michel Houssin, avaient envisagé de céder leurs actions (Le Monde daté 9-10 février et du 19 février).

■ **MULTIMÉDIA** : les groupes allemands Axel Springer et Bertelsmann veulent créer une société commune pour lancer un service en ligne consacré au sport. La création de la nouvelle société, baptisée Sportkanal, déteue à parts égales par les deux groupes, doit être soumise à l'aval des autorités de concurrence. (AFP)

T'hebdo
de michel field

Recu à Normale Sup', reçu à l'Agrégation de lettres, reçu à l'ENA, reçu à Matignon, à l'Élysée et à Brégançon... Il lui manquait

L'HEBDO de CANAL+ ! MICHEL FIELD REÇOIT ALAIN JUPPE SAMEDI 15 EN CLAIR ET EN DIRECT DANS L'HEBDO À 12 H 30.

Pendant qu'on regarde CANAL+ au moins on n'est pas devant la télé.

مكتبة الشارقة

J'ai six ans et je...

LA LOI EVIN



France 3

France 3

France 3

Le décès accidentel d'un fœtus humain est qualifié d'homicide involontaire

La cour d'appel de Lyon condamne le praticien responsable à six mois de prison avec sursis

EN CONSIDÉRANT que le décès accidentel d'un fœtus humain de cinq mois est un homicide involontaire, la cour d'appel de Lyon a rendu un arrêt qui fera sans doute date. Les magistrats de la cour ont condamné, jeudi 13 mars, le docteur François Gouffier, gynécologue-obstétricien, à six mois de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende, sous la qualification d'homicide involontaire. Ce médecin hospitalier lyonnais avait provoqué la mort d'un fœtus en pratiquant sur l'une de ses patientes une intervention qui ne lui était, à l'origine, pas destinée. Se fondant notamment sur les avancées de la science, la cour a estimé que le fœtus, âgé de vingt à vingt-quatre semaines et « en parfaite santé », était viable.

C'est à la suite d'une confusion dans les dossiers de patientes portant le même nom que l'erreur médicale s'est produite. Enceinte de cinq mois, M^{me} Thi-Nho-Vo s'était rendue le 27 novembre 1991 à la consultation du docteur Gouffier, à l'Hôtel-Dieu de Lyon, pour un examen de surveillance de grossesse. Le docteur Gouffier croyait pour sa part qu'il s'agissait d'une femme venue pour l'ablation d'un stérilet. Sa patiente, d'origine vietnamienne, ne parlait pas français. Contrairement aux règles médicales, ce médecin n'a pas pratiqué l'examen clinique qui lui aurait permis de constater la grossesse. L'intervention avait déclenché la rupture de la poche des eaux et entraîné la mort du fœtus.

Le 3 juin 1996, les juges du tribunal correctionnel de Lyon, soulignant qu'aucun texte ne définit le statut du fœtus humain,

avaient prononcé la relaxe du médecin poursuivi alors pour blessures involontaires, la partie civile puis le ministère public décidant de faire appel. Au cours de l'audience du 30 janvier de la cour d'appel de Lyon, Jean-Olivier Viont, avocat général, avait précisé les enjeux d'un tel dossier, rappelant notamment aux magistrats qu'ils étaient appelés à statuer sur « un problème de droit qui ne s'était jamais posé jusqu'alors ». Pour le représentant du parquet général, la question soulevée est celle de savoir si, passé dix semaines de grossesse, délai maximum autorisé pour la pratique des interruptions volontaires de grossesse, l'embryon a « toutes les chances d'arriver à terme ». « Si la réponse est oui, le fait d'attendre d sa vie constitue bien un homicide », a-t-il considéré.

LA NOTION DE VIABILITÉ

Présidé par Grégoire Fimodori, la cour d'appel a répondu par l'affirmative aux interrogations du ministère public. Dans son arrêt, rendu jeudi 13 mars, elle estime que « la loi consacrer le respect de tout être humain dès le commencement de la vie, sans qu'il soit exigé que l'enfant naisse viable, du moment qu'il était en vie lors de l'acte qui lui a été porté ». Cette règle vaut « sous réserve des dispositions relatives à l'interruption volontaire de la grossesse et de celles relatives à l'avortement thérapeutique ».

La cour s'interroge sur la « viabilité » qui « constitue une notion scientifiquement contingente et incertaine ». Elle rappelle qu'aux États-Unis, certains fœtus, nés vingt-trois ou vingt-quatre se-

maines après leur conception, avaient pu être maintenus en vie, ce qui était impossible il y a encore quelques années. Les magistrats estiment « de surcroît » que la viabilité à la naissance est une notion « dépourvue de toute portée juridique, la loi n'opérant aucune distinction à cet égard ».

Fort de cette analyse, la cour conclut à l'effectivité de la qualification d'homicide involontaire : « Tant l'application stricte des principes juridiques, que les données acquises de la science, que des considérations élémentaires de bon sens, conduisent à retenir la qualification d'homicide involontaire s'agissant d'une atteinte par imprudence ou négligence portée à un fœtus âgé de vingt à vingt-quatre semaines en parfaite santé, ayant causé la mort de celui-ci ».

Cette décision, qui pourrait faire jurisprudence, se fonde sur une construction juridique qui ne manque pas de surprendre les spécialistes du droit dans la mesure où elle conduit, de facto, à conférer le statut de personne au fœtus humain. Jusqu'à cet arrêt, le droit français ne reconnaissait pas de personnalité juridique à l'embryon et au fœtus. Toutefois, si ce dernier n'est pas une personne au sens du droit civil - titulaire de droits ou de devoirs -, le droit français définit des éléments de protection comme, par exemple, l'encadrement de la recherche biologique et médicale dont il pourrait faire l'objet.

La principale difficulté réside ici dans la confrontation de la reconnaissance du droit à la vie et du droit de la femme enceinte à disposer de son corps. L'article 1^{er} de la loi Veil du 17 janvier 1975,

qui dépénalise, sous certaines conditions, l'interruption volontaire de grossesse, prévoit que « la loi garantit le respect de tout être humain dès le commencement de la vie ». La loi de bioéthique du 29 juillet 1994 relative au respect du corps humain dispose que « la loi assure la primauté de la personne, interdit toute atteinte à la dignité de celle-ci et garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie ».

POURQUOI EN CASSATION

Le principe du droit à la vie n'a toutefois pas été constitutionnalisé, le Conseil constitutionnel, interrogé sur le problème du devenir de certains embryons conçus par fécondation in vitro avant d'être détruits, ayant conclu que le législateur n'avait pas souhaité les faire bénéficier de ce principe. En fondant sa décision sur le principe de « viabilité » (il y a homicide car l'enfant aurait pu vivre hors du corps de sa mère), la cour d'appel de Lyon a pris le risque de bouleverser un fragile équilibre et de faire renaître des affrontements d'une autre époque. Le docteur Gouffier devait, vendredi 14 mars, se pourvoir en cassation.

Collette Gallard, présidente du Planning familial, a estimé, vendredi, que cet arrêt était « scandaleux ». « Par ce biais, en le supposant viable, on essaie de reconnaître que le fœtus est une personne, nous a déclaré M^{me} Gallard. Cela donne un point aux anti-IVG ; la cour d'appel de Lyon leur ouvre la possibilité d'aller plus loin ».

Jean-Yves Nau et Cécile Prieux

Retour de forge

par Pierre Georges

AH QUE VOILÀ de fortes phrases forgées main ! Le président de la République française, Pauliste d'un jour, avait envie de parler aux médias brésiliens et autres de l'affaire Renault. Et cela devint ce qu'à l'avenir il faudra tenir pour la parabole de Sao Paulo. Ou la digne complainte du maréchal-ferrant.

Belle leçon d'humanisme entre l'enclume et le Web, entre le sabot et la souris, entre l'âge de la corne et celui de la compression numérique. Donc, dit le président dans un superbe élan, « la fermeture des usines, c'est aussi, hélas, la vie. Les arbres naissent, vivent et meurent. Les plantes, les animaux et les entreprises aussi ».

Jusque là, rien à dire. « C'est la vie », en effet. Tellement typiquement français ! D'ailleurs, quand le cinéma américain de papa voulait identifier un Français, il le traitait ainsi. En Dupont fataliste, coiffé d'un béret, encombré d'une baguette et murmurant, mi-navré, mi-farceur : « C'est la vie ! » That's life, en v.o.

Mais Jacques Chirac fit mieux. Du plus profond de sa mémoire, notamment olfactive, remonta une bouffée de corne brûlée, de village, d'autrefois, pour dire le sablier du temps et la fragilité des industries humaines : « Moi, j'ai connu, quand j'étais petit, des maréchaux-ferrants. J'ai même travaillé chez un maréchal-ferrant. Eh bien, il n'y en a plus. Ils ont disparu. Ce n'est pas pour autant que la civilisation a régressé. C'est la vie ! »

Ah, vie cruelle ! Petits enfants de Vilvorde, méditez la parabole ! C'était autrefois, un monde englouti. Sous Jacquou-le-ferrant perçait déjà Chirac-le-maréchal ! En ces temps-là, on savait bien des choses. Notamment que c'est en forgeant qu'on devenait forgeron. Et en ferrant qu'on devenait président !

Six mois ferme pour le pilote de l'Airbus d'Habsheim

LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL de Colmar (Haut-Rhin) a condamné, vendredi 14 mars, Michel Asseline, le commandant de bord de l'Airbus A-320 qui s'était écrasé le 26 juin 1988 à Habsheim, à dix-huit mois de prison dont six mois ferme. M. Asseline, âgé de cinquante-trois ans, a également été condamné à payer plusieurs dizaines de milliers de francs aux parties civiles au titre des dommages et intérêts. Le crash de l'Airbus d'Air France, survenu lors d'un vol de démonstration, avait fait trois morts et cent vingt et un blessés parmi les cent trente-six occupants de l'appareil (Le Monde des 27, 28 et 30 novembre 1996). Le tribunal a également condamné le copilote, Pierre Mazères, à un an de prison avec sursis. Le chef de la direction des opérations aériennes d'Air France, Henri Petit, a été condamné à dix-huit mois de prison avec sursis tandis que Jacques Gauthier, chef de la sécurité des vols d'Air France, a été condamné à six mois de prison avec sursis. François Furstenberger, organisateur du meeting, a été condamné à trois mois avec sursis.

BD : le Grand Prix 1997 de la ville d'Angoulême à Daniel Goossens

DANIEL GOOSSENS a été couronné par le Grand Prix 1997 de la ville d'Angoulême, jeudi 13 mars, au Salon du livre, pour l'ensemble de son œuvre. Ce Grand Prix 1997, récompense suprême en matière de bande dessinée, tranche sur les précédents : ce prix n'est plus attribué par l'Académie des grands prix formée des lauréats précédents, mais par l'ensemble des auteurs de BD qui ont publié au moins deux albums pendant les dix dernières années. Piliers du mensuel *Fluide glacial*, où il exerce son sens de l'humour absurde et de la dérision au second degré depuis 1977, Daniel Goossens, quarante-deux ans, qui enseigne par ailleurs la programmation et l'intelligence artificielle à l'université Paris-VIII, a publié une vingtaine d'albums.

DÉPÊCHE

■ IMMIGRATION : cinquante-cinq Marocains en situation irrégulière ont été reconduits vers Casablanca, jeudi 13 mars, à bord d'un avion de la compagnie Euralair affrété par le ministère de l'Intérieur. Parti de Roissy, le « charter » a fait escale à Nîmes où trente-trois Marocains ont rejoint leur compatriotes partis de Paris.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 14 mars, à 10 h 15 (Paris)			
FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	17900,50	-1,56	-7,42
Hong Kong Index	12917,10	-1,54	-3,97
OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
	Cours au	Var. en %	Var. en %
Paris CAC 40	2632,10	-0,36	-13,66
Londres FT 100	—	—	+5,91
Zurich	2212,52	-0,35	+16,06
Milan MIB 30	—	—	-0,61
Frankfurt Dax 30	3344,21	-2,08	+15,76
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SMI	1758,19	-0,03	+15,03
Madrid Iboex 35	—	—	+8,57
Amsterdam CBS	—	—	+16,69

Tirage du Monde daté vendredi 14 mars 1997 : 507 514 exemplaires.

3

M. Mancel se heurte à la « lepénisation » des militants RPR du Var

TOULON

de notre envoyé spécial
L'immigration, dans le Var, n'a pas besoin d'être « clandestine » pour servir de repoussoir. C'est l'immigration tout court que contestent une bonne partie des militants RPR de ce département. Lors du premier « forum » consacré à l'immigration, dans le cadre de la préparation du projet législatif du RPR, le secrétaire général du mouvement néogaulliste, Jean-François Mancel, a pu constater, jeudi 13 mars à Toulon, combien la « ligne Juppé » vis-à-vis du Front national est contestée.

« Le peuple a décidé depuis longtemps qu'il en avait assez de l'immigration clandestine, massive, envahissante », a affirmé un conseiller général de Toulon devant le comité départemental. « Prenez garde : à ne pas vouloir copier les idées du Front national, vous risquez de copier les idées socialistes ! », a lancé un policier de Draguignan. D'autres militants ont réclamé

« des mesures plus fortes », « une politique plus stricte », « un texte plus limitatif que le code de nationalité », la « limitation des prestations sociales », hormis, tout de même, « les soins d'urgence ». « Nous sommes dans la France périphérique. Condamner le Front national, cela ne sert à rien », a expliqué un autre élu, qui aurait souhaité l'organisation d'une grande manifestation de soutien au projet de loi Debré « pour faire la nique au Front national ».

SALLE ROULEUSE

Alors que M. Mancel dénonçait la proposition « obéissante » du parti d'extrême droite de renvoyer trois millions d'étrangers en un septennat, ce qui supposerait le renvoi de plus de mille deux cents personnes par jour en sept ans, il était interrompu par ces exclamations : « Et alors ? » ; « Il habite où, Mancel, d'Neulilly ? » Puis, comme il proposait d'augmenter l'aide aux pays en voie de développe-

ment : « Et qui va payer ? C'est encore nous ! » Dans l'aviion qui, le soir, le ramenait dans l'Olse, le secrétaire général du RPR commentait, philosophe : « Nous sommes un rassemblement. On en a qui sont un peu "Front nat". C'est la preuve qu'il faut continuer ». La direction du RPR a déjà prévu de porter la contradiction au Front national, le 26 mars à Strasbourg, juste avant la réunion du congrès des amis de M. Le Pen. Cette fois, M. Mancel sera accompagné de Nicolas Sarkozy.

Pour autant, le mouvement néogaulliste entretient des ambiguïtés. Il existe à Toulon une section du RPR, animée par Marc Bayle, conseiller général - par ailleurs conseiller auprès du ministre délégué à l'outre-mer - qui, dès avant les élections de 1995, avait rompu avec l'équipe municipale sortante de François Trucy (UDF-PR), battue au second tour par le Front national. Engagé à la fois dans la lutte contre l'extrême droite et

Jean-Louis Saux

Le club d'échecs de Clichy se met mat plutôt que de jouer à Orange

FIN 1945, le champion du monde d'échecs français d'origine russe Alexandre Alekhine, un des joueurs les plus brillants de tous les temps, accepta une invitation pour disputer le fameux tournoi britannique de Hastings. Aussitôt, les fédérations de plusieurs pays s'élèverent pour boycotter Alekhine, rappelant qu'il avait écrit des articles antisémites pendant la guerre et avait participé à des compétitions organisées par les nazis. Le champion du monde fut ainsi mis au ban du microcosme échiquéen. Quelques mois plus tard, Alekhine emporta son titre entaché dans la tombe.

Plus de cinquante ans après, une sorte de remake à la française de ce triste épisode se joue aujourd'hui, avec, dans les principaux rôles, le club d'échecs de Clichy (Hauts-de-Seine) et la ville d'Orange (Vaucluse), dirigée depuis les élections municipales de 1995 par un maire Front national, Jacques Bompard. Vainqueur, en 1996, du championnat, de la Coupe de France et finaliste de la Coupe d'Europe, le club de Clichy vient d'annoncer qu'il renonce à disputer la Coupe de France, dont la phase finale doit avoir lieu à Orange les 14 et 15 juin. Son président, Pierre Nolot, souligne, dans une lettre adressée à la Fédération française des échecs (FFE), que « le club de Clichy (...) n'entend en aucune façon jouer une

compétition dans une ville dont les édiles représentent le Front national ».

C'est à l'unanimité des joueurs de l'équipe première et des dirigeants que Clichy a décidé de boycotter l'épreuve, redoutant que le parti d'extrême droite n'en tire profit, d'autant plus que les échecs, en pleine expansion en France, véhiculent une image incontestablement positive. Pour Jean-Claude Moingt, à la fois joueur et directeur technique du club, « il était inconcevable qu'en cas de victoire, un élu FN nous remette la coupe et que nous soyons pris en photo avec lui. Aujourd'hui, il faut que les gens se réveillent et cessent d'avoir des attitudes qui favorisent ce parti ». Les Clichois espèrent encore que la Coupe de France sera retirée à Orange et jouée dans une autre ville, tout en reconnaissant ne pas être certains que le boycottage soit la meilleure façon de combattre le Front national.

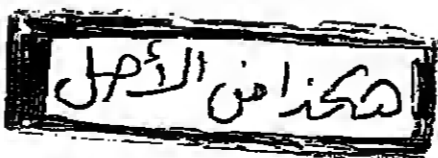
« NOTRE TERRAIN N'EST PAS POLITIQUE »

Le président de la FFE, Jean-Claude Louhatière, ne souhaite pas entrer dans la polémique, craignant qu'elle alimente la guerre de pouvoir qui paralyse sa fédération depuis des mois. Tout en comprenant le point de vue moral qui a motivé la décision de Clichy, il tient à faire la distinction entre l'Échiquier orangeois, à qui l'organisation de la finale a

été confiée - le club était l'unique candidat - et la municipalité : « Christian Bernard, le président de l'Échiquier orangeois, n'a pas de sympathie pour le FN. Mais si son club ne doit plus rien organiser jusqu'en 2001, cela risque d'être dramatique. Comment doivent vivre les associations dans les municipalités FN ? »

A Orange, sur le terrain, Christian Bernard tente de répondre au quotidien à cette question. Il veut combattre les soupçons qu'éveille la réussite et le dynamisme d'un club vivant dans une municipalité FN qui lui accorde ses subventions, même si celles-ci « ont été divisées par deux depuis 1995 ». Il affirme que l'association qu'il dirige a toujours voulu se situer au-dessus des points de vue politiques, dans une ville qui a vu se succéder des maires PCF, RPR, PS et FN. « Je veux que l'Échiquier orangeois continue de vivre, marquée cet enseignant. Pour lui, je continue à travailler et à entretenir des relations avec la municipalité. Il faut de la diplomatie et de l'intelligence pour trouver un équilibre. Si les clubs ne veulent pas venir jouer à Orange, c'est regrettable. Notre terrain n'est pas politique : c'est un terrain sportif, scolaire et d'animation. La solution de facilité, ce serait de baisser pavillon et de foutre le camp. »

Pierre Barthélémy





BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ: + 42 %

“ Moins d'un an après notre privatisation nous sommes en avance sur les objectifs que nous nous étions fixés, ce qui nous permet de tenir les engagements pris envers nos actionnaires.

Le recentrage sur des métiers d'assurance en croissance, une productivité accrue, une gestion financière dynamique sont les points forts sur lesquels nous appuierons notre développement. ”

Antoine Jeancourt-Galignani

Antoine Jeancourt-Galignani - Président des AGF

Un résultat conforme aux prévisions

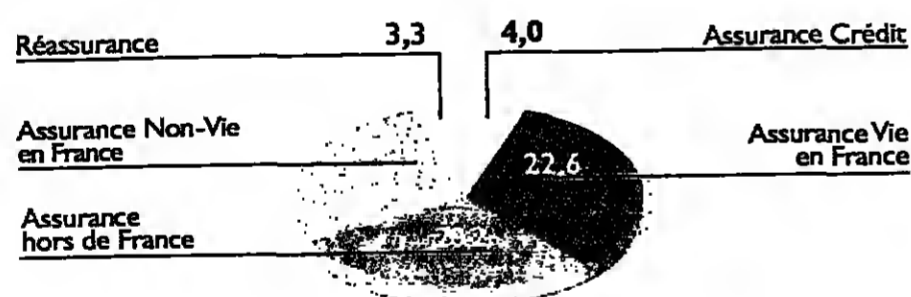
En 1996, le bénéfice net consolidé est de 1 536 millions de francs, soit une progression de 42 % sur 1995.

Résultat net consolidé du Groupe AGF en 1996

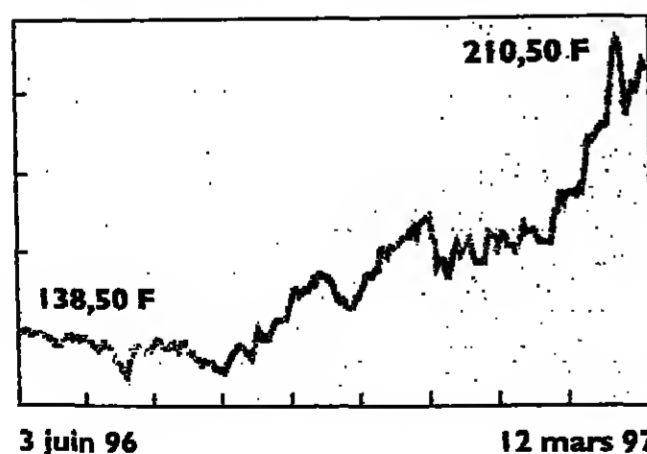
(en millions de francs)	1996	1995
Assurance Vie en France	376	222
Assurance Non-Vie en France	937	404
Assurance hors de France	817	924
Assurance Crédit	341	268
Activités d'assurance	2 471	1 818
Réassurance	175	166
Activités bancaires	- 526	- 490
Activités immobilières et holdings	45	13
Amortissement des écarts d'acquisition	- 424	- 410
Solde des opérations exceptionnelles	- 205	- 15
Résultat net consolidé part du Groupe	1 536	1 082

Chiffre d'affaires annuel consolidé à périmètre constant et hors éléments exceptionnels

(en milliards de francs)



Un impact positif pour les actionnaires



La hausse du cours de l'action reflète l'augmentation de valeur des AGF. Elle correspond aux attentes des actionnaires et témoigne des engagements que le Groupe a pris envers eux : accroître, grâce à leur confiance, leur patrimoine.

Cours de l'action AGF depuis juin 1996

Un groupe qui tient ses promesses

Lors de sa privatisation en mai 1996, le Groupe AGF s'était engagé sur une série d'objectifs. Ces promesses ont été tenues, voire dépassées.

● Le Groupe a poursuivi son recentrage sur ses métiers essentiels, notamment dans l'assurance crédit et l'assurance transport :

Les AGF ont pris le contrôle du Groupe EULER (ex SFAC), aujourd'hui numéro un mondial de l'assurance crédit. Par ailleurs, la participation du Groupe AGF dans la COFACE, leader de l'assurance crédit export, a été augmentée à 60 %.

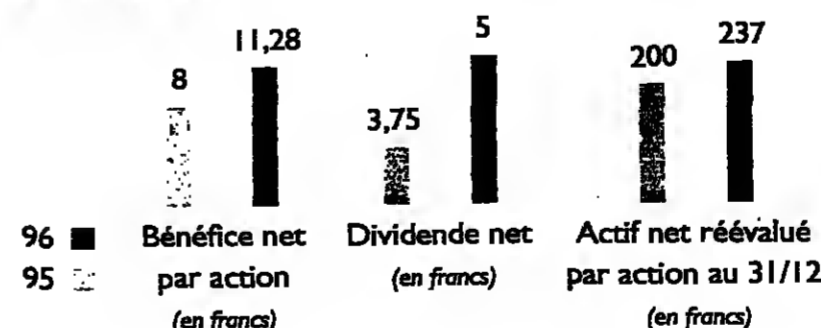
Enfin, concernant l'assurance transport, les AGF ont créé en octobre 1996, AGF MAT, numéro quatre mondial en assurance aviation, marine, transport.

● Parallèlement, les AGF se sont désengagées des secteurs non prioritaires, la banque et la réassurance, en cédant la Banque du Phénix et la SCOR. Ce désengagement se poursuit en 1997, par la cession déjà engagée de la participation du Groupe dans la SAFR.

● Enfin, le Groupe AGF a d'ores et déjà vendu pour plus de 5 milliards de francs d'immobilier, en avance d'un an sur ses engagements et a réduit ses participations non stratégiques de 4,8 milliards de francs. Des réductions supplémentaires de participations non stratégiques ont été réalisées depuis le 1er janvier 1997.

Nouvelle hausse du dividende

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale un dividende net de 5 francs par action, hors avoir fiscal, en hausse de 33 %.



CLUB DES ACTIONNAIRES AGF

N° VERT 0 800.02.23.30

Les résultats sont sur internet : <http://www.agf.fr/>

PAROLE DONNÉE, PROMESSE TENUE

La victoire annoncée

Le groupe AGF a annoncé la vente de sa participation dans la Banque du Phénix à la Banque Paribas. Cette opération, qui s'inscrit dans la stratégie de recentrage du groupe sur ses métiers d'assurance, permettra à AGF de se concentrer sur ses activités principales. La vente est prévue pour le premier trimestre 1997.

Gauche sociale, gauche

Le mouvement social a connu une nouvelle poussée ces dernières semaines. Les syndicats appellent à la grève générale pour défendre les acquis sociaux. Les gouvernements de gauche ont tenté de négocier avec les patrons, mais les revendications restent élevées.

مكتبة